



23.25/11.2018

CONGRÈS d'IVRY

L'ÉDITO DE PIERRE LAURENT P. 3
MODE D'EMPLOI DU CONGRÈS P. 5
LES TEXTES SOUMIS AU VOTE P. 9
LE BULLETIN DE VOTE P. 101

PCF

L'édito



Chère camarade,

Nous entrons dans une nouvelle phase de la préparation de notre congrès. Nous le voulons toutes et tous « extraordinaire » parce que la période nécessite de remettre le communisme à l'offensive. Nous tiendrons ce congrès à Ivry-sur-Seine, les 23, 24 et 25 novembre prochains. Le choix d'une ville à direction communiste, une ville « monde », qui innove pour et avec ses habitants au niveau culturel, écologique, social, économique, associatif, sportif, éducatif, pour la réussite des jeunes, dans un département du Val-de-Marne dynamique et solidaire, a beaucoup de sens. Je suis certain que nous y serons accueillis avec chaleur et fraternité pour un grand congrès du Parti communiste.

Le congrès d'Ivry se situera au cœur des mobilisations sociales qui s'installent face au pouvoir Macron et dans lesquelles notre Parti est pleinement engagé. Il doit être, pour moi, un moment d'initiative communiste au service de ces résistances et de notre projet politique et un moment clé de la modernisation de notre parti attendue par les communistes.

Notre réflexion commune est le fruit d'un travail de plusieurs mois, qui a rassemblé des dizaines de milliers de communistes. J'invite d'ailleurs les communistes à prendre connaissance et à partager l'importance du travail accompli depuis notre assemblée des secrétaires de section en novembre, dans les nombreuses initiatives tenues conformément à la feuille de route adoptée, sur le progrès social, l'Europe, la révolution numérique, l'écologie, le manifeste sur les migrations... Pour aider à

cette réflexion de chacune et chacun, nous innovons encore en publiant le Cahier du Congrès, dans lequel tu trouveras des textes d'analyses sur la société française.

Avec le document que tu as entre les mains, l'objectif est de permettre à chacun.e de prendre connaissance à la fois de la base commune qui est proposée majoritairement par les membres du Conseil national et des textes alternatifs déposés.

Le texte du Conseil national, co-écrit sous la direction de Guillaume Roubaud-Quashie et d'une commission de vingt-deux membres à parité, a été amendé et enrichi par le CN. Nous y avons ajouté trois fenêtres de débats, ouvertes pour susciter la poursuite de l'élaboration collective des communistes.

Plus court que d'habitude, rédigé par thèses pour faciliter son accès, il pointe des questions clés et synthétise des propositions de réponses. Il est soumis à l'enrichissement collectif. Le principe de la base commune est de chercher à faire du commun pour renforcer l'unité des communistes.

Elle suscite d'ores et déjà du débat et des avis divergents. C'est bien normal dans la période actuelle et les complexités du moment.

Des camarades ont souhaité écrire des projets alternatifs de base commune. Conformément à nos statuts, les communistes devront donc choisir l'un de ces textes, pour poursuivre le débat dans l'ultime phase des conférences de section, départementales et au congrès.

L'heure n'est pas à se compter. C'est ma conviction. Le choix de la base commune indiquera un sens, une direction à donner à la suite de nos débats. C'est donc important. Pour sortir par le haut de nos échanges, j'invite chacune, chacun à lire, à travailler, à débattre, à écouter pour pouvoir se prononcer en connaissance de cause.

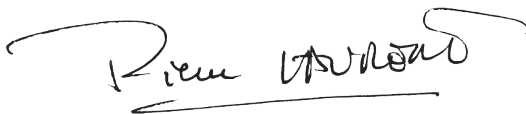
Pour ma part, comme l'ensemble des membres du Conseil national et des secrétaires fédéraux, je veillerai à la bonne tenue des débats, dans la franchise, le respect des un.e.s et des autres, pour faire avancer ensemble le Parti communiste. Car ce qui caractérise à mes yeux la richesse de notre Parti, c'est bien chacune et chacun des militant.e.s qui le composent. Nous sommes d'ailleurs l'un des rares partis où des travailleurs et travailleuses, des salarié.e.s, des retraité.e.s, des sans emplois, des intellectuel.le.s, des étudiant.e.s, des cadres, des spécialistes, des syndicalistes, des habitant.e.s de quartiers, de villes, villages, des personnes du monde entier échangent, discutent, choisissent ensemble un chemin commun pour le communisme. La parole « libre » y est libre, la réflexion individuelle et collective recherchée et l'assurance en acte de la démocratie pleine et entière.

Nous avons deux mois dans nos cellules, nos sections, les commissions et réseaux du Parti, nos fédérations pour approfondir la discussion politique, afin d'être prêts à voter les 4, 5 et 6 octobre.

Bonne lecture, bons travaux.

Ensemble, osons nos révolutions !

Bien fraternellement,

A handwritten signature in black ink, reading 'Pierre Laurent', with a horizontal line underneath.

Pierre Laurent
Secrétaire national du PCF

CONGRÈS D'IVRY : COMMENT ÇA MARCHE ?

Le mode d'emploi

LES OBJECTIFS DU CONGRÈS : « Les communistes procèdent en congrès aux choix d'orientation et à l'élection des comités exécutifs locaux, des instances départementales et nationales du Parti... » (Article 8 des statuts du PCF).

LE 24 JUIN 2017, le Conseil national (CN) invitait les communistes à « ouvrir (...) un processus de débats, d'actions et d'élaboration collective qui verrait son aboutissement en 2018 par la tenue d'un congrès national extraordinaire dont les thèmes et questions à trancher seront élaborés par les adhérents du Parti eux-mêmes. »

À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ 2017, a été lancée la grande consultation des communistes qui s'est conclue le 18 novembre, lors de l'Assemblée nationale des animateurs et animatrices de section et à laquelle ont participé plus de 20 000 communistes.

LE 18 NOVEMBRE 2017, à partir de ses débats et du retour d'expérience de la grande consultation des communistes, l'assemblée nationale des animateurs et animatrices du Parti a proposé une feuille de route pour préparer le congrès qui s'articule autour de quatre axes :

1. les luttes et le combat communiste,
2. notre démarche de transformation et de rassemblement dans la société française,
3. les transformations du Parti,
4. les élections européennes.

La feuille de route proposait de nourrir ces quatre axes par des initiatives nationales et des campagnes spécifiques :

- Rencontres Niemeyer (janvier 2018)
- Campagne pour les communes et l'égalité des territoires (depuis janvier 2018 : appel de Grigny, rassemblement des Hauts de France à Paris)
- Tour de France des hôpitaux et Ehpad par les parlementaires (depuis janvier 2018)
- États généraux du progrès social (février 2018)
- États généraux de la Révolution numérique (mars 2018)
- Colloque sur les institutions (mars 2018)
- Publication d'un manifeste « Pour une France hospitalière et fraternelle, une Europe solidaire » sur les questions migratoires (avril 2018)
- Assises communistes de l'écologie (mai 2018)
- Édition d'un numéro spécial de Cause commune sur l'état des lieux de la société française (août 2018)
- Convention nationale pour l'art, la culture et l'éducation populaire (septembre 2018)

- Campagne pour les droits des femmes et contre les violences, mise en place d'un dispositif interne
- Mobilisations sur les batailles avec les Alstom, les Carrefour, les cheminot•e•s, les électricien•ne•s,...

LE 1^{ER} DÉCEMBRE le Conseil national fait de la feuille de route l'ordre du jour du Congrès. Il ouvre la plate-forme numérique de débat du congrès à partir des quatorze chantiers identifiés par la feuille de route.

LORS DU CONSEIL NATIONAL DES 2 ET 3 JUIN, la base commune de discussion proposée par le CN et élaborée à partir des chantiers et des initiatives politiques décidés par la feuille de route est adoptée ; les cahiers du Congrès sur l'État de la France et du monde sont présentés ; une équipe de campagne pour les élections européennes est mise en place comprenant les député•e•s sortant•e•s et Ian Brossat comme chef de file des communistes.

DU 4 JUIN AU 6 JUILLET la proposition de base commune de discussion a été portée à la connaissance des communistes et mise en débat. Le 6 juillet étant la date limite pour le dépôt d'éventuels textes alternatifs à la proposition de base commune de discussion.

Les commissions

Afin de mener à bien le travail sur le congrès, trois commissions ont été mises en place :

TEXTE

Celle-ci sera animée par 4 camarades à parité : Guillaume Roubaud-Quashie, Yann Le Pollotec, Céline Brulin, Céline Malaisé, coordonnés par Guillaume Roubaud-Quashie. Elle est également composée de : Thierry Aury, Frédéric Boccaro, Vincent Bouget, Marie-Christine Burriland, Laurence Cohen, Cécile Dumas, Frédéric Genevée, Fabien Guillaud-Bataille, Pierre Laurent, Émilie Lecroq, Patrick Le Hyaric, Sarah Misslin, Bertrand Perrin, Lydia Samarbakhsh, Nathalie Simonnet, Hüliya Turan, Marie-Pierre Vieu, Igor Zamichiei.

DÉLÉGATION DU CONSEIL NATIONAL À LA COMMISSION DES CANDIDATURES

Gilles Ravache et Isabelle de Almeida, co-responsables de la commission, Eliane Assassi, Jérémy Bacchi, Hélène Bidard, Jean-François Bolzinger, Nicolas Cossange, Olivier Dartigolles, Amadou Deme, Amandine Demore, Pierre Dharréville, Françoise Fiter, Colette Gergen, Pascal Joly, Karina Kellner, Danièle Lebaill, Jean-Louis Le Moing, Véronique Mahé, Jacques Maréchal, Isabelle Mathurin, Denis Rondepierre, Mylène Vesentini.

TRANSPARENCE DES DÉBATS

Yann Le Pollotec et Emilie Dareau, co-responsables de la commission, Caroline Andréani, Françoise Bréfort, Denis Durand, Sébastien Laborde.

L'OBJET DU VOTE DES 4, 5 ET 6 OCTOBRE

Le Conseil national a élaboré et adopté les 2 et 3 juin derniers un projet de base commune de discussion pour le congrès.

« Un délai de cinq semaines maximum est ensuite donné pour faire connaître ce projet à tous les adhérent•e•s. À l'issue de cette période, trois cents adhérent•e•s à jour de leurs cotisations peuvent proposer une base de discussion alternative.

Ces adhérent•e•s doivent être issu•e•s d'au moins un quart des fédérations. Le nombre de signataires par fédération ne peut excéder 10% de la totalité de la liste. » (Article 11.1 des statuts)

L'ensemble de ces textes est porté à la connaissance des communistes avec ce document. Du 4 au 6 octobre, les adhérent•e•s choisissent, par un vote, le texte qui deviendra la base commune de discussion des congrès locaux, départementaux et national.

Peuvent participer au vote les adhérent•e•s depuis plus de trois mois et à jour de leur cotisation. Cette mise à jour peut avoir lieu le jour du vote.

Comment participer au congrès ?

Tou•te•s les communistes sont invité•e•s à s'impliquer dans les travaux du congrès. Cela peut se faire en participant :

- aux assemblées générales, aux réunions de section, aux conférences,...
- au choix de la base commune
- aux assemblées générales de section qui travailleront sur ce texte
- à la délégation de leur section au congrès départemental
- à la délégation de leur fédération au congrès national

Tou•te•s les communistes aussi apporter leur pierre au congrès en transmettant des contributions écrites, soit d'ordre général, soit thématiques.

- Sur le site dédié au congrès : <https://congres2018.pcf.fr/>
- Par courrier postal à :
Commission de transparence des débats
PCF - 2, place du Colonel-Fabien 75019 Paris

Le calendrier de préparation

2 ET 3 JUIN : le Conseil national a adopté un projet de base commune de discussion.

JUILLET : envoi des textes aux fédérations (proposition de base commune, textes alternatifs).

4, 5 ET 6 OCTOBRE : vote des communistes sur le choix de base commune.

MI-OCTOBRE À MI-NOVEMBRE se tiennent les congrès de section et les congrès départementaux.

LE CAHIER DU CONGRÈS

« Comprendre les mutations en cours dans la société française est une donnée essentielle pour agir, rassembler et engager les transformations visant au dépassement du capitalisme.

Être très attentifs aux signaux qu'envoient les femmes et les hommes de notre pays, c'est permettre d'être au plus près des réponses et ouvrir des issues de progrès. »

Marc Brynhole
Animateur du collectif idées

Répondant à la feuille de route décidée pour la préparation de notre congrès, le collectif idées composé entre autres, de responsables des revues, s'est mis au travail pour répondre au mieux à la commande : « quel est à ce jour, l'état de la société française et que nous dit-elle ? »

Les notes du Cahier du congrès sont le fruit à la fois d'un travail individuel de chaque auteur et d'échanges du collectif, autour d'un certain nombre d'auditions, pour en faire des outils au service du débat des communistes.

Elles ne sont pas des thèses destinées à être amendées ou votées mais des éléments de réflexions, des points d'appui, des entrées, des pistes.

Recomposition/décomposition de la société française, inégalités aggravées et précarités nouvelles, enjeux écologiques ou révolution numérique, « pacte républicain » mis à mal ou aménagement du territoire, égalité femme/homme, ou services publics, travail et politique ou protection sociale, nous avons choisi de toujours traiter ces questions en terme politique, avec le souci de mieux comprendre pour mieux agir.

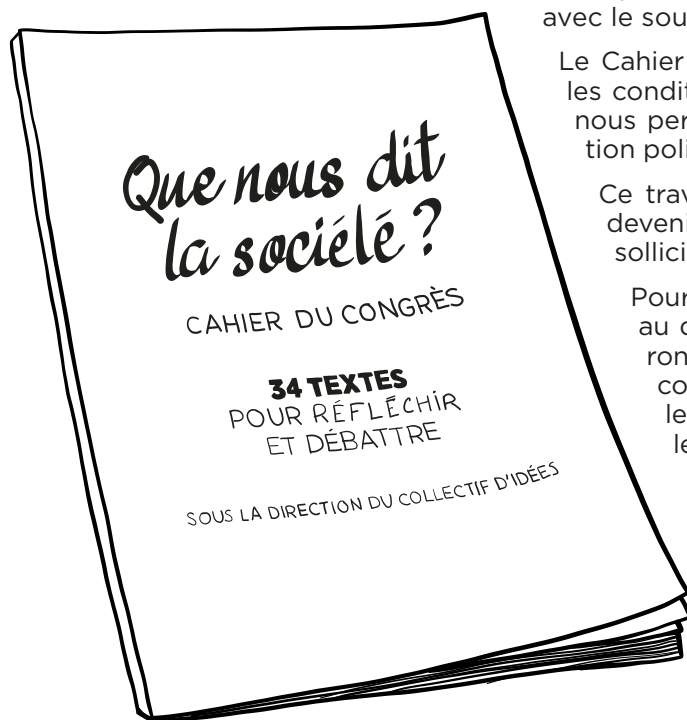
Le Cahier du congrès tente de serrer au plus près les conditions de la lutte de classes aujourd'hui et nous permettre d'y prendre appui dans notre action politique.

Ce travail devra être poursuivi et certainement devenir permanent, avec des outils neufs et des sollicitations larges.

Pour l'heure, ce cahier veut être un outil ouvert au débat, à la co-construction. Ces notes seront déposées sur la plateforme Internet du congrès. Vous pourrez correspondre avec les auteurs et le collectif pour des échanges les plus constructifs possibles.

Avec votre aide, nous pourrions poursuivre ce travail entamé depuis plusieurs mois.

Je souhaite qu'il rencontre votre intérêt et aide chacune et chacun dans ses réflexions comme dans ses actions.



Résumé

Le communisme est la question du XXI^e siècle

BASE COMMUNE DU CONSEIL NATIONAL

Le projet de base commune adopté par le CN vise à favoriser la discussion, à faire du commun, en favorisant la prise de décision des communistes, en n'éluant aucune question. C'est pourquoi il est structuré en thèses courtes, cherchant ainsi à offrir la forme la plus claire et la plus amendable possible afin que ce soient bien les communistes qui réfléchissent, élaborent et décident collectivement et souverainement. Il comporte, pour cette raison, trois encadrés de débats décidés par le Conseil national pour permettre la poursuite jusqu'au congrès de cette élaboration collective.

Une nécessité historique de dépassement du capitalisme, de tous les systèmes de domination

Réchauffement climatique critique, pollutions inédites, pillage des ressources ; exploitation forcenée des hommes et des femmes, production de biens inutiles, besoins fondamentaux laissés inassouvis ; entraves à la vie des femmes, de celles et ceux que visent le racisme, la xénophobie ; concentration des pouvoirs économiques, sociaux et politiques laissant le plus grand nombre sans prise sur son destin : les convulsions de notre monde, marqué à la fois par une puissante crise systémique et des possibilités objectives d'alternative, appellent comme jamais le dépassement du capitalisme et des systèmes de domination. En France, Macron veut briser les conquêtes de classe et reconfigurer notre pays pour un nouvel âge de la domination capitaliste mondialisée. Malgré ses soutiens, il peine à emporter l'adhésion populaire. Pour autant, le PCF est confronté à une difficulté historique au lendemain de l'épuisement du Front de gauche. Tel est le paradoxe auquel ce congrès veut s'attaquer : urgence de communisme et crise de l'organisation en France et dans le monde.

Communisme de nouvelle génération et nouvelle civilisation

Nous voulons porter de manière offensive notre communisme, dans un contexte où ce que nous mettons derrière ce mot coïncide trop peu avec ce que le grand nombre entend par là. La domination capitaliste qui place en son cœur le profit et l'accumulation pour quelques-uns devient un frein au développement de l'humanité et risque même d'entraîner, à l'échelle du siècle, la biosphère entière à l'abîme. Dans le même temps, les savoirs et savoir-faire accumulés permettent aujourd'hui d'entrer dans une nouvelle civilisation répondant durablement aux besoins de chacun.e. Le développement de l'humanité et la prise en compte des enjeux écologiques à la hauteur des défis réels ne peuvent se marier avec la perpétuation de la domination de classe. Celles et ceux qui créent les richesses ne peuvent plus obéir aux ordres irresponsables de possédants préoccupés de leurs seuls profits ; ils doivent décider et s'approprier ce qui leur revient.

Dépassement de la société de classe et libre développement de la personne humaine

Parce que « le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous », nous portons un communisme qui lie indissociablement dépassement de la société de classe et libre développement de la personne humaine *dans toutes ses dimensions* : nous combattons patriarcat et racisme sous toutes leurs formes pour ouvrir la voie d'une civilisation de paix, d'êtres humains égaux, libres et associés.

Une stratégie qui lie indissociablement initiative communiste et fronts d'unité populaire

Débattons de notre stratégie, le capitalisme ne tombera pas seul comme un fruit mûr offert à la cueillette. Cette exigence appelle des luttes et l'organisation de celles et ceux qui y ont intérêt.

Le noyau de notre option stratégique est la *mise en mouvement consciente du plus grand nombre pour des objectifs de conquête*. Nous rejetons toutes les options autoritaires et déléguées qui viseraient à ce qu'un leader ou une organisation entraîne des masses réduites à l'état passif. L'émancipation des travailleurs est l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Notre stratégie de conquête des pouvoirs ne se limite nullement à l'État national : d'autres échelles sont concernées, du quartier au monde en passant par les communes ou l'Europe ; d'autres lieux sont décisifs, comme l'entreprise ; la dimension culturelle et idéologique est cardinale.

Cela implique un travail d'ampleur pour développer la conscience de classe et l'alliance de toutes celles et ceux qui ont intérêt à l'extinction des dominations. Dans des luttes concrètes, qui visent à obtenir des victoires, nous voulons marier initiative communiste et fronts d'unité populaire.

Cinq transformations révolutionnaires à l'ordre du jour

- Ouvrir la porte au communisme dans la production et le travail.
- Engager la révolution écologique (l'écommunisme).
- Faire reculer les dominations patriarcales, combattre le racisme et faire échec aux nationalismes.
- Protéger et développer les services publics.
- Prendre le pouvoir sur l'argent.

Un bilan lucide, dont nous tirons toutes les conséquences

Nous pointons ce qui a fait la force et ce qui a fait l'échec du FdG. Nous voulions construire des « fronts les plus larges possibles visant des objectifs politiques précis » et s'est progressivement ossifié un front réduit à l'alliance de forces politiques aux stratégies de plus en plus divergentes. En 2017, nous avons échoué à construire une candidature de progrès capable d'accéder au 2nd tour et de l'emporter. Nous voulons tirer tous les enseignements de cette séquence : échec de la campagne autonome, effacement de la voix communiste, gain de député-e-s communistes...

Forts de cette expérience, nous voulons mettre au cœur de notre stratégie le mouvement populaire. Nationalement, nous proposons un front social et politique laissant à chaque force sa liberté d'initiative tout en favorisant l'unité d'action politique. Pleinement communistes, pleinement rassembleurs, nous n'entendons pas nous effacer, pas plus au plan électoral qu'ailleurs : nous avons vocation à être présents à toutes les élections.

Révolutionnons notre parti pour engager cette nouvelle étape du combat communiste

Il faut révolutionner notre parti pour en faire plus et mieux le parti de la politisation populaire, le parti de masse pour celles et ceux qui ne veulent plus se laisser exploiter, dominer, aliéner. Le parti de la jeunesse qui veut s'engager pour son avenir, le parti féministe de notre temps, ancré dans la proximité et, notamment, dans les lieux de travail, les quartiers populaires. Nous voulons amplifier notre rôle d'acteur incontournable des solidarités concrètes. Nous voulons des campagnes identifiantes et évaluées, impulser des réseaux d'initiatives offrant des portes d'entrée à un militantisme à nos côtés. Nous redéployons la formation des adhérent-es.

Sauter le pas des transformations concrètes et attendues par les communistes

Notre ferme volonté, à tous les échelons du PCF, est de sauter le pas : une nouvelle plateforme numérique est préparée pour octobre permettant de mettre en réseau, plus efficacement et plus aisément, les énergies communistes ; une stratégie de communication nouvelle s'élabore ; une nouvelle structure de bataille idéologique, à côté de nos revues (notamment *Cause commune*) et du journal *L'Humanité*, se lance en octobre, l'Université permanente. Cette évolution révolutionnaire du PCF implique une remise à plat de toutes nos structures de direction pour viser, dans la France de notre temps, une efficacité plus grande et une démocratie plus avancée.

Le communisme est la question du XXI^e siècle : unis et mobilisés, les communistes de France sont prêts à prendre toute leur part pour relever ce défi de toute l'humanité.

Le communisme est la question du XXI^e siècle

BASE COMMUNE DU CONSEIL NATIONAL

Nous entrons dans un moment historique d'immenses bouleversements. Depuis plusieurs décennies, les puissances du capital ont renforcé leur mainmise sur le monde, allant même jusqu'à répandre le mythe de leur domination éternelle : la « fin de l'histoire ». La crise systémique qui touche désormais le capitalisme fracasse sous nos yeux cette légende : l'histoire a repris sa marche. Dans les convulsions de notre époque et alors même que de nouveaux krachs menacent, rien n'est écrit du futur de notre planète et de notre humanité : les forces du capital cherchent par tous les moyens la voie de la préservation de leur domination, ne reculant devant aucune guerre, aucun pillage, aucun saccage ; les courants réactionnaires se déchaînent, des mouvements populistes se présentent comme des recours... N'en chemine pas moins, objectivement, la nécessité du dépassement du capitalisme, tout comme l'ambition de dépassement des systèmes de domination patriarcal et raciste qui s'imbriquent pour le pire. Beaucoup d'alternatives se cherchent, se tentent, se construisent, depuis la mobilisation mondiale des femmes avec le mouvement #metoo/balancetonporc jusqu'aux expérimentations des fablabs, en passant par la lutte des Togolais-es-pour leur liberté, les jeunes États-unien-ne-s mobilisés pour l'interdiction des armes, le mouvement social pour la défense du service public ferroviaire, les mobilisations antiracistes ou le prix Nobel de la paix octroyé aux militant-e-s de l'interdiction des armes nucléaires.

En France, cependant, alors même que l'autoritarisme d'Emmanuel Macron est fortement contesté, le parti qui porte en son cœur cette alternative de dépassement a essuyé dans la dernière période des revers historiques qui exigent de produire toute la nouveauté que la période appelle, changer résolument tout ce qui doit l'être pour entrer, à la hauteur des défis de notre monde, dans un nouveau siècle. C'est la raison profonde de notre congrès extraordinaire. Il nous faut trouver les voies d'essor de ce communisme de nouvelle génération qui conjugue démocratie poussée jusqu'au bout et orientation révolutionnaire visant à sortir enfin de la société de classe, à relever jusqu'au bout le défi écologique, à assurer la paix et le libre développement de la personne humaine dans toutes ses dimensions. Ainsi, pour le PCF, le moment est venu de déployer hardiment le combat communiste, de renouveler en profondeur sa stratégie politique et d'engager toutes les transformations nécessaires de son organisation.

Le capitalisme nous entraîne au désastre

Thèse n° 1 : Le capitalisme est aujourd'hui un frein majeur au développement de l'humanité.

L'humanité a atteint un stade de développement qui lui permet de répondre à des défis hier encore inimaginables, de la sonde Rosetta posant Philae à 510 millions de km jusqu'au développement inédit des nanotechnologies. La révolution numérique amplifie chaque jour cette dynamique. Pourtant, maints grands besoins de l'humanité restent sans réponse alors que nous disposons, comme jamais jusqu'ici, des savoirs, savoir-faire et ressources pour y répondre. C'est la folle boussole du capitalisme, aimantée par le seul taux de profit, qui est aujourd'hui cette criminelle cause de souffrances et d'humiliations, cet insupportable frein au développement de toute l'humanité qui nous empêche de faire ce que nous pouvons et savons pourtant faire.

Les encadrés « En débat » sont issus des discussions du Conseil national du 2 juin 2018. Ils concernent des thèses qui font débat et doivent permettre de poursuivre les discussions pour enrichir et modifier les thèses visées.

Thèse n° 2 : Le capitalisme entraîne l'humanité et notre planète vers l'abîme, à vitesse accélérée : la crise écologique et anthropologique qu'il génère prend des proportions inédites.

Le capitalisme, guidé par cette insatiable et aveugle soif de profit et d'accumulation, met en péril l'humanité et notre environnement : bouleversements climatiques – source immédiate de risques gigantesques –, paradis fiscaux supports de la circulation de tous les trafics, pollutions alarmantes, fraude des trusts généralisée, réduction inédite de la biodiversité (-58 % d'espèces vertébrées en 40 ans), maltraitance des humains allant

jusqu'à la marchandisation des corps (gestation pour autrui, trafic d'organes et même renouveau de la traite d'humains), déforestation massive (129 millions d'hectares en 25 ans)...

Le capitalisme menace le devenir même de l'humanité à échéance de moins en moins lointaine. « Après moi le déluge ! Telle est la devise de tout capitaliste », écrivait Marx dans Le Capital. Le propos prend, de nos jours, une actualité tragique. Qui peut penser que l'humanité et notre planète pourront résister des décennies durant à ce régime de choc capitaliste ?

Thèse n° 3 : Le capitalisme mondialisé fait face à des transformations inédites.

La phase actuelle de développement et de crise du capitalisme est marquée par des transformations de très grande ampleur : expansion territoriale et polarisation entre centres dominants et périphéries dominées ; privatisation et marchandisation progressive de toutes les activités humaines ; financiarisation des économies et création monétaire massive au service des marchés financiers ; concentration de la propriété dans un petit nombre d'actionnaires à la tête de firmes multinationales gigantesques et augmentation des dividendes versés aux actionnaires et des intérêts payés aux banques ; restructuration des entreprises et transformations des systèmes productifs ; transformation de l'organisation du travail afin de déposséder totalement les travailleurs-euses de la maîtrise et de la finalité de leur travail ; politiques libérales renforcées, singulièrement en Europe dans la dernière décennie ; libéralisation des échanges pour réduire les barrières tarifaires et abaisser les normes sociales ou écologiques. La révolution informationnelle, qui commence déjà à franchir un nouveau stade, notamment avec l'intelligence artificielle, est centrale pour notre combat communiste car elle accélère ces transformations autant qu'elle peut permettre leur dépassement.

Thèse n° 4 : Le capitalisme dépossède de pouvoir un nombre inédit d'humains.

Le capital se concentre aujourd'hui dans un nombre de mains qui n'a jamais été aussi étroit. Quelques firmes transnationales – souvent à base nord-américaine – concentrent pouvoir et argent à échelle mondiale. En France même, elles représentent la moitié des emplois des entreprises.

Elles s'affirment comme des acteurs de premier plan, se soustrayant aux souverainetés populaires et allant même jusqu'à s'opposer et s'imposer aux États. Des plateformes privées (Facebook, Google...) en viennent à s'arroger des prérogatives régaliennes, sans aucun contrôle démocratique, tout en échappant à peu près à toute imposition. Propriétaires d'innombrables données personnelles, elles en font un usage marchand visant à accroître leurs profits, au mépris des libertés.

Pour le capital, la démocratie est une entrave. Ainsi, les développements nouveaux du capitalisme en viennent à faire reculer toutes les conquêtes partielles en matière de démocratie et de liberté. Alors que la révolution des connaissances appelle comme jamais le pouvoir du grand nombre, ils concentrent celui-ci dans des mains toujours moins nombreuses.

Thèse n° 5 : Le développement du capitalisme aggrave la crise de sens dans laquelle il enfonce l'humanité.

Faire de tout une marchandise : c'est la logique capitaliste. La généralisation de la marchandisation, sous l'effet d'une intense lutte de la classe dominante, se déploie à marche forcée. Cela vide toutes les valeurs et nourrit une profonde crise de civilisation. Le seul objectif d'une vie humaine devrait être de « devenir milliardaire » ou d'acquérir une Rolex avant 50 ans. Si certain-e-s s'épuisent à courir après ces objectifs si vides, la crise de sens touche désormais des pans très larges des sociétés humaines.

C'est particulièrement sensible dans le domaine du travail. Pour que quelques-un-e-s fassent des profits toujours plus gigantesques, on empêche des millions d'individus de travailler correctement, quand on ne les amène pas à effectuer un travail qu'ils savent sans utilité voire dangereux pour autrui et pour eux-mêmes. Tous les secteurs sont concernés, depuis l'agriculture jusqu'aux métiers de la santé en passant par les industries.

Thèse n° 6 : Le capitalisme présente des signes de péremption de plus en plus marqués.

Le principe selon lequel, dans le travail, celui qui possède décide de tout et impose à celui qui ne possède pas ce qu'il doit faire et comment il doit le faire est au cœur de la logique capitaliste

d'aliénation. C'est une injustice que nous dénonçons de longue date. C'est, aujourd'hui, un principe lourdement mis en difficulté par le mouvement réel de l'humanité. C'est l'efficacité même qui commande que les travailleuses et les travailleurs réfléchissent eux-mêmes au travail à accomplir. Le travail prescrit de l'extérieur est un frein au développement global et, désormais, à certains égards, un frein au profit capitaliste lui-même. Face à cette contradiction montante, certains secteurs dynamiques du capitalisme sont obligés de ruser : Google permet ainsi à ses ingénieurs de consacrer 20 % de leur temps de travail payé à de libres projets personnels. Bien sûr, c'est pour mieux s'assurer de la propriété de ceux-ci en cas de succès, mais quel aveu de péremption des logiques capitalistes !

Oui, celles et ceux qui produisent doivent diriger et non obéir. Oui, « le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ».

Thèse n° 7 : C'est à une crise systémique que le capitalisme est confronté.

Le fait économique majeur de la décennie qui a suivi la crise financière de 2007-2008 est que le système capitaliste poursuit une spéculation financière effrénée. Les institutions mises en place après le choc de la crise financière de 2008 n'ont cessé de développer les contradictions qu'elles prétendaient résorber. Le capitalisme vit désormais sous perfusion d'argent gratuit distribué sans critère aux spéculateurs par les banques centrales : la Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne distribuent chaque mois plusieurs dizaines de milliards de dollars et d'euros à taux nul aux banques et aux grands groupes. Ces sommes considérables – qui pourraient être si utilement dépensées – alimentent ainsi les profits bancaires, alourdissant le coût du capital tout en préparant un nouveau krach avec les énormes bulles spéculatives qu'elles nourrissent. À l'heure où les signes d'une nouvelle crise financière se multiplient, élever le niveau de conscience concernant l'utilisation de l'argent par les banques et mettre en débat cet enjeu dans les luttes est une priorité pour les communistes.

La crise systémique, c'est l'impasse. Impasse sur l'emploi, sur les services publics, sur les droits sociaux, sur le type de croissance. C'est l'impasse en matière d'écologie. C'est l'impasse pour la sécurité des peuples qui demandent à vivre en paix. C'est l'impasse sur la démocratie...

Cela rend impérieux un processus de dépassement du capitalisme, la sortie, pour l'humanité, de cette préhistoire.

Le communisme est à l'ordre du jour de ce siècle

Thèse n° 8 : Relevons le défi écologique et anthropologique. Changeons de cap : l'humain d'abord !

Nous, communistes de France, proposons une alternative à ce désastre. Le profit et l'accumulation ne peuvent commander le présent et le devenir de l'humanité et de notre planète. Les humains et les ressources naturelles sont considérés comme des moyens au service du profit de quelques-un-e-s ; nous voulons, quant à nous, remettre les choses à l'endroit et placer l'humain d'abord. C'est ce que nous appelons l'écommunisme. La boussole doit être celle du bien-vivre, du développement durable de l'humanité, de la réponse à ses besoins, potentiels et aspirations, incluant nécessairement la dimension écologique. Ceux-ci ne sauraient être définis abstraitement, une fois pour toutes, ou, d'une façon technocratique, par un marché, un parti ou une administration : ils doivent être définis collectivement dans la délibération démocratique.

Thèse n° 9 : Face à l'accaparement de tout par quelques-un-e-s, poussons à fond l'appropriation par le plus grand nombre.

Ces ruptures d'ampleur qu'appelle le mouvement réel de notre monde ne peuvent s'opérer en laissant les mêmes pilotes en place. La classe des propriétaires des grandes structures économiques ne peut décider seule de ce qu'on produit, où et comment on le fait et, cerise sur le gâteau, en retirer les bénéfices. Celles et ceux qui travaillent et créent les richesses doivent acquérir les pouvoirs leur permettant de décider.

L'appropriation par le plus grand nombre est à l'ordre du jour : nationalisations authentiques (et non simples étatisations hors d'atteinte du pouvoir populaire) donnant la grande place à celles et ceux qui travaillent dans ces secteurs, les usagers et la Nation elle-même ; développement de structures et de services publics démocratisés à échelles locale, nationale, continentale, mondiale ; développement inédit de l'économie sociale et solidaire ; développement volon-

tariste des « communs », ces structures qui se multiplient sous nos yeux, notamment dans le domaine numérique, en marge de l'État et des marchés.

Thèse n° 10 : Pour le développement intégral des individus.

Parce que notre société reste, fondamentalement, une société de classes et que l'oppression de classe est sexuée, elle ne permet pas le développement plein et entier de la personne, dans toutes ses dimensions. L'actuelle division du travail épuise les individus sans leur laisser le temps de développer d'autres aspects de leur personnalité. Les politiques d'éducation et de formation, telles qu'elles sont conçues, empêchent de plus en plus de jeunes d'accéder à une culture de haut niveau et de développer leur créativité. Au nom de la rentabilité, le travail est privé de son sens ; la pensée, la création, le sport sont sommés de se soumettre à la loi du marché. Nombre de nos loisirs sont même réduits à des divertissements uniformisés. Au-delà, on enferme les personnes dans des rôles ; on les assigne à des identités.

Au contraire, notre combat communiste place en son cœur l'ambition du libre développement de la personne dans toutes ses dimensions. C'est un enjeu de justice : nous sommes toutes et tous capables d'apprendre, de créer, d'innover : pourquoi certain-e-s en seraient-ils privé-e-s ? Au-delà, c'est une nécessité politique, économique, civilisationnelle : pour faire face aux défis productifs d'aujourd'hui et de demain, pour permettre effectivement l'activité citoyenne de direction collective, pour que chacune et chacun, par son libre développement, puisse donner toute sa mesure et, par là, faire croître comme jamais le libre développement collectif.

Cela appelle à transformer radicalement l'éducation pour qu'elle réponde à cette ambition. Cela appelle une forte réduction du temps de travail, appuyée sur les formidables gains de productivité, ouvrant la voie à des possibilités inédites de développement de la personne et une organisation nouvelle des temps de la vie.

Thèse n° 11 : Pour une société d'êtres humains égaux et libres, face à la mise en scène d'un « choc des civilisations ».

Le chaos du monde actuel est propice à la montée de toutes les haines. Dans le monde et dans toute l'Europe, le racisme redevient, à grande échelle, un des instruments de la domination de classe : exacerber la concurrence des exploité-e-s et des dominé-e-s. Inégalités sociales, précarisation du travail, assignations territoriales dans des quartiers délaissés de la République, discriminations racistes structurelles (embauche, logement, contrôle au faciès) se conjuguent pour mettre à l'index, en état de sous-citoyenneté, une part croissante de la population, et singulièrement de la jeunesse, injures quotidiennes à nos principes républicains.

L'idéologie dominante propose un portrait caricatural et très appauvri de l'humanité, réduite à une division raciste et religieuse en quelques blocs civilisationnels censément homogènes : c'est le prétendu « choc des civilisations » (« l'Occident » serait blanc et chrétien, alors que son histoire est beaucoup plus plurielle ; le « monde arabe » serait tout uniment musulman ; etc.).

Profondément anticolonialistes, anti-impérialistes de la première heure, partisans décidés de l'émancipation individuelle et collective, nous rejetons ces manœuvres qui divisent artificiellement celles et ceux qui ont intérêt à s'unir, en même temps qu'elles humilient et briment des millions d'individus, ramenés à une couleur de peau, une religion réelle ou supposée, une « civilisation » présentées comme des menaces ou des crimes. Nous affirmons l'égalité de tous les êtres humains et récusons toutes les grilles de lecture racistes. Nous combattons le système de domination raciste, toutes les violences – y compris policières – et toutes les discriminations – y compris territoriales. Il est urgent de porter un antiracisme qui revendique l'égalité de traitement pour toutes et pour tous, qui agit contre toutes les formes de discriminations, d'humiliations et d'oppressions, qui combat avec force l'offensive xénophobe, antimusulmane, antisémite et contre toutes les formes de racisme.

La mise en scène de ce « choc des civilisations » est une entrave au libre développement de chacun-e, dans la complexité et la diversité de ses origines et trajectoires, de ses opinions, de ses croyances. Se libérer de ces chaînes relève de notre combat communiste, comme condition et manifestation du développement de l'humanité tout entière.

Thèse n° 12 : Pour une humanité débarrassée de la domination patriarcale, pour des femmes et des hommes égaux et libres.

La domination patriarcale est un puissant frein au développement de l'humanité. L'indépen-

dance économique des femmes par le travail, le renforcement de leur formation, conquêtes majeures au sein du capitalisme, rendent cette moitié de l'humanité chaque jour plus actrice de sa vie et de l'humanité entière. Cela manifeste aux yeux de toutes et tous son égale capacité et dignité. Les tactiques patronales de discrimination visant à faire des économies sur le dos des femmes en rétribuant moins celle-ci à travail de valeur et de qualifications égales sont de moins en moins supportées et apparaissent pour ce qu'elles sont : une inégalité systémique, une injustice d'un autre temps.

L'ampleur des campagnes #metoo/balancetonporc révèle à la fois la gravité et le caractère structurel des violences faites aux femmes – elles sont très nombreuses, de tous âges et tous milieux sociaux, à en être victimes – comme la puissance d'un refus : celui d'être considéré comme un objet. Pour atteindre l'égalité et laisser la personnalité de toutes et tous se développer librement, notre combat appelle à s'émanciper de ces dominations. Les combats féministes bouleversent l'ensemble des rapports sociaux, la place assignée à chacune et chacun ; ils permettent à l'ensemble de la société de faire un bond en avant.

Dans le même sens, la progression des droits des personnes lesbiennes, gays, bi, transgenres, intersexuées (LGBTI+), fortement discriminées elles aussi par le système patriarcal, inimaginable il y a un demi-siècle encore, est le signe qu'une société nouvelle cherche à éclore.

Aujourd'hui, ces conquêtes, inachevées, sont fragiles et peuvent être remises en cause. Ainsi, notre combat communiste vise non seulement à les conforter, mais à leur donner une ampleur neuve, dans une société de liberté, d'égalité, de dignité.

Thèse n°13 : Pour un monde de paix.

Le monde est bouleversé sous la pression des appétits capitalistes et impérialistes, par les guerres. Cela le rend dangereux à un point inconnu depuis la fin de la Guerre froide. Les nationalismes et obscurantismes voient leur vigueur redoubler, se présentant comme des réponses alternatives à une mondialisation capitaliste brutale et dépourvue de sens ; ils mènent les peuples dans d'aussi meurtrières impasses. La « fin de l'Histoire » n'a pas eu lieu ; cette fable élaborée alors que le capitalisme semblait triompher, dans les années 1990, a été pleinement invalidée par le mouvement de l'Histoire même. Le capitalisme, dans sa phase mondialisée, génère au contraire de violentes contradictions qui aiguïssent les tensions et nourrissent des foyers de guerre partout sur la planète. Les traités de libre-échange qui se multiplient à l'écart des décisions souveraines dessinent des zones d'affrontements qui accumulent des stocks alarmants d'armements. Et la menace nucléaire est à nouveau brandie dans des formes nouvelles.

D'Erdogan à Trump en passant par Netanyahu ou Poutine, redouble d'actualité l'analyse de Jaurès : le capitalisme porte en lui la guerre « comme la nuée dormante porte l'orage ».

La paix ne peut pas s'épanouir au milieu de la guerre économique. La survie et le développement de l'humanité permettent et requièrent au contraire l'essor des coopérations internationales dans un cadre de paix et de droit. Elle est conditionnée par un indispensable dialogue sanctionné par des instances internationales modernisées et démocratisées, par une refondation progressiste de la construction européenne qui doit s'émanciper de l'OTAN. La France doit s'inscrire de façon active dans le processus d'interdiction des armes nucléaires, engagé en juillet 2017, par une très large majorité (132 États) de l'assemblée générale de l'ONU.

La paix, le désarmement et tout ce qui les nourrit s'avèrent ainsi des enjeux cardinaux de notre combat.

Thèse n° 14 : Pour une France hospitalière et fraternelle, une Europe solidaire.

Les enjeux migratoires sont au cœur de notre époque et représentent un véritable défi mondial. Aucun pays n'échappe aujourd'hui à ces enjeux, enjeux qui relèvent de choix politiques réfléchis. Il s'agit donc pour les institutions internationales, États et citoyen-ne-s, de travailler à définir des solutions communes dans une démarche d'accueil, de devoir d'humanité et de co-développement. Si le droit à la mobilité est reconnu par la Déclaration des droits de l'homme, des migrations forcées ne cessent d'augmenter. Seul un tiers de la population mondiale arrive à faire valoir son droit à la mobilité, et les drames humains se multiplient. Notre responsabilité est d'accueillir les migrant-e-s avec dignité, dans le respect des droits internationaux et des conventions des droits de l'enfant.

Au moment où l'Europe consacre des milliards d'euros à la « sécurisation des frontières », la France doit porter un autre espoir, celui de la patrie des droits de l'homme, du droit à la circu-

lation pour toutes et tous, de l'ouverture du droit d'asile aux réfugié·e·s économiques et climatiques, d'ouverture de voies légales de migration, de politiques volontaristes d'accès au droit au travail, à la santé, aux transports, au logement, à l'apprentissage du français. De plus, la France doit s'investir pleinement pour un pacte mondial de solidarité sur les enjeux migratoires, l'année où l'ONU appelle à des initiatives.

En France, un combat stratégique

Thèse n° 15 : La France présente des dimensions stratégiques pour notre combat.

Sixième puissance mondiale, la France est de ces nations qui peuvent peser sur le cours du monde. Que la lutte des classes y tourne à l'avantage des possédant·e·s ou des travailleurs et travailleuses, et les conséquences peuvent s'en faire sentir pour de nombreux peuples dans le monde. Les luttes y prennent ainsi une portée qui dépasse les seules frontières hexagonales.

Emmanuel Macron tente aujourd'hui d'utiliser le rayonnement international de la France et sa puissance d'intervention militaire extérieure pour retrouver un rôle de leader du « camp occidental », à l'égal de Trump. Cet effort est vain ; il est même dangereux car il n'est pas mis au service de la construction d'un nouvel ordre du monde fondé sur la justice, le droit, la coopération et la paix. Notre pays a pourtant des atouts pour jouer, en grand, ce rôle de progrès.

Parmi les grandes puissances capitalistes, la France présente une configuration singulière. Malgré les réactions, reniements et répressions, la France reste intimement marquée par le souffle de sa Grande Révolution, de ses révolutions du XIXe siècle, de ses intenses luttes de classes du XXe, de ses mobilisations féministes. Notre peuple en porte un puissant héritage : de sa devise républicaine à la Sécurité sociale en passant par son ancrage laïque, le préambule de 1946 ou la vivacité de ses organisations révolutionnaires syndicales et politiques. Les luttes sociales et politiques en 2018 en témoignent de manière vivante.

Cette configuration, singulière en Europe et dans le monde, fait de notre pays, au cœur du monde capitaliste, une terre qui appelle le déploiement offensif de notre combat communiste.

Thèse n° 16 : La France est au cœur d'un affrontement de classe visant à saborder tous les leviers de modernité conquis de haute lutte : défendons-les, développons-les, ressourçons-les.

Activement soutenu par le grand capital financier et ses relais médiatiques, qui en ont fait leur nouveau champion, le Président de la République a réussi en 2017 à capter le besoin de renouveau de la société française. Mais son « nouveau monde » montre son vrai visage : inégalitaire, brutal et autoritaire, tout entier dédié aux grands intérêts capitalistes. Même rhabillé en *start up*, le modèle Macron tape toujours plus dur. Derrière les masques, c'est le vieux monde capitaliste.

La Sécurité sociale, les services publics sont des conquêtes majeures, leviers originaux de modernité arrachés par le combat de classe. Ils n'ont cessé d'être l'objet d'attaques de la part du patronat et leur originalité s'est parfois éteinte quand il aurait fallu la renforcer. Nous sommes aujourd'hui confronté·e·s à une lutte de très haute intensité visant à les liquider purement et simplement, pour faire place nette à une domination de classe sans frein. Le pouvoir Macron, c'est la volonté de pousser le plus loin possible l'adaptation de notre pays à la domination capitaliste mondialisée de ce siècle.

Ces conquêtes doivent, au contraire, être précieusement préservées, ressourcées dans une appropriation populaire effective et amplifiées pour répondre aux défis posés par notre temps. Il ne s'agit pas de normaliser la France au regard des appétits capitalistes internationaux mais de pousser plus loin tout ce qu'elle compte de modernité.

Communistes, nous ne défendons pas le vieux monde et ses lourdes limites. Nous voulons prendre appui sur les conquêtes d'hier et le mouvement profond d'aujourd'hui pour relever les défis du siècle posés à l'humanité. À celles et ceux qui produisent les richesses de prendre, enfin, les affaires du monde en main.

Les chemins révolutionnaires dans la France de notre temps

Pour une mise en mouvement consciente du plus grand nombre pour des objectifs de conquête

Thèse n° 17 : Il existe, en France, une puissante aspiration populaire à de grands changements mais le mouvement populaire reste trop faible.

La mise en mouvement du plus grand nombre, créatrice et consciente, est la condition *sine qua non* du mouvement communiste. La construction de cette mise en mouvement se trouve ainsi placée au cœur même de notre pratique politique. Nous pouvons nous appuyer, aujourd'hui, sur une puissante aspiration populaire à de grands changements. Le *statu quo* est tellement rejeté que l'homme des principales forces du capital, Emmanuel Macron, a dû intituler son livre de campagne présidentielle « Révolution ». Malgré le déferlement médiatique soutenant chacune de ses contre-réformes, il ne parvient pas à obtenir d'adhésion majoritaire. La dureté de bien des vies, la conscience diffuse des périls, la crise de non-sens du capitalisme mondialisé, la curiosité qui se développe autour des notions de « communs », le regain d'intérêt pour les idées de Marx ou le communisme dans la jeunesse en constituent d'autres signes. Pour autant, le mouvement populaire effectif est encore trop faible. Nous avons des obstacles à lever.

Thèse n° 18 : Développer la conscience de classe est un enjeu stratégique.

La mise en mouvement du plus grand nombre implique une élévation du niveau de conscience des intérêts en présence. L'idéologie dominante s'emploie à diviser la grande classe des salarié·e·s. Pourtant, les conditions objectives pour une alternative au système capitaliste sont aujourd'hui particulièrement aiguës, notamment du fait d'une concentration inédite de la classe capitaliste. Face à elle, et par-delà ses mille nuances – de l'ouvrier à la chercheuse en passant par le chômeur, le cadre ou la caissière –, la classe des salarié·e·s est unie objectivement, dans sa subordination aux grands propriétaires qui, seuls, décident et profitent véritablement. L'émergence des « auto-entrepreneurs » dans la dernière période n'est pas synonyme de création d'une classe aux intérêts distincts. Leurs intérêts sont ceux des salarié·e·s. Face à la concentration actuelle du capital apparaissent même des possibilités d'alliance très fortes avec nombre de travailleurs indépendants et de petits patrons, eux aussi soumis au pouvoir d'une classe dominante de plus en plus étroite.

Pourtant, force est de constater que cette classe n'a pas conscience de ses intérêts communs. En effet, une des principales forces de la politique de la classe capitaliste, celle d'Emmanuel Macron en témoigne, est qu'elle parvient à diviser de manière significative les salarié·e·s et simultanément à faire adhérer une partie d'entre eux aux thèses patronales. Ainsi, les différences de statuts ou la domination patriarcale sont utilisées pour tirer les droits des travailleurs·euses vers le bas, les différentes méthodes managériales et le développement de l'intéressement accentuent la mise en concurrence les salarié·e·s et la participation aux bénéfices se fait au détriment de l'augmentation des salaires. Ainsi, la mise en mouvement créatrice des salarié·e·s et de leurs allié·e·s de classe appelle une intense bataille idéologique pour faire croître une large conscience de classe.

Thèse n° 19 : Développer l'alliance de toutes celles et de tous ceux qui ont intérêt à l'extinction des dominations pour, ensemble, parvenir à les faire reculer.

Par-delà même ces structurants intérêts de classe, nous visons à rassembler toutes celles et tous ceux qui ont intérêt au dépassement du capitalisme et au libre développement de la personne. Le sort réservé à la jeunesse de notre pays, aux femmes, aux étranger·e·s, à celles et ceux que l'idéologie dominante tend à présenter comme des ennemis de l'intérieur en raison de leur couleur de peau ou de leurs croyances réelles ou supposées ; tout nous appelle à travailler ensemble et, ensemble, combattre ces dominations dont l'extinction serait profitable à toutes et tous. Ce sont des questions de tout premier ordre et des préoccupations majeures pour des millions de personnes dans notre peuple, prêtes à se mobiliser en plus grand nombre encore, depuis Parcoursup jusqu'aux violences policières, en passant par #metoo/balancetonporc ou la chasse aux migrant·e·s.

Au-delà, nous visons à rassembler toutes celles et tous ceux que la République délaisse dans les banlieues, les quartiers populaires, le péri-urbain ou la ruralité. Nous promouvons une République de l'égalité dans tous les territoires.

Thèse n° 20 : Notre stratégie communiste s'ancre dans les luttes concrètes pour engager le dépassement du capitalisme.

C'est dans les luttes concrètes, sur tous les terrains, que se construisent les possibilités d'un dépassement réel du système capitaliste. C'est dans le mouvement réel, dans ces luttes et dans le combat pour y porter des alternatives que s'ancre notre stratégie révolutionnaire, ce processus multiforme fait de succès partiels mais aussi de possibles reculs, de victoires de longue portée et de ruptures, d'élévation progressive des objectifs de conquête à mesure que se construisent et évoluent les rapports de forces.

Aussi, nous devons déployer notre présence, notre visibilité, notre activité dans un plus grand nombre de bassins de vie et d'emplois, en appréhendant la réalité dans ses contradictions, en développant notre autonomie de pensée et d'actions, pour être d'abord identifié-e-s pour ce que nous sommes et pour le changement de société que nous portons.

Les questions qui font le quotidien de notre peuple soulèvent toutes des questions politiques qui peuvent être utilement nourries de l'apport communiste.

Thèse n° 21 : La mise en mouvement populaire, pour grandir, a besoin de victoires. Travaillons, à toutes échelles, à en obtenir et popularisons-les.

Le fatalisme s'est répandu dans de larges couches de notre société. C'est le fruit d'une dure bataille idéologique mais aussi d'une succession factuelle d'échecs de mobilisations. La lutte trouve un écho plus vigoureux et large quand on peut l'espérer victorieuse. Il est, dès lors, stratégique, à toutes échelles, de penser des batailles qui visent à être gagnées et s'en donnent les moyens, que nous en soyons à l'initiative ou que celles-ci soient déjà en cours. Pour partielles qu'elles puissent être, ces victoires ne peuvent devenir des leviers d'une mise en mouvement plus large qu'à la condition d'être connues et popularisées.

Thèse n° 22 : Faire grandir cinq transformations révolutionnaires constitutives de notre projet communiste.

Nous sommes à l'écoute et en appui des mouvements de notre peuple que nous tâchons de pousser le plus loin possible, en nous y impliquant avec esprit de suite et cohérence de sens global. En outre, notre programme reste celui développé dans « La France en commun ».

Au vu des aspirations de notre peuple, de ce qu'il identifie comme devant faire l'objet de mobilisations, comme des défis objectifs que nous identifions pour la période actuelle et à venir, nous nous engageons pour obtenir de nouvelles conquêtes qui contribuent à faire grandir cinq grandes transformations révolutionnaires constitutives de notre projet communiste.

- **Ouvrir la porte au communisme dans la production et le travail.** Le pouvoir de décider ce qui est produit, d'organiser le travail, d'utiliser les bénéfices est confisqué par une poignée de grands actionnaires qui ruinent notre pays, ses travailleurs et travailleuses, à l'image de ceux de Carrefour, groupe qui verse des dividendes records, prévoit près de 4 000 licenciements et impose des bas salaires à celles et ceux qui, par leur travail, assurent sa richesse. À l'échelle mondiale, les assauts ne sont pas moindres et ont aussi des effets en France (1,4 milliard de personnes vivent avec moins de 5 \$ par jour, 73 % de la population mondiale n'ont pas de protection sociale adaptée...). L'heure est venue de faire grandir les pouvoirs de décision économique pour les travailleurs, travailleuses et usagers, en France, en Europe et dans le monde. Dans le même mouvement, nous portons l'ambition de garantir à chacune et chacun le droit à un travail émancipé et à du temps libéré. Alors que l'utilisation capitaliste de la révolution numérique conduit à des destructions massives d'emplois et au développement effréné de la précarité jusqu'à l'uberisation des activités, décidons au contraire, collectivement, de l'usage que nous voulons en faire. Les potentialités de cette révolution permettent, en effet, de tout autres perspectives : développer de nouveaux métiers, réduire le temps de travail au profit d'autres activités humaines, pour dépasser le marché du travail avec la création d'une sécurité de l'emploi et de la formation.
- **Engager la révolution écologique.** Cet enjeu est souligné dans nos textes de congrès depuis plusieurs décennies. L'urgence de la situation appelle cependant une montée en puissance

de notre part sur ce front, dans la suite des assises communistes de l'écologie : dans notre pays, près de 50 000 décès prématurés sont dus à la pollution atmosphérique ! L'heure est venue de développer un nouveau mode de production, de nouveaux modes de consommation, de nouveaux modes de déplacement. Cela passe par la relocalisation d'activités économiques, la lutte contre les perturbateurs endocriniens, la relance massive des secteurs de l'industrie (transport, isolation...) comme de la recherche loin du démantèlement auquel nous assistons, l'introduction de critères sociaux et écologiques ambitieux et contraignants pour les entreprises, la détermination démocratique et la maîtrise publique des énergies - à commencer par l'énergie nucléaire qui doit être absolument placée, pour être viable, à l'écart des logiques de l'argent - la refonte du modèle agricole français avec une réduction des intrants chimiques, le développement de services publics démocratisés, un nouveau modèle d'échanges internationaux fondés sur la coopération, loin des accords de libre-échange généralisés et d'une division internationale des processus productifs écologiquement insoutenable. Cette lutte, d'emblée, s'inscrit du local au mondial, avec les peuples mobilisés des pays en développement qui exigent que les pays riches et industrialisés, responsables du réchauffement climatique, s'acquittent de leur dette écologique

- **Faire reculer les dominations patriarcales, combattre le racisme et faire échec aux nationalismes.** Dans les discours et dans les faits, ces dominations vivaces défigurent notre pays, génèrent discriminations, humiliations et souffrances. Il est urgent de faire grandir la conscience que le fait d'être français n'implique pas une couleur de peau ni une religion, et réciproquement. Face aux Zemmour, Finkielkraut, à la « Manif pour tous » et autres puissantes offensives réactionnaires, notre agenda place haut les combats à mener pour l'égalité professionnelle, le droit à disposer de son corps, le juste partage des pouvoirs, le libre développement de chacune et de chacun, en France et dans le monde.
- **Protéger et développer les services publics.** Les capitalistes veulent tout privatiser, tout transformer en marchandise. Ils font subir un traitement de choc aux services publics en les privant de moyens humains, financiers et en soumettant leur gestion au dogme de la rentabilité jusqu'à les entraver dans leurs missions. La situation de l'hôpital public en est le témoin. Nous devons au contraire les promouvoir pour répondre aux besoins humains et relever le défi écologique : pas de démocratie ni de métiers d'avenir sans système éducatif à la hauteur de la révolution des connaissances ; pas d'accès aux soins pour toutes et tous, pour une protection sociale du XXI^e siècle sans service public de santé et secteur public du médicament ; pas de réponse au défi climatique sans service public de l'énergie ou du transport ferroviaire. Le statut de la fonction publique est essentiel pour relever ces défis car il garantit l'égalité, l'indépendance et la responsabilité des fonctionnaires.
- **Prendre le pouvoir sur l'argent.** C'est une question objectivement incontournable et, de plus en plus, perçue comme telle. Nous pourrions ainsi envisager des batailles d'ampleur contre l'évasion fiscale et viser à briser plusieurs de ses mécanismes comme le « verrou de Bercy ». Au-delà, prendre le pouvoir sur l'argent nécessite la connaissance précise des activités bancaires, la constitution d'un secteur bancaire public incluant des nationalisations, une maîtrise populaire du crédit, une réorientation radicale de la Banque centrale européenne pour placer son pouvoir de création monétaire au service des besoins du plus grand nombre. Enfin, il nous faut travailler à forger une monnaie commune mondiale pour échapper à la domination du dollar et permettre au grand nombre des humains de maîtriser leur monnaie commune.

À la conquête des pouvoirs

Thèse n° 23 : Il n'y a pas d'émancipation politique sans émancipation culturelle.

Le capitalisme prend les allures d'une forme de dictature de la pensée dont l'ambition est d'imposer son hégémonie culturelle en s'emparant des imaginaires. Des œuvres, des langues, des lieux, des festivals, des artistes disparaissent tandis que de grands groupes globalisés font main basse sur la production artistique, sur les médias et le web. Ils fabriquent et diffusent massivement des « produits culturels » standardisés et uniformisés. Pris au piège de l'austérité et minés par les critères libéraux, les établissements culturels publics voient leur liberté de création, leur esprit critique, leur fonction citoyenne, menacés. C'est d'autant plus dangereux que néolibéralisme et néopopulismes convergent du même pas obscurantiste. L'élitisme et le populisme culturel apparaissent comme une arme pour parler au nom du peuple tout en lui refusant le droit de se construire en acteur de sa propre histoire. Remettre l'art, les savoirs, la culture et l'éducation populaire au cœur de notre combat émancipateur, reconquérir une hégémonie

culturelle progressiste sont des enjeux majeurs de la construction d'une nouvelle conscience de classe et d'une alternative à la destruction capitaliste comme à la haine populiste. À l'ordre de la marchandise, du divertissement, du repli identitaire, opposons le risque de la création, l'ambition de la démocratie culturelle, comme de l'ouverture au monde pour construire un nouvel universalisme de liberté, d'égalité et de fraternité.

Thèse n° 24 : Nous sommes confronté-e-s à une nouvelle phase de concentration autoritaire des pouvoirs.

Peinant à susciter l'adhésion, les forces dominantes sont tentées par l'autoritarisme. De puissants systèmes médiatiques aux mains des puissances d'argent contrôlent un flot continu d'informations. Des transnationales nées de la révolution numérique étendent leur emprise dans des domaines inédits. La démocratie, en crise, est mise en danger. Faute d'avoir une prise réelle sur les décisions, des millions de citoyennes et de citoyens se retirent du jeu démocratique.

En France, Emmanuel Macron veut franchir une étape majeure dans la concentration des pouvoirs. Dans l'entreprise, toutes ses lois visent à priver les salarié-e-s et leurs syndicats de droit d'intervention. Il veut aussi une nouvelle concentration institutionnelle : moins de pouvoirs pour les communes, moins de parlementaires et de pouvoir au parlement, toujours plus pour un État aux mains d'une technocratie financière. Une présidentialisation monarchique sert de levier à une recomposition politique lourde : un pouvoir toujours plus éloigné du contrôle populaire. Nous opposons à cela une conception de la politique fondée sur l'accroissement des pouvoirs du plus grand nombre.

Thèse n° 25 : Nous visons la conquête du pouvoir d'État pour faire croître les pouvoirs du plus grand nombre.

Dans la mondialisation capitaliste, le rôle des États reste majeur et le Parti communiste français ne saurait se désintéresser de l'État français, 6e puissance mondiale. Nous avons déjà détenu une petite part du pouvoir d'État, ce qui a puissamment contribué à apporter des transformations profondes à notre pays : droit de vote et d'éligibilité des femmes, Sécurité sociale, statut général de la fonction publique, nationalisations, loi de solidarité et de renouvellement urbains... Dans une situation qui appelle des transformations plus radicales encore, mêlant processus au long cours, seuils et ruptures, le Parti communiste français vise plus que jamais la conquête du pouvoir d'État.

Pour autant, le PCF ne vise pas à se substituer simplement à une autre force à la tête de cette machinerie. Cette conquête vaut pour nous en ce qu'elle s'inscrit dans notre combat visant à ce que ceux et celles qui produisent les richesses gagnent le pouvoir de décider. Nous visons, dans ce sens, la constitution d'une nouvelle République.

Thèse n° 26 : Notre stratégie de conquête des pouvoirs ne se limite pas à l'État national.

Tout le pouvoir ne réside pas, ni n'a vocation à résider dans l'État. Les lieux de pouvoir sont pluriels. Nous visons la conquête de pouvoirs des salarié-e-s à l'échelle de l'entreprise. Nous visons la conquête de pouvoirs dans les différentes institutions, trop souvent fermées à l'initiative et au contrôle populaires. Nous visons la conquête de pouvoirs dans les collectivités. Dans ce sens, nous aspirons à une décentralisation des pouvoirs au plus près des citoyennes et des citoyens et nous mobilisons contre le démantèlement de la démocratie de proximité.

L'Union européenne est devenue, par sa construction au service des marchés et sous domination des grandes puissances, un niveau clé de la lutte de classe. Pour nos peuples et pour changer le cours de la mondialisation, des transformations fondamentales dans ses orientations, institutions financières et de coopération politique – donc des ruptures avec les traités actuels – sont un objectif stratégique. Nous nous battons à la fois pour une autre politique de la France en Europe, et pour des fronts européens dans les institutions et en dehors d'elles. Nous pensons notre action à l'échelle continentale avec le Parti de la gauche européenne, le groupe GUE/NGL et toutes les coopérations progressistes engagées jusqu'ici et à engager dans la prochaine période pour ouvrir des fronts victorieux.

Face à un capitalisme mondialisé, nous pensons notre action à l'échelle mondiale, avec les forces politiques progressistes mais aussi les mouvements de la société émancipateurs comme #metoo/balancetonporc ou la lutte, mondiale, contre les géants du numérique (Google, Apple,

Facebook, Amazon, Microsoft...) pour leur soumission à l'impôt et l'appropriation de nos données. Notre démarche stratégique est fondamentalement internationaliste. La part internationaliste de notre combat doit être renforcée face à des stratégies, de fait, pensées et mises en œuvre à cette échelle.

La croissance de la force communiste est un objectif stratégique ; le rassemblement majoritaire, un chemin incontournable.

Thèse n° 27 : Les élu-e-s communistes sont un atout précieux dans ce combat.

Dans notre stratégie révolutionnaire, les milliers d'hommes et de femmes engagés au Parti communiste qui assument des responsabilités dans les institutions sont un atout majeur. Qu'ils y soient majoritaires ou non, ils sont des points d'appui précieux pour les luttes progressistes : ils en sont directement partie prenante, au plus près des habitantes et habitants, articulant réponses immédiates et perspectives de transformation profonde. Au-delà, face aux attaques du capital, aux politiques d'austérité et de concentration autoritaire des pouvoirs, ils tiennent une place singulière dans l'action, mêlant résistance et expérimentations, en lien privilégié avec le grand nombre des citoyennes et citoyens.

Ainsi, acteurs de rassemblements, à tous les échelons et dans toutes les configurations, les élu-e-s communistes sont une des conditions de progression de nos idées, de nos combats, du mouvement populaire de progrès.

Pleinement communistes, pleinement rassembleurs pour de nouvelles majorités politiques

Thèse n° 28 : Pour une mise en mouvement populaire permanente : initiative communiste et fronts d'unité populaire.

La construction de mouvements populaires, d'expérimentations sociales, de majorités politiques capables de réaliser concrètement l'avancée des aspirations émancipatrices de notre peuple est le cœur de notre stratégie. *L'émancipation des travailleurs est l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* : cela dit clairement la transformation révolutionnaire démocratique que nous visons. Par ses propositions, sa capacité d'analyse et d'initiative, le Parti communiste se place au service de ce mouvement émancipateur. Il n'y a pas de formule politique intangible capable d'enfermer ce mouvement de création continue. Le combat communiste, la lutte de classes la plus large mise en mouvement populaire appellent des mobilisations politiques aux configurations évolutives et multiformes.

Ces constructions, majoritaires ou suffisamment amples pour entraîner le mouvement de la société, supposent d'impulser en même temps la politisation et l'intervention populaire la plus large possible et l'initiative communiste dans la société. Nous avons souvent du mal à déployer les deux, ce qui fragilise les rassemblements en construction ou en limitent la portée.

L'initiative communiste dans les luttes populaires doit être déployée avec plus d'audace et de constance, ce qui nécessite des changements dans l'animation de notre parti et dans les liens que nous entretenons à la société.

La politisation des mouvements populaires nécessite plus d'initiatives et d'engagement au service du débat populaire, plus d'espaces à créer pour lui permettre de se déployer, et de combattre la tendance à la délégation vers d'autres du débat politique ou à l'ignorance de ces enjeux.

Pleinement communistes et pleinement rassembleurs, c'est la ligne de conduite que nous devons nous atteler à mettre en œuvre. Les alliances politiques ou électorales sont pour nous un des moyens et non une fin au service de ces objectifs.

Notre stratégie est donc indissociablement initiative communiste pour des luttes populaires transformatrices et construction de fronts d'unité populaire pour porter ces luttes et les rendre victorieuses. C'est une création continue, qui ne saurait être intégralement planifiée à l'avance mais qui doit être mieux impulsée, évaluée et coordonnée en permanence.

Thèse n° 29 : Le Front de gauche a finalement échoué, non sans rencontrer des succès.

Lors de son Congrès de 2008, le PCF appelait à la constitution de « fronts les plus larges possibles visant des objectifs politiques précis », s'appuyant sur « une construction unitaire permanente avec des cadres, des fronts, des alliances adaptés aux contenus portés et aux échéances affrontées ». De cette impulsion initiale naît le Front de gauche.

Cette construction originale a motivé l'engagement de dizaines de milliers de personnes, l'espoir de millions d'autres, autour du programme « L'humain d'abord » diffusé à plus de 500 000 exemplaires.

Pour autant, dès le début du Front de gauche, nous avons été confronté-e-s à une difficulté : là où nous voulions construire de *larges fronts*, nous avons dû, au gré des échéances électorales et au nom de la préservation du rassemblement, nous contenter d'*un* front réduit à la dimension d'alliance de forces politiques aux stratégies de plus en plus divergentes. Nous avons manqué d'initiatives pour impulser une intervention populaire pérenne dans des fronts de lutte sectoriels portant des plateformes politiques de transformation sociale. Cela a renforcé à la fois l'illusion d'un Front de gauche comme potentiel parti, auquel adhérer directement, et celle d'alliances conçues comme ne pouvant concerner que des forces en tous points d'accord avec nos propres objectifs.

De 2012 à 2015 nous n'avons pu ou su renforcer le Front de gauche, ni faire de la profonde aspiration à l'unité de ses sympathisant-e-s, une force de cohésion empêchant son éclatement et élargissant sa dynamique. Nous n'avons pas pu ou su trouver les moyens et les lieux pour trancher démocratiquement les débats politiques d'orientation.

Nous avons abordé les échéances de 2017 avec deux objectifs politiques assumés, à savoir :

- construire une authentique candidature présidentielle de progrès capable d'accéder au 2^e tour et de l'emporter ;
- consolider nos deux groupes parlementaires.

Nous avons échoué à atteindre notre 1er objectif mais rempli le second. Pour autant, nous avons essuyé, en nombre de voix, un résultat national catastrophique lors du 1er tour des élections législatives.

N'avons-nous pas commis des erreurs d'appréciation sur la situation politique à gauche au début de l'année 2016 ? En particulier, n'avons-nous pas sous-estimé l'état de décomposition des principales forces de cet espace politique, leur rejet global par l'opinion qui englobait jusqu'aux « frondeurs » socialistes ?

La fondation de la France insoumise et la candidature unilatérale de Jean-Luc Mélenchon ont marqué l'acte de décès du Front de gauche. Si le programme porté par cette candidature reprenait une grande partie de « L'humain d'abord », il n'en reste pas moins qu'il en excluait des points essentiels. Cette campagne poursuivait un tout autre objectif stratégique et politique que celui du Front de gauche. Il s'agissait pour la direction de la FI d'utiliser la campagne présidentielle pour construire une nouvelle organisation visant à occuper tout l'espace politique de la gauche - et au-delà - en absorbant, en marginalisant ou en éradiquant toutes les autres forces afin de créer un espace hégémonique « populiste ».

Pour autant, la dynamique dont cette candidature a bénéficié doit beaucoup à l'espoir qu'a incarné le Front de gauche. Si nous n'avons pas pu ou su faire vivre à la hauteur nécessaire notre campagne autonome, entraînant l'effacement de la voix communiste lors de cette élection, nous ne sommes pas pour autant étrangers au résultat de cette candidature qui a semé des illusions mais aussi des graines très positives. Le grand nombre de celles et ceux qui ont voté pour ce candidat était - et demeure - authentiquement mû par une aspiration progressiste profonde. C'est pourquoi nous ne pouvons pas laisser ce potentiel être entraîné dans une aventure « populiste » sans avenir, étrangère aux repères de classes, peu sensible aux exigences de dépassement du capitalisme, encore très marquée de ce point de vue par ses origines sociales-démocrates. À nous de créer les conditions, les cadres et les espaces politiques pour travailler avec toutes celles et tous ceux qui ont eu le Front de gauche au cœur, avec toutes celles et tous ceux qui se sont mobilisés pour la candidature de Jean-Luc Mélenchon en 2017.

L'échec du Front de gauche s'inscrit lui-même dans une série d'échecs de nos expériences de rassemblement depuis la fin du Programme commun : union à la base, nouveau rassemblement populaire et majoritaire, pacte unitaire de progrès, gauche plurielle, comités antilibéraux. À partir du mouvement de la société française et d'une analyse des échecs rencontrés depuis mars 1978, nous devons construire une nouvelle offre stratégique qui soit un véritable changement de paradigme. Cette stratégie nouvelle ne consiste pas à refaire mieux ce qui a échoué, mais à faire différemment : il s'agit de soutenir et d'impulser en permanence dans la société des mouvements de luttes à visée transformatrice. C'est une démarche stratégique qui doit s'articuler autour des mouvements contradictoires de la société, et guider notre stratégie électorale de conquête du pouvoir. L'élection présidentielle pose un problème spécifique lourd au PCF depuis 1965. Ce problème croît à mesure que la présidentialisation de la vie politique progresse.

Il nous faut, à la fois, travailler à préparer dès maintenant les échéances de 2022 et mettre en échec les logiques de délégation de pouvoir à un homme providentiel qui vont à l'encontre de toute notre démarche politique.

EN DÉBAT : Bilan

Au-delà de ce qui est écrit dans la thèse sur le bilan du Front de gauche et des échéances électorales de 2017, des camarades portent des approches différentes de notre bilan.

Une idée est qu'il faut réaliser un bilan de plus longue portée sur le PCF et les partis communistes dans le monde depuis la chute du mur de Berlin. Certain-e-s pensent que nos choix stratégiques désignés par le terme d'« expérience » de rassemblement n'ont en fait jamais été révisés depuis le 30^e congrès du PCF à Martigues et que l'abandon du socialisme au profit d'une visée communiste nous prive des moyens de répondre aux questions que se posent des millions de gens.

L'idée est avancée que l'échec du Front de gauche tient à un rôle effacé du Parti et à une priorité donnée aux enjeux électoraux et à la recherche d'alliances, par rapport aux luttes et à la promotion des idées communistes. Pour d'autres camarades, cela tient dans le fait d'avoir voulu constituer plusieurs fronts et non de consolider un front unique, notamment par le biais d'adhésions directes au Front de gauche.

Concernant les échéances électorales de 2017, le bilan du choix de candidature et le processus de décision font débat.

Des camarades pensent que le fait de ne pas avoir poursuivi jusqu'au bout notre volonté de rassemblement des candidats de gauche en réduisant le vote des communistes à l'alternative entre un candidat communiste et Jean-Luc Mélenchon est un problème.

Pour d'autres, la décision de ne pas présenter de candidat à la présidentielle de 2017 et de soutenir le candidat de la France insoumise, les conditions dans lesquelles cette décision a été prise, et surtout sur ses conséquences, ont contribué à la promotion du candidat de la France insoumise comme principal opposant. Une autre idée est que l'absence de nos propositions dans le débat présidentiel a grandement contribué à notre effacement et à notre échec aux élections législatives. Des camarades pensent que cette désignation s'est faite sans la moindre condition politique et que la gestion des parrainages n'a pas permis de peser pour un accord législatif positif pour le PCF.

Des camarades estiment que l'échec de 2017 tient au fait que la direction de notre parti cherchait un impossible rassemblement de toute la gauche alors que la direction de la FI voulait une rupture claire avec un PS rejeté par les milieux populaires. L'impasse est venue de l'impossibilité d'apporter une solution à ce différend, conduisant à la rupture. Cela tient à une longue succession d'erreurs d'appréciation du PCF de la situation politique, notamment sur ce qu'est devenu le PS, ses électeurs, ainsi que sur les « frondeurs ».

Une autre idée est qu'une fois le choix fait de soutenir Jean-Luc Mélenchon, cette décision n'a pas été réellement mise en œuvre. Pour certain-e-s camarades, une campagne communiste autonome de celle du candidat de la France insoumise n'était pas possible.

Un débat existe aussi sur la caractérisation du programme de la FI en 2017, « L'avenir en commun ». Pour certains camarades, il reprenait l'essentiel du programme « L'humain d'abord ». Pour d'autres, en étaient supprimées des propositions communistes clés.

Enfin, des camarades estiment que lors des échéances de 2017 nous avons esquivé la question essentielle du désengagement croissant des citoyen-ne-s du processus électoral et que cela ne peut que conduire ceux-ci à ne pas se reconnaître dans notre parti.

Thèse n° 30 : Les forces politiques du capital se recomposent, en force, autour de trois pôles aux porosités marquées.

Les conditions dans lesquelles nous affrontons la période politique ont été bouleversées par les échéances de 2017. Pour autant, la recombinaison des forces en présence est encore en cours ; elle n'est pas stabilisée.

Nous avons affaire à un projet global et articulé, radicalement pensé, du capital financier pour inscrire la France dans le nouveau désordre planétaire et les concurrences qu'il génère. Pas simplement à une aggravation des attaques de la classe dominante contre les conquêtes du monde du travail et de la démocratie. L'instrument privilégié de ce projet est un césarisme qui profite de la désintégration de l'ordre politique ancien, de la crise de la politique et de la démocratie représentative, de l'affaiblissement du mouvement ouvrier, de la dislocation de la gauche, de l'inexistence d'une alternative progressiste massivement crédible, de l'estompage des repères à partir desquels se sont noués pendant plusieurs décennies les affrontements politiques et sociaux. Ce projet est d'une portée tout aussi considérable que celui qu'avait, dans un contexte tout à fait différent, porté le gaullisme à la fin des années 1950. Sa visée est, non seulement, de liquider ce qu'il demeure de l'héritage du CNR, mais encore de transformer qualitativement les structures de l'économie du pays, de changer profondément les équilibres institutionnels en asphyxiant les dernières formes de contre-pouvoir ayant subsisté sous la Ve République, d'étrangler le « modèle républicain » français pour lui substituer, dans l'organisation de la vie collective, une logique, inspirée des classes dominantes états-uniennes, le tout adossé à une cohérence idéologique se présentant comme une réponse aux défis de ce début de siècle.

Cela donne une force considérable à LREM dans son entreprise de recombinaison au service du regroupement de toutes les forces libérales.

Cette opération politique libère, à droite, un espace de convergences pour les forces de droite radicalisées autour de Laurent Wauquiez et de l'extrême-droite. Si le premier de ces pôles est traversé de crises et mis en difficulté par l'opération LREM, il n'en demeure pas moins particulièrement implanté ; malgré le désastre de la candidature Fillon, son écho continue de porter loin. Le second de ces pôles connaît également une reconfiguration et une réorientation, symbolisée par l'éviction de Florian Philippot et le renforcement d'un discours libéral qui s'encombre moins de masques. Malgré le salutaire et cinglant échec infligé à Marine Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle, l'enracinement de l'extrême droite reste à un niveau historique et rien n'indique un reflux jusqu'ici.

Cette montée des périls ne s'arrêtera pas d'elle-même ; c'est une puissante alternative de progrès, porteuse d'un fort projet de classe qui, seule, peut lui faire efficacement face, dans la durée.

Thèse n° 31 : Les forces de progrès se recomposent dans la difficulté et l'éclatement.

L'effondrement du PS, marque du discrédit du projet social-démocrate, bouleverse la situation à gauche. Le quinquennat Hollande a abîmé comme jamais l'idée de gauche. De fait, l'identification positive à la référence « gauche » a considérablement faibli, mais celle-ci n'a pas disparu et

notre peuple n'a rien de bon à attendre de sa disparition, d'autant que la vérité qui se fait jour sur le projet Macron le révèle au plus grand nombre comme un authentique projet de droite.

La géographie de la gauche s'en trouve d'autant plus chamboulée que la principale d'entre elles, la FI, refuse de s'en réclamer, usant de références multiples et variables dont celles du « populisme » et du « démagisme ». Pour autant, les forces sociales qui la soutiennent sont majoritairement issues du mouvement de la gauche antilibérale qui s'est amplifié à partir de 2005, et que nous avons contribué à développer. D'autres forces, dans le giron de la social-démocratie, comme le mouvement Génération.s de Benoît Hamon apparaissent.

Aujourd'hui, les repères politiques de celles et ceux que nous ambitionnons de rassembler sont éclatés et mouvants. La gauche sociale et politique est durablement diverse, comme le montre l'appel du 26 mai. Son rassemblement est nécessaire mais n'y suffira pas. Notre travail de rassemblement se reconstruira d'abord autour de contenus forts répondant aux exigences populaires.

Cette reconfiguration politique n'est pas figée ; elle appelle de notre part ambition et audace.

Thèse n° 32 : Vers un nouveau front social et politique.

Notre stratégie est faite de débats idéologiques, de luttes permanentes, de fronts partiels pour faire reculer le pouvoir LREM et le patronat qui le soutient, pour stopper son offensive de remodelage, pour ouvrir des brèches et construire des avancées concrètes à l'opposé des logiques capitalistes. Nous menons ces luttes à toutes les échelles, locales, régionales, nationale, européenne et mondiale.

Ces mouvements doivent préparer un changement de majorité politique dans le pays. Si les conditions n'en sont pas aujourd'hui réunies, le besoin d'une majorité alternative au pouvoir de Macron est d'ores et déjà posé. Nous avancerons sur le chemin de cette nécessaire reconstruction politique dans les luttes populaires en cours et à venir en faisant grandir l'exigence de transformation des pouvoirs politiques et de leurs orientations.

Quelle perspective pouvons-nous nationalement proposer qui ne renouvelle pas les échecs du passé récent ? Nous savons que les forces sociales et politiques dont la mise en mouvement est nécessaire sont diverses et traversées de débats. Les mobilisations du printemps contre la politique Macron l'ont confirmé.

Nous proposons aux forces disponibles d'expérimenter un nouveau cadre politique, pour continuer de faire avancer cette construction sans nier les débats : la création d'un forum national politique qui pourrait poursuivre le débat politique entre les forces disponibles, animer des campagnes communes, élaborer des constructions programmatiques ou électorales, sans rendre la participation de toutes les forces s'y associant chaque fois obligatoire. Tout en favorisant l'unité d'action politique, il laisserait à chaque force sa pleine et entière liberté d'initiative.

EN DÉBAT : Stratégie

Le débat sur le nécessaire renouvellement stratégique de notre parti et les « nouvelles initiatives stratégiques » qui en découlent font partie des questions les plus discutées par les communistes.

Les leçons qu'il convient de tirer du bilan du Front de gauche, de son échec final, de notre score historiquement bas aux législatives, de la difficulté et de l'éclatement dans lequel se trouvent les forces de gauche sont ardemment débattues.

Au-delà des idées exprimées dans les thèses de la base commune, plusieurs idées sont avancées : les premières portent sur la relance de l'initiative communiste. Pour les uns, le texte fait insuffisamment place à la relance de l'initiative communiste et du projet communiste en lien avec les luttes, alors même que le rassemblement sur des contenus doit être au cœur de toute reconstruction.

Aussi, notre priorité stratégique doit être de réarmer idéologiquement le mouvement populaire et de le construire politiquement, secteur par secteur, par la constitution de fronts de lutte et de plateformes qui unissent sur des objectifs précis. Cela implique une autonomie de la force communiste pour réhabiliter les enjeux de classe jusqu'à ce qu'ils dominent les enjeux identitaires et deviennent la matrice de la recomposition de la gauche.

Une autre idée estime au contraire que c'est l'insuffisante analyse des mouvements de transformation émergents dans la société, producteurs de modernité, qui place le PCF en marge.

Pour initier de nouvelles luttes offensives, la base commune avance 5 transformations révolutionnaires constitutives de notre projet communiste. Sont-elles à la hauteur, pertinentes et, surtout, déclinées en termes opérationnels ? Des camarades pensent que non et souhaitent que le débat soit poussé.

La seconde idée débattue porte sur la proposition de « forum politique national » : elle est jugée par certain·e·s prématurée et inadaptée.

Prématurée parce que les conditions pour qu'y prévalent des contenus transformateurs ne sont pas réunies tant que nous ne reprendrons pas l'offensive sur ces contenus. Inadaptée parce qu'elle ressemble à ce que nous avons déjà fait et que ce forum risque de reproduire les échecs antérieurs.

L'avenir de la gauche fait aussi débat.

Nous donnions au Front de gauche l'objectif de supplanter au sein de la gauche les forces sociales-libérales. Mais aujourd'hui, c'est la dislocation, voire la disparition de la gauche qui est en jeu. Au moment où le projet Macron se révèle profondément de droite, mettons-nous l'objectif de sa reconstruction au centre de la stratégie et comment ?

À ce propos, l'idée est avancée que nous devons prendre différemment en compte la nouvelle géographie de la gauche et l'émergence de la FI, qui marquerait l'arrivée en tête de la gauche d'un projet de portée anticapitaliste. La FI se trouve ainsi placée face au défi du rassemblement de la gauche sauf à occasionner une désespérance supplémentaire. Nous avons une responsabilité particulière, notamment dans les échéances locales à venir en raison de notre implantation, pour poser la question de ce rassemblement, mener la bataille de la reconquête pour une gauche aujourd'hui très affaiblie.

En somme, des thèses de la base commune et des idées avancées ressort l'idée que nous devons poursuivre jusqu'au congrès le débat de notre renouvellement stratégique. Nous sommes loin d'être au bout de ce débat.

Thèse n° 33 : Nous avons vocation à être présent·e·s à toutes les élections.

Avec la perspective de nourrir cette mise en mouvement consciente du plus grand nombre pour des objectifs de conquête, nous avons vocation à être présent·e·s à toutes les élections, y compris à l'élection présidentielle.

L'analyse concrète des différentes situations concrètes doit nous amener à déterminer les modalités précises de cette présence. Pour autant, dans le calendrier hyperprésidentialisé de la Ve République, nous devons préparer dès à présent l'ensemble de la période quinquennale et démontrer la pertinence de notre présence à toutes les échéances.

Les deux prochaines échéances qui nous attendent, élections européennes en mai 2019 et municipales en 2020, doivent être préparées dès maintenant à partir de leurs caractéristiques propres et des objectifs qu'elles peuvent permettre de faire avancer.

Les élections européennes auront lieu en mai prochain. Nous sommes en campagne avec un contenu de classe – portant les intérêts populaires contre ceux de la finance – et internationaliste – mettant en valeur le besoin d'une France libre de dire non et à l'offensive pour construire sans attendre des coopérations de développement commun à géométrie choisie. Cette orien-

tation est la réponse progressiste à la fausse alternative entre « intégrationnisme » néolibéral de Macron et nationalisme tout aussi néolibéral du FN, les deux revers de la médaille capitaliste. Dans le contexte d'un rejet populaire puissant des politiques de l'Union européenne, de crise des partis du consensus libéral au profit d'une droite encore plus réactionnaire ou de mouvements comme LREM, et de percées critiques des extrêmes droites, l'alternative réside dans notre capacité à créer un rapport de forces aux élections en faveur d'exigences sociales fortes. Jeunes comme retraité·e·s, salarié·e·s comme indépendant·e·s, militant·e·s de la paix comme écologistes, féministes comme antiracistes, toutes et tous confrontés dans leurs combats aux traités et politiques de l'UE, doivent trouver dans les européennes de 2019 une occasion de porter leurs idées eux-mêmes aux côtés de candidats communistes incorruptibles face aux pouvoirs de l'argent, combatifs et déterminés à placer toujours l'humain et la planète au cœur de leurs actions. C'est ainsi qu'est construite notre liste, qui reste ouverte à de nouvelles jonctions avec le mouvement social et les partis de la gauche de transformation sociale et écologique. Nous travaillons à faire élire des député·e·s européen·ne·s communistes et issus de ces luttes de progrès dans la perspective d'un groupe de gauche confédéral, large et rassemblé au parlement européen.

Pour les élections municipales, des rassemblements très larges sont possibles sur la base de projets promouvant la commune, les services publics, la démocratie locale, élaborés au plus près des citoyennes et citoyens. Dans ce cadre, il nous faudra travailler à une cohérence métropolitaine de notre stratégie. Bien avant la constitution de listes, c'est autour de projets locaux et d'une bataille nationale contre les plans de liquidation et l'asphyxie financière du pouvoir communal que nous voulons engager sans attendre le combat.

Le Parti communiste entre dans un nouveau siècle

Thèse n° 34 : Révolutionner le PCF pour révolutionner le monde.

Pour porter le combat communiste dans un monde qui change vite, et mettre en œuvre cette nouvelle stratégie, le Parti communiste français doit se révolutionner. Il doit réinventer son projet, sa démarche, ses pratiques, son organisation. Nous savons que cela ne se décrète pas. Nous avons de nombreux atouts mais beaucoup est à changer également. Ni table rase, ni simple continuation, mais évolution révolutionnaire : voilà ce qui guide nos transformations. Ce n'est pas la première fois que nous en parlons : nous avons engagé ces transformations en 2008, en décidant de demeurer le Parti communiste. Notre parti a changé, il s'est rajeuni, renouvelé, il reste une force essentielle, mais il s'est aussi affaibli. Au dernier congrès, conscient·e·s que nos transformations étaient insuffisantes, nous avons adopté un relevé de décisions. Il était ambitieux ; l'évaluation de sa mise en œuvre est à engager dans toutes les organisations du PCF mais nous pouvons déjà estimer que nous avons peiné, collectivement, à le mettre en œuvre. Cette fois, il faut sauter le pas.

Thèse n°35 : Un parti démocratique pour l'engagement du plus grand nombre.

Pour faire échec aux ambitions du capital et promouvoir une alternative révolutionnaire, une ample mise en mouvement consciente est nécessaire. Celle-ci, pour prendre toute sa mesure et atteindre une dimension de masse, appelle une organisation démocratique rassemblant largement et coordonnant intelligences, expériences et énergies dans la durée.

C'est pour cette raison que nous travaillons à faire du Parti communiste l'organisation de la politisation populaire, de l'appropriation par le plus grand nombre des clés d'intelligibilité du monde, des intérêts qui s'y affrontent et des voies de sa transformation. Il s'agit ainsi de contribuer à ce que travailleurs et travailleuses construisent eux-mêmes les chemins de leur émancipation, dans la maîtrise des enjeux et dans l'action.

Cette orientation fondamentalement démocratique est inséparable de notre conception de la mise en mouvement populaire et du rôle du PCF dans celle-ci.

Dans cet esprit, nous travaillons à faire du Parti communiste un parti de masse, ancré dans de larges couches de la société, en prise avec les souffrances, les oppressions, les discriminations, tout comme avec les colères, les espoirs et les luttes qui s'y déploient.

Pour atteindre cet objectif, nous visons à faire du collectif militant conscient et actif une force qui peut s'appuyer sur la réflexion et l'expérience de tou-te-s et de chacun-e. Parce que nous cherchons à avoir une analyse et une action pertinentes, nous devons mobiliser l'apport de chaque communiste. Nous pensons la voie de notre efficacité en visant un Parti communiste comme intellectuel collectif, ouvert sur la société. Cela implique de stimuler le débat, la production et la circulation d'idées et d'initiatives, d'amplifier leur coordination et leur mise en commun.

Thèse n° 36 : Un parti pour ne plus se laisser dominer, exploiter, aliéner.

Nous sommes le parti de celles et ceux qui produisent les richesses, face à ceux qui accumulent les dividendes. Quel que soit leur statut, elles et ils trouvent au Parti communiste l'organisation de lutte des classes. Le Parti communiste, sans exclusive, cultive sa singularité dans le paysage politique en étant une force à la disposition des milieux populaires.

Nous sommes le parti de celles et ceux que les dominations patriarcales et racistes briment et tentent d'abaisser. Au Parti communiste, elles et ils relèvent la tête et se battent pour la justice et la dignité.

Nous sommes le parti de celles et ceux qui ne s'en laissent pas conter sur le « capitalisme vert » et savent qu'il faut engager dès maintenant cette révolution écologique. Au Parti communiste, elles et ils s'organisent pour ce combat écologique.

Nous sommes le parti de celles et ceux qui ont l'internationalisme au cœur. Au Parti communiste, elles et ils militent pour la paix, la liberté et l'égalité des peuples.

Thèse n° 37 : Un parti pour la jeunesse qui veut s'engager, penser et construire un nouveau monde.

En respectant son indépendance d'organisation, nous soutenons, partout, le rayonnement du Mouvement jeunes communistes de France. Celui-ci s'est considérablement renforcé ces dernières années ; il est un point d'appui important pour la jeunesse dans toutes ses mobilisations. Les communistes soutiennent cette dynamique en favorisant le développement d'espaces d'accueil, de soutien logistique et d'échanges politiques avec le MJCF.

Levier de transformation de la société, les jeunes peuvent trouver au PCF une structure de lutte pour gagner leur avenir. Le PCF crée les conditions de leur accueil, en prenant en compte leurs aspirations et modes d'engagement spécifiques, en leur offrant aussi bien des possibilités de formation qu'un répertoire d'actions adapté.

Thèse n° 38 : Pour un parti féministe.

Les freins à la mise en place du livret ressource pour amplifier la lutte contre les violences sexistes et sexuelles et du dispositif associé, mais au-delà le manque d'ambition pour la mise en responsabilité et la participation des femmes dans le Parti doivent être dépassés. Nous devons tirer toutes les conséquences du fait que le mouvement féministe, en plein essor mondialement, est un des plus puissants leviers d'émancipation. Il est temps de sortir des déclarations « il manque des femmes », « les femmes ne veulent pas être candidates » et dépasser le constat qu'aujourd'hui 45 % des adhérents sont des adhérentes, mais que 80 % des secrétaires fédéraux sont des hommes. L'égalité femmes/hommes doit être un axe de travail dans le pôle Vie du Parti. Créons des binômes paritaires, des coprésidences, des commissions locales féministes. Engageons un autre mode de répartition des tâches politiques plus participatif, plus partagé, y compris dans le temps, qui favoriserait les femmes.

Thèse n° 39 : Pour un parti de masse et de proximité.

Si un de nos objectifs est d'investir les luttes existantes pour en pousser le potentiel de transformation révolutionnaire, notre structuration comme notre nombre sont essentiels. Ainsi, le nombre d'adhésions que nous réalisons, le nombre de personnes à qui nous proposons l'adhésion et, de fait, le nombre de camarades mobilisé-e-s pour la proposer sont des éléments cruciaux dans notre volonté de conquête sociale et politique. Aussi, le renforcement du PCF ne se pose pas, d'abord, comme une question interne mais bien comme un élément indispensable au développement d'un large mouvement pouvant rendre possible l'alternative dont la France a besoin. Dans ce sens, nous lançons une grande campagne d'adhésions « Cent ans d'avenir » : un appel national aux hommes et femmes de progrès. Faisons cause commune : c'est ce que peuvent décider des dizaines de milliers de personnes dans les deux ans à venir. Tous ensemble et dans toute la France, en 2020, nous fêterons le centenaire de notre parti et l'ouverture d'un nouveau siècle de combat communiste. Nous préparons dès à présent cette grande année de fêtes populaires. C'est un plan de travail qu'il faut élaborer dans toutes les structures du PCF, en démocratisant la question de l'adhésion, en développant des outils en ce sens, en fixant des objectifs et en faisant suivi, évaluation et points d'étape. Un temps national doit être consacré à cette question recensant notamment les expériences locales positives grâce auxquelles les militant-e-s communistes, par leur présence régulière contribuent déjà grandement au renforcement de notre organisation. En s'appuyant sur des luttes locales donnant à mobiliser sur des objectifs précis, les communistes gagnent en crédibilité, en audience et en contacts. Ceux-ci devraient faire l'objet d'un suivi régulier sur le long terme dans notre objectif de renforcement.

Pour autant, notre nombre ne prend toute sa force que dans notre capacité à nous organiser, dans la proximité, dans l'ensemble du territoire. Nous devons donc travailler à des objectifs de déploiement du PCF. La question de la proximité est essentielle pour tisser contact humain et rapport de confiance dans la durée. C'est un atout décisif pour être pleinement dans les luttes, rayonner dans la société, peser sur les rapports de forces et, au-delà de nous-mêmes, mettre en mouvement largement. Pour cela, l'organisation de proximité des communistes doit viser partout où cela est possible l'échelle humaine : le quartier, la commune, le canton rural ou le lieu de travail. Cette proximité est également un élément indispensable pour permettre à chaque communiste de trouver sa place dans le PCF, au-delà du livret d'accueil des nouveaux adhérent-e-s que nous mettons en place.

Thèse n° 40 : Un parti pour faire toute sa place à la politique dans les lieux de travail.

Si de nouvelles formes d'exploitation apparaissent (« ubérisation », « auto-entrepreneuriat »...), l'entreprise demeure le cadre essentiel de l'opposition capital-travail. Des millions de salarié·e·s y sont confronté·e·s aux bas salaires, à la précarisation, la mise en concurrence, l'exploitation. C'est aussi le lieu où, par l'activité syndicale, se construit la solidarité revendicative, où prend corps la force du mouvement social. Pour autant, les difficultés de l'organisation à l'entreprise, au plan syndical comme au plan politique s'aiguisent.

À l'heure où la question du sens et du pouvoir dans l'entreprise est posée, à l'heure où l'appropriation de celle-ci par celles et ceux qui y travaillent s'invite à l'ordre du jour de l'humanité, il nous faut retravailler la question de l'intervention communiste à l'entreprise, dans un registre spécifique qui ne saurait se confondre avec l'activité syndicale. Les difficultés sont grandes mais nous devons être sensibles aux dynamiques positives enregistrées notamment parmi les cheminot·e·s dans le cadre de leur grande mobilisation : des cellules se sont créées, renforcées, redynamisées. Nous relançons, avec volontarisme, un secteur national dédié à l'activité dans les lieux de travail avec, comme premier objectif, de travailler à la mise en lien et au recensement des camarades des mêmes branches d'activité, avec la volonté de mettre en place un·e référent·e pour chacune de ces branches. Comme prévu dans le relevé de décisions, nous consacrerons un Conseil national à cette question.

Thèse n° 41 : un parti de la formation pour changer le monde.

Notre politique de formation doit nous permettre de remplir trois objectifs. Primo, élargir le nombre d'individus en maîtrise de concepts, de gestes, d'outils pour donner pleine mesure au libre rayonnement de chaque adhérent·e dans la société. Deuxio, permettre de faire vraiment de notre nombre une force active, un intellectuel collectif, par un haut niveau de culture commune partagée. Tertio, prendre hardiment le chemin d'un Parti communiste aux couleurs de toute la société, en se dotant de directions, à tous niveaux, n'étant pas le reflet passif des inégalités de tous ordres.

Dans ce sens, la formation devient une priorité d'organisation appelant une active formation de formateurs afin de démultiplier nos forces en la matière, la mise au point et en circulation de livrets et vidéos. Outre les stages de base et les stages à destination des cadres nationaux que nous souhaitons renforcer, nous développons, à échelle régionale, une nouvelle catégorie de stages à destination de tous nos cadres locaux et départementaux, dans l'esprit de ce qui est expérimenté actuellement. Nous développons à tous les niveaux de notre organisation des formations sur les violences sexistes et sexuelles pour lesquelles nous affirmons une tolérance zéro.

Les enjeux de formation sont de grande importance pour le PCF comme pour notre objectif stratégique de mise en mouvement populaire.

Thèse n° 42 : Un parti de solidarités concrètes.

Parce que le combat politique ne se résume pas, pour nous, au maniement de grands mots et de petites phrases, nous avons multiplié les initiatives de solidarité concrète dans la dernière période : ventes de fruits et légumes, marchés solidaires, aide aux devoirs, voyages à la mer... Ces initiatives, par-delà l'aide effective qu'elles apportent, peuvent constituer des portes d'entrée pour l'engagement politique et donner de la force et de l'incarnation à nos batailles. Elles s'inscrivent dans notre bataille de politisation et de mise en mouvement populaires. C'est cet aspect que nous devons renforcer en faisant mieux encore de ces moments, avec esprit de suite, des portes d'entrée pour les grandes questions politiques.

Thèse n° 43 : Des campagnes identifiantes, identifiées et évaluées.

La démultiplication des campagnes nationales, fédérales, locales à laquelle viennent s'ajouter les exigences de l'actualité, ne permet pas toujours la claire identification de notre message par celles et ceux à qui nous nous adressons. En outre, une impression d'inconstance ou d'inachevé se répand pour les communistes qui mènent ces campagnes.

Concevoir une approche nouvelle de nos campagnes, alliant réactivité et esprit de suite, tout en restant au plus près des préoccupations locales concrètes, est essentiel. Travaillons à partir des idées forces de notre projet, telles que nous les exposons dans les premières parties de ce

texte. Elles peuvent constituer des fils rouges, que nous veillons à décliner dans la diversité de nos campagnes ou de nos initiatives liées à l'actualité.

Ces objectifs font l'objet d'évaluation collective et de points d'étape.

Thèse n° 44 : Des réseaux nationaux d'initiative pour changer concrètement le monde.

Les adhérentes et adhérents du PCF ont vocation à être organisés au sein de cellules, sections et fédérations. Sans qu'il s'agisse de créer une organisation nouvelle, nous développons des réseaux d'initiative thématiques pour coordonner plus efficacement les richesses militantes de notre parti et accroître son rayonnement effectif. Ces réseaux nationaux sont en effet ouverts à toutes les femmes et tous les hommes de progrès, offrant à ceux-ci la possibilité d'une expérience militante avec les communistes sans exiger un engagement global. Ils visent en outre à mieux faire circuler l'information pertinente pour un thème donné, en lien avec un secteur de travail (ou plusieurs), ou encore à organiser une campagne particulière. Il s'agit de libérer la prise d'initiatives des communistes, de les mettre en lien avec des personnes ressources sur un sujet, tout en nourrissant concrètement une mise en mouvement populaire large.

Pérennes ou ponctuels, ces réseaux doivent permettre d'élargir le nombre de personnes avec lesquelles nous avons un lien, d'approfondir le lien avec des contacts et aussi de démultiplier le nombre d'hommes et de femmes – communistes ou non – mis en mouvement.

La nouvelle plateforme numérique du PCF facilite cette mise en réseau.

Thèse n° 45 : Une plateforme pour mettre en réseau toutes les énergies communistes.

La révolution numérique a bouleversé la manière de faire de la politique, les relations sociales, les représentations et la construction des opinions. Elle a créé de nouveaux processus et lieux de politisation. Il nous faut nous en saisir pleinement. Il s'agit de se doter de nouveaux outils politiques. Nous mettons en œuvre une stratégie numérique globale afin d'acquérir une force de frappe sur la place publique numérique en maîtrisant l'articulation de celle-ci avec la place publique du monde physique, afin d'aider à la mise en mouvement, dans un cadre coordonné, nos adhérent·e·s et nos sympathisant·e·s.

Avec cet objectif nous lançons la plateforme numérique du PCF fin octobre 2018.

Celle-ci sera également un lieu-ressource pour les sympathisant·e·s, adhérent·e·s et responsables de notre parti, en permettant à chacune et chacun d'ouvrir un compte « Mon PCF ». Dans cet espace, sont regroupées des informations utiles – différentes selon qu'on soit sympathisant·e ou adhérent·e – avec, pour les communistes, un lien permettant d'enrichir nos propositions et, pour toutes et tous, un espace personnel où on pourra préciser centres d'intérêt et aspirations militantes, pour gagner en efficacité d'action et favoriser la mise en mouvement efficace.

Ces espaces constituent également des centres de ressources personnalisés pour suivre les initiatives proches de son domicile.

Il s'agit avec la plateforme de se donner les moyens de faire passer une personne d'un engagement dans une campagne numérique (pétition, abonnement à une lettre électronique...) à une action politique pérenne aux côtés du PCF ou en son sein. L'ouverture de la plateforme s'accompagnera de la mise en œuvre d'un plan massif de formation à l'usage politique des outils numériques dans notre parti.

Thèse n° 46 : Une stratégie de communication pour un nouvel écho au PCF.

La communication actuelle de notre organisation doit connaître un saut qualitatif pour s'affranchir de notre triple déficit : problème d'image, manque de permanence et atomisation profonde. L'objectif est de donner à voir la modernité du PCF et du combat communiste. Il nous faut améliorer notre réactivité à l'actualité en développant notamment notre porte-parolat et mener des campagnes de communication dans la durée, à l'appui de nos campagnes politiques. L'enjeu est double : produire des contenus idéologiques de qualité en lien avec le renouveau de la pensée marxiste et travailler à leur diffusion massive, notamment grâce à l'outil vidéo ; parallèlement, développer une communication plus large qui s'adresse à la fois à celles et ceux qui nous écoutent, tout en visant à élargir notre discours aux « communistes qui s'ignorent ». Les idées de bonheur et d'émancipation, la crédibilité du PCF à accéder au pouvoir et la refonte de notre signature « L'humain d'abord » sont au cœur de cette nouvelle stratégie de communication. Les

éléments innovants du combat communiste et de notre stratégie doivent être appuyés par une communication redéfinie, notamment en direction des salarié·e·s et des femmes, et avec une priorité donnée à la jeunesse, celle-là même qui dans les enquêtes se déclare la plus ouverte à la question du communisme. Les modalités d'incarnation du PCF donnent à voir l'objectif de rajeunissement de l'image de notre parti. Pour unifier notre communication, nous créons une plateforme de maquettage en ligne, une charte graphique, une nouvelle symbolique, voire un nouveau logo. À l'issue de notre congrès un grand plan de formation en communication sera lancé en s'appuyant sur des référents régionaux.

Thèse n° 47 : Un parti de la bataille idéologique et de l'éducation populaire.

Des centaines de milliers de personnes cherchent à mieux comprendre le monde dans lequel ils évoluent, à identifier des clés d'intelligibilité. C'est une aspiration large ; c'est un enjeu politique majeur.

Dans ce sens, le PCF initie une Université permanente, intégrant les potentialités numériques de diffusion. Autour de quatre thèmes déployés dans l'année, celle-ci propose, chaque semaine, une conférence. Cette initiative n'est pas à destination des seuls communistes ; nous la faisons connaître largement autour de nous, notamment, parmi la jeunesse, toutes celles et tous ceux qui cherchent.

Il s'agit d'ancrer fortement et visiblement le PCF dans une démarche d'éducation populaire, avec des retours incessants entre pratique et théorie dans une démarche de recherche-action. Dans ce sens, des déclinaisons régionales peuvent être envisagées.

Ces universités participent à la bataille idéologique, comme l'université d'été, nos productions, revues (*Cause commune*, revue d'action politique du PCF mais aussi *Progressistes* et *Économie et Politique*) et les précieux journaux progressistes de notre pays - à commencer par *l'Humanité* et *l'Humanité Dimanche* dont la diffusion militante est un enjeu majeur.

Thèse n° 48 : Pour des directions plus efficaces et plus démocratiques.

Pour être de mieux en mieux le parti de l'action populaire, animée par une activité militante de proximité dans tout le territoire, nous avons besoin d'une conception renouvelée des directions plus efficaces dans l'impulsion de l'initiative communiste.

D'ores et déjà notre parti permet à des milliers de femmes et d'hommes, notamment issus des milieux populaires, de prendre des responsabilités militantes et électives et d'être des leviers pour un large engagement dans notre pays. C'est un enjeu important que d'avancer plus loin dans ce sens, en particulier en permettant à des jeunes d'accéder à des responsabilités.

Les attentes des communistes envers leurs directions sont fortes : l'aptitude à impulser des initiatives nationales et locales qui contribuent au rayonnement des idées communistes, à conduire des batailles dans la durée et les évaluer, à générer un travail collectif, à fournir tous les éléments leur permettant de décider souverainement. Concernant notre parole nationale, en particulier, les communistes demandent plus de clarté, de visibilité, de cohérence dans les choix effectués et plus d'efficacité et de combativité.

Tout ceci nous oblige à repenser nos directions, à réfléchir à nos fonctionnements, aux outils dont nous nous dotons, aux coopérations nouvelles que nous initiions et aux liens entre la direction nationale et les fédérations départementales grâce à des coordinations régionales.

Nous avons besoin de directions davantage en prise avec les réalités de la société, représentatives de la diversité du salariat, de la ruralité et des grandes agglomérations, associant des camarades engagé·e·s dans le mouvement social, des élu·e·s, des animateurs·trices du Parti. Pour cela le fonctionnement des directions doit évoluer pour tenir compte de la vie réelle de leurs membres, de leur temps disponible, afin de permettre la participation et l'engagement de toutes et tous.

Ainsi des moyens décuplés doivent être déployés pour créer les conditions de l'accès des femmes aux responsabilités, conformément à nos statuts qui prévoient la parité dans toutes les instances de direction.

Le travail du congrès doit adopter une démarche totalement nouvelle. La commission des candidatures aura pour première mission d'animer le débat dans tout le Parti sur la conception nouvelle de nos directions, notamment du dispositif national de direction nécessaire. Concernant la direction nationale, elle travaillera à la réduction du nombre de ses membres, pour amé-

liorer son mode de fonctionnement et de prise de décisions qui clarifiera les rôles respectifs du Conseil national, du Comité exécutif national et du ou de la secrétaire national-e. Nos statuts devront être rediscutés et modifiés après un bilan partagé à l'occasion du 39^e congrès.

EN DÉBAT : Directions

La situation nous appelle à revisiter, sans aucun a priori, l'ensemble de nos fonctionnements. Nous ressentons la nécessité de modifier la conception de nos directions pour mettre en œuvre nos choix politiques, stratégiques et faire vivre le débat démocratique au sein de notre organisation.

Des insatisfactions s'expriment quant au rôle et au fonctionnement de la direction nationale notamment.

Il est donc nécessaire de clarifier les rôles respectifs du Conseil national et du Comité exécutif national et de réfléchir :

- *à la façon d'améliorer le fonctionnement démocratique du Conseil national pour en faire plus et mieux l'instance d'élaboration des positions et des initiatives nationales ;*
- *à la mission du CEN ;*
- *au rôle qui revient au ou à la secrétaire national-e.*

Des camarades avancent l'idée que, pour parvenir à modifier notre fonctionnement, il est nécessaire de renouveler profondément la direction nationale, jusqu'au secrétaire national.

D'autres considèrent que les questions auxquelles nous sommes confronté-e-s sont politiques, avant d'être des questions de personnes, et que le débat ne peut se poser en ces termes.

De même, les rôles respectifs des conseils départementaux et des exécutifs départementaux et leur fonctionnement doivent être repensés.

La redéfinition de ces rôles porte à reconsidérer la composition de ces instances : quels sont les différents profils à rechercher, en fonctions des tâches à accomplir, des besoins et objectifs politiques ?

Pour une autre organisation de travail du Conseil national, ne faut-il pas imaginer une équipe d'animation en charge de préparer ses réunions, en amont, pour fournir à chaque membre les ressources nécessaires au débat et à la prise de décisions ?

Pour améliorer le fonctionnement global de la direction nationale, faut-il donner un nouveau rôle à la réunion des secrétaires départementaux ? Lequel ?

Pour des instances en prise avec la réalité de la société, il faut aussi définir des modes de fonctionnement différents (le processus de prise de décisions, le format des réunions, la collégialité, les horaires, les outils ...) avec le double objectif de permettre la participation de camarades en activité professionnelle, et la prise de responsabilité vraiment effective des femmes pour une mise en pratique réelle de la parité.

Comment y parvenir ?

Comment et à quel moment évaluer les décisions prises, leur mise en œuvre, les campagnes, les initiatives décidées et impulsées par les directions nationales et locales ?

S'il est nécessaire d'interroger la constitution et le fonctionnement de chaque collectif de direction – de la section jusqu'au plan national – il nous faut aussi examiner la question de la prise de responsabilités à tous les niveaux, de ce que cela implique notamment de capacité d'animation et de prise d'initiatives, la conception que nous en avons. Beaucoup de sections, de fédérations sont,

dans les faits, confrontés à la difficulté de cette prise de responsabilités.

Des propositions existent pour aller vers des binômes paritaires, ou générationnels, ainsi que des modes de fonctionnement qui évitent que toutes les questions reposent sur le ou la premier-e responsable.

C'est avec ambition et détermination que les communistes s'inscrivent dans les combats et les défis de leur temps.

Le Parti communiste est le parti de toutes celles et tous ceux qui souhaitent construire un monde de justice et de paix !

Résumé

Se réinventer ou disparaître ! Pour un printemps du communisme

Nous sommes très inquiet·e·s. Ce congrès extraordinaire devrait répondre à des questions vitales : **Quelles sont les causes de la situation dramatique dans laquelle nous nous trouvons ? Que devons changer de nous-mêmes, que devons-nous inventer et faire de nouveau pour redonner un avenir à notre combat ?** Or le projet de base commune du CN ne les pose même pas, et cela débouche sur une absence quasi totale d'innovation.

A nos yeux, ce congrès est celui de la dernière chance. Nous ne pouvons nous résoudre **ni au statu quo, ni au retour en arrière**. Il nous faut donc inventer pour **donner au communisme une figure offensive, attractive, adaptée à notre époque et tirant les leçons du passé**.

Refaire du communisme une idée mobilisatrice

Notre Parti n'a pas échappé pas à la crise du mouvement communiste mondial. Mais si cela pèse encore sur les esprits, le problème essentiel est aujourd'hui de redéfinir, au vu des échecs passés et des nouvelles conditions des luttes de classe, les principaux repères d'un projet actuel d'émancipation humaine.

Or sur certaines questions désormais stratégiques pour lutter contre le capitalisme mondialisé, **il nous faut impérativement transformer nos idées et nos positions** pour :

- **Libérer le travail** de l'exploitation capitaliste par une authentique démocratie économique, avec de **nouvelles formes de socialisation de la propriété, un statut des « producteurs associés » et le salaire à vie**.
- **Dépasser radicalement la démocratie parlementaire avec une 6ème République** promouvant toutes les formes possibles d'intervention citoyenne.
- Porter une nouvelle conception du développement humain **sans hiérarchie des luttes émancipatrices**.
- **Faire de la lutte contre tous les racismes, et pour l'égalité femmes/hommes de grandes priorités politiques**.
- **Porter un éco-communisme ambitieux**, avec notamment l'exigence d'une **sortie progressive et maîtrisée du nucléaire** au profit d'un mix électrique 100 % renouvelable.
- Défendre la liberté de circulation et d'**installation des migrants**.
- Désaliéner les esprits par une **séparation stricte des médias d'avec les puissances financières et l'Etat**.
- Avec toutes les forces progressistes européennes, **faire de la transformation de l'Europe un levier du combat pour une alternative à l'ordre capitaliste mondial**.

Un processus révolutionnaire démocratique et citoyen

L'idée de révolution a été abimée par les dérives et l'échec des révolutions du 20ème siècle, Nous devons donc la réhabiliter en lui donnant, **le caractère radicalement démocratique que permettent les conditions d'aujourd'hui**.

Dans des sociétés aussi développées que la nôtre, l'idée d'une « émancipation par les travailleurs eux-mêmes » s'impose. Il ne faut **plus décider** à la place **des travailleurs, mais soutenir et donner sens à ce qui se développe déjà dans le mouvement populaire**.

Il faut donc **nous libérer d'une conception de la révolution « par le haut »** privilégiant le l'occupation de positions institutionnelles et la stratégie électorale. Et donner la priorité à la

conquête de l'hégémonie des classes dominées, permettant d'abolir progressivement et durablement **les mécanismes capitalistes d'un nombre croissant de domaine**, comme ce fut le cas pour la Sécurité Sociale, le salaire à vie des fonctionnaires ou auparavant la séparation des églises et de l'Etat.

C'est **ce que Marx puis Jaurès appelaient une « évolution révolutionnaire », jusqu'à la conquête du pouvoir d'Etat**. Elle rompt avec l'électoratisme, mais ne se désintéresse nullement de la conquête de positions institutionnelles, dont l'objectif est articulé avec l'ensemble des luttes.

Notre stratégie politique : la question du rassemblement

Sans rassemblement de toute la gauche, il n'y a pas de majorité possible. Mais l'une des principales leçons qu'il faut tirer du passé est que, au delà de ceux qui visent à battre la droite et l'extrême droite, **des accords électoraux avec les forces sociales-démocrates ne sont possibles que lorsque les rapports de force garantissent la mise en œuvre de politiques anticapitalistes**.

Il nous faut travailler au rassemblement des forces antilibérales afin de leur donner un poids politique suffisant. Mais il faut aller au delà du Front de gauche.

Dans le respect d'un socle commun, un tel rassemblement doit garantir à chacune de ces forces la complète liberté de ses propres combats – pour nous, porter l'ambition communiste – et contribuer ainsi à la dynamique générale. C'est ce que nous appelons un « Front commun ». LFI y a évidemment sa place. Et nous devons y critiquer sans concessions toutes les tentations populistes.

A l'opposé des stratégie à géométrie variable, nous devons dans cet esprit aller **pour les prochaines élections vers des listes de large rassemblement. Listes transnationales pour les européennes** de l'an prochain. **Assemblées citoyennes pour préparer très largement les municipales** de 2020, puis les **départementales et régionales de 2021** afin d'ancrer le Front commun dans le paysage et créer un nouvel espoir en vue des présidentielles et législatives de 2022.

Pour un parti ouvert, démocratique de fond en comble, divers et uni

Un « Front commun » serait stérile sans le renforcement du Parti communiste. Mais la stratégie d'émancipation des travailleurs par eux-mêmes suppose une forme d'organisation nouvelle. **Il ne s'agit plus de penser et décider à la place des dominé-e-s, mais de contribuer par tous les moyens possibles à ce qu'elles et ils pensent et décident directement**.

Dès lors, le niveau le plus décisif de l'organisation est « en bas » : la section. C'est là que tout doit se débattre et se décider démocratiquement, jusqu'aux orientations nationales. C'est pourquoi, **dans le respect de ces orientations, il faut donner aux sections une place et une autonomie plus importantes**.

L'unité du Parti se construit de bas en haut. Les dirigeants doivent laisser la place à des porte-paroles élu.e.s et le cas échéant révocables. Les commissions nationales ne sont pas nommées par la direction mais élues et chargées de préparer et mettre en œuvre les décisions des communistes.

A tous les niveaux, **les décisions doivent appartenir aux femmes et aux hommes engagés dans l'action**, y compris – dans les collectifs locaux ou thématiques qui se créent à l'initiative des sections et de communistes – lorsqu'ils et elles ne sont pas adhérent.e.s. Celles qui concernent **l'organisation même du Parti relèvent évidemment de la souveraineté des adhérent.e-s qui font vivre le Parti par leur cotisations**.

Nous devons nous appuyer sur les changements profonds que nous opérons pour lancer une grande campagne d'adhésions. Et lancer un appel aux très nombreux camarades qui, démotivé.e.s et parfois désespéré.e.s, ont quitté le Parti dans les années et même les décennies passées, afin de **rassembler la force communiste**.

Conclusion

Ou bien nous réagissons maintenant pour retrouver une place importante dans la vie politique de notre pays ; ou bien nous nous condamnons à ne plus compter, et le communisme risque fort d'être absent du combat politique pour de nombreuses années, au moment où le besoin en est le plus grand.

Réinventons-nous !

Se réinventer ou disparaître ! Pour un printemps du communisme

Nous sommes extrêmement inquiet·e·s à la lecture du projet de base commune soumis aux communistes par le Conseil national. Dans une situation de très grande difficulté pour notre Parti, devenu manifestement inaudible des classes populaires, le Secrétaire national avait annoncé sa volonté de faire du 38ème Congrès celui de notre « réinvention ». Ce mot très fort, à la hauteur de la situation, promettait un travail de complète remise à plat de nos conceptions, de notre projet, de notre organisation et de nos pratiques. Il impliquait une analyse sans concession des causes de notre grave affaiblissement, sur le long terme autant que dans les années récentes. Il devait ainsi permettre de déboucher sur les changements profonds qui nous permettraient de jouer à nouveau un rôle significatif dans la vie politique de notre pays.

Or le texte proposé ne tient pas ces engagements. De façon incompréhensible, c'est à peine s'il mentionne les difficultés auxquelles nous sommes confronté·e·s : comme si tout allait bien ou pas trop mal pour notre combat communiste ; comme si l'affaiblissement important de notre collectif militant, la diminution du nombre de nos élu·e·s, ou nos derniers résultats électoraux nationaux (1,93% à la présidentielle de 2007, 2,72% aux législatives de 2017) ne caractérisaient pas une situation critique.

Cette négation des obstacles à surmonter débouche inévitablement sur l'absence quasi totale d'innovation. La plupart des 48 « thèses » présentées ne font que reprendre des idées générales bien connues des communistes, sans aucune rupture avec nos textes de congrès précédents : analyse du capitalisme contemporain et exigence de son dépassement ; confrontation de classes en France et défense stratégique des « acquis » ; enjeux de la bataille idéologique et objectifs de rassemblement populaire ; importance des luttes et de victoires mobilisatrices ; nécessité d'une organisation communiste de masse et de l'amélioration de son efficacité... Ce texte ne répond donc en rien à l'objet d'un congrès « extraordinaire ». **Quelles sont les causes de la situation dramatique dans laquelle nous nous trouvons ? Que devons changer de nous-mêmes, que devons-nous inventer et faire de nouveau pour redonner un avenir à notre combat ? À ces questions vitales, le texte ne répond pas car il ne les pose même pas.** Pour l'essentiel, il propose de continuer comme avant, et, sur la stratégie, en revient à une tentative que nous avons faite sans succès voici plus de trente ans.

Quatre faiblesses majeures marquent la proposition de base commune du Conseil national.

1. La crise du communisme occultée

Le texte affirme que « le communisme est à l'ordre du jour de ce siècle », mais il ne dit pas un mot sur la crise profonde que traverse le mouvement communiste dans le monde depuis le tournant du XXIe siècle. Dans le cadre d'un congrès extraordinaire, nous ne pouvons faire l'impasse sur le fait que l'expérience soviétique, notre proximité historique avec l'URSS et l'échec des régimes de l'ancien bloc de l'Est aient durablement terni l'image du communisme et de notre Parti dans les esprits de la majorité de notre peuple. Il est encourageant de voir que selon un récent sondage, la jeune génération croit davantage à l'actualité du communisme que la génération de la guerre froide (« 72 % des 65 ans et plus estiment que le communisme est "dépassé", contre 50 % parmi les 18-24 ans », dont 32 % pensent que le communisme est d'actualité). Il reste que seulement 18 % des personnes interrogées perçoivent les idées communistes et marxistes comme une « alternative crédible au système économique actuel ».

Comment réhabiliter la pratique et la théorie communistes pour qu'elles redeviennent porteuses d'espoir de changements réels ? Comment mettre en valeur les apports du communisme en France et dans le monde — apports dont nous pouvons être fier·e·s —, tout en reconnaissant les impasses du modèle soviétique ? Nous estimons que nous ne pouvons nous réinventer sans nous confronter directement à ces questions. **Si nous voulons nous libérer des étiquettes étatistes, autoritaires, productivistes et autres, il faut redéfinir les propositions phares de notre projet. Si nous voulons être pleinement dans les luttes du XXIe siècle, il ne faut plus hiérarchiser les mobilisations, mais attribuer autant d'importance politique aux luttes « de classes » qu'à celles qui visent à l'émancipation des dominations liées au genre, aux préten- dues « races », à l'orientation sexuelle, à l'environnement, etc.** C'est donc à ces questions que nous consacrons la première partie de notre proposition de base commune alternative.

2. Une « orientation révolutionnaire » prisonnière de l'électoratisme

La proposition du Conseil national affirme en préambule « la nécessité du dépassement du capitalisme » et appelle à une « *orientation révolutionnaire visant à sortir enfin de la société de classes* ». Ce sont des idées centrales du projet communiste depuis le Manifeste de Marx et Engels. Cependant, au-delà de ces affirmations générales, le texte ne propose aucun renouvellement de ce que cela signifie d'être révolutionnaire aujourd'hui. Sans adapter notre stratégie révolutionnaire aux réalités de notre époque à partir d'une analyse précise des conditions économiques, politiques et sociales du capitalisme contemporain, nous ne serons révolutionnaires qu'en idée. Certes, il est bien question de « processus révolutionnaire » et non plus de grand soir. Le texte affirme aussi que « notre stratégie de conquête de pouvoirs ne se limite pas à l'État national » mais vise aussi la conquête de pouvoirs à l'échelle des entreprises, des collectivités, de l'Union européenne, etc (thèse 26). Cependant, le contenu de ces pouvoirs n'est jamais explicité, ni le chemin pour les conquérir. De fait, en donnant la priorité à la conquête du pouvoir d'État (thèse 25) et au fait d'avoir des élu-e-s dans les institutions (thèse 27), la « stratégie révolutionnaire » proposée par la direction reste prisonnière de l'illusion électoraliste — et ce sans même poser la question de l'effet de nos alliances électorales avec le PS sur notre crédibilité révolutionnaire.

Nous pensons quant à nous que, si toutes les conquêtes possibles de positions institutionnelles et de pouvoirs sont indispensables, la question du pouvoir d'État doit être articulée à ce que nous appelons, avec Marx et Jaurès, une « évolution révolutionnaire » qui dépasse le cadre des institutions. C'est pourquoi, dans une seconde partie de notre proposition de base commune alternative, nous avançons **une nouvelle conception du processus révolutionnaire, remettant la question de la prise et de la transformation des pouvoirs institutionnels et du pouvoir d'État à leur place dans une « évolution révolutionnaire » visant prioritairement en tous domaines l'hégémonie des classes salariales et de l'ensemble des dominés.**

3. Une stratégie à géométrie variable

Là aussi, l'absence de réflexion sur 40 ans de tentatives sans succès a de lourdes conséquences. Même l'échec du Front de gauche est expédié en quelques lignes, sans analyser les raisons pour lesquelles, dit pourtant le texte, « *de 2012 à 2015 nous n'avons pu ou su renforcer le FG, ni faire de la profonde aspiration à l'unité de ses sympathisants, une force de cohésion empêchant son éclatement et élargissant sa dynamique* ». Faute de réussir à lire et comprendre cette très longue et riche page de notre histoire, le Conseil national se condamne dès lors lui-même à la répéter. Comme en 1985 avec le « Nouveau Rassemblement Populaire Majoritaire » décidé par le 25ème Congrès (qui faisait suite au virage libéral de F. Mitterrand et notre sortie du gouvernement d'union de la gauche), il tire un trait sur l'objectif d'une construction politique à gauche. A la place, et sous couvert de « plasticité », il propose des constructions « *évolutives et multifformes* » (thèse 28) avec soutien aux luttes, espaces locaux ou thématiques « *autour de nos propositions communistes* », et forum politique national permettant des « *campagnes communes* » et des « *constructions programmatiques ou électorales* » avec des partenaires différents selon les cas (thèse 32). La stratégie à géométrie variable devient ainsi la règle. Et comme au 25ème Congrès, passe à la trappe l'idée même d'une construction politique durable à gauche. N'est-ce pas pourtant ce qui a permis de recréer l'espoir en 2012 avec, pour la première fois depuis 1981, un score du Front de gauche au-dessus de 10 % ? Et malgré les hésitations et attermolements, de permettre la percée de J.-L. Mélenchon à près de 20 % en 2017 ? Nous pensons au contraire qu'il faut **imaginer une construction politique nouvelle assurant la pleine autonomie et liberté d'action de chacune de ses composantes, tout en permettant de faire « Front commun » contre la droite et l'extrême droite.** Nous y consacrons la troisième partie de cette proposition alternative.

4. Le retour au parti d'avant-garde

La critique essentielle qu'appellent les propositions du Conseil national pour transformer l'organisation du Parti est que, sur le fond, elles ne transforment pratiquement rien. De la conception générale aux propositions concrètes, ce que ce texte envisage aurait pu être écrit exactement de la même façon il y a dix ou vingt ans : mise en mouvement populaire, organisation des dominé-e-s et de la jeunesse, parti de masse présent sur les lieux de vie et de travail, importance de la formation, nécessité de grandes campagnes dans la durée, réseaux thématiques, directions plus démocratiques et efficaces, etc. Le seul ajout, hormis quelques aspects pratiques, concerne l'utilisation devenue incontournable des outils numériques. Pourtant, la

nécessité d'inventer un nouveau processus révolutionnaire doit aboutir à une tout autre forme d'organisation de notre Parti. Il s'agit de **passer d'un parti d'avant-garde, tachant de faire passer ses « propositions communistes » dans les masses, à une organisation qui permette aux femmes et aux hommes concrètement mobilisés dans les luttes de prendre leurs affaires en main et de décider directement en tous domaines et en toutes circonstances.** C'est l'objet de la quatrième partie de notre texte.

A nos yeux, ce congrès est vraiment celui de la dernière chance. Beaucoup de communistes sont désespéré·e·s et démotivé·e·s ; d'autres quittent le Parti, presque toujours sur la pointe des pieds. Nous n'avons déjà presque plus la force de soutenir l'Humanité. Si nous n'avons pas la capacité collective de voir la réalité en face et de trouver les moyens de relancer notre combat, nous deviendrons, comme le Parti radical de gauche, une nouvelle « butte-témoin » d'un passé révolu.

Nous refusons cette perspective dramatique. Non seulement parce que nous tenons à notre Parti, mais plus encore parce que notre peuple et le mouvement révolutionnaire dans son ensemble en ont besoin. Après quarante ans d'un libéralisme échevelé qui a profondément abîmé notre pays comme le monde entier, nous vivons un moment de remise en mouvement des peuples qui cherchent par tous les moyens, parfois les pires, à sortir du scénario catastrophe que promet le capitalisme mondialisé. En témoignent sous nos yeux les luttes et leurs tentatives de convergence. En témoigne le rejet du statu quo – parfois identifié à « l'establishment » – qui bouleverse la situation politique dans notre pays mais aussi en Espagne, Portugal, Italie, Angleterre, Pays-Bas, Irlande, et même aux États-Unis et ailleurs. Ce qui manque cruellement, c'est une nouvelle perspective de dépassement du capitalisme. Elle se cherche, de mille manières. Mais elle aura d'autant moins de chances d'émerger et de s'imposer que le communisme, qui s'identifie à un tel changement révolutionnaire, sera absent de la scène politique.

Notre responsabilité est aujourd'hui celle-ci : donner au communisme une figure offensive, attractive, adaptée à notre époque et tirant les leçons du passé. Pour cela, nous avons besoin de beaucoup de réflexion et de travail, mais peut-être encore plus d'audace et de détermination à nous réinventer nous-mêmes. Bien loin de réduire l'enjeu à une simple question de personnes, ce congrès annoncé comme extraordinaire doit permettre aux communistes, enfin, d'avoir ce débat de fond, et de décider de leur avenir.

1. Pour un printemps du communisme

Le communisme a suscité au XXe siècle un espoir formidable pour des millions de personnes qui voulaient en finir avec la domination et les ravages du capitalisme. Picasso disait être « *venu au communisme comme on va à la fontaine* ». C'est dire combien cet engagement pouvait alors paraître évident et vital. Couronnant un grand siècle de révolutions, celle d'Octobre semblait ouvrir enfin les chemins d'un monde réellement humain. Notre Parti, comme d'autres à travers le monde, s'est construit sur cet immense espoir. En l'articulant à notre propre histoire et en l'ancrant dans les luttes de la classe ouvrière, il en a fait une perspective réaliste. C'est ainsi qu'il est devenu, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le premier parti de France.

Si les régimes dits de « socialisme réel » ont réalisé des progrès sociaux très importants pour leurs citoyen·ne·s dans de nombreux domaines, le manque de liberté et de démocratie politiques, la brutalité de la répression, les mésaventures économiques, les interventions militaires à l'étranger ont fini par trahir l'espoir d'un nombre croissant de personnes qui avaient cru aux idéaux communistes. Avec l'effondrement du monde soviétique à la fin du « court XXe siècle », le sentiment était désormais « qu'il n'y a pas d'alternative ». C'est cette fausse évidence, produit d'une conjoncture historique, qui a entraîné la crise généralisée du mouvement communiste mondial. Nous avons bien proposé un « socialisme démocratique », mais faute d'être porteurs d'une nouvelle conception du communisme, nous n'avons pas échappé à la crise qui touche sans exception l'ensemble des partis communistes du monde. Nous avons perdu ce qui faisait de nous les partisans d'une radicale alternative de société, et d'autres partis ont paru alors plus « utiles ».

La crise du communisme est d'autant plus dramatique que le capitalisme désormais mondialisé ne cesse d'entraîner l'humanité à des catastrophes en ce tournant du XXIe siècle. Crises financières et économiques, crises écologiques, crises politiques, crise des solidarités, montée des

inégalités et généralisation de la précarité : dans un contexte de crise généralisée du système capitaliste, la critique radicale de ce système et la pensée de Marx retrouvent toute leur actualité. Pourtant, le communisme comme « mouvement réel » enraciné dans les luttes *ET* portant l'idéal d'un monde enfin débarrassés de toutes les formes d'exploitation, de domination et d'aliénation, peine à exister sur la scène politique.

On ne peut donc pas, comme le fait le projet de « base commune » du Conseil national, se contenter d'affirmer péremptoirement que « *le communisme est à l'ordre du jour de ce siècle* ». Il n'existe aucune nécessité historique pour que les crises du capitalisme entraînent mécaniquement l'avènement du communisme. L'histoire a montré au contraire que nous ne pouvons sous-estimer l'incroyable capacité du capitalisme de se remettre de ses crises ou de les prolonger pour une période indéfinie. Nous sommes convaincu·e·s que seul le communisme peut véritablement ouvrir la voie vers le dépassement de ces crises. Mais, terni·e·s d'une image étatiste, productiviste et autoritaire, associé·e·s à des expériences qui se sont soldées par un échec, nous arrivons mal à convaincre de la crédibilité de la voie communiste.

Nous ne pouvons pas nous résigner à cette situation. Nous portons avec les autres partis communistes dans le monde l'immense responsabilité historique que voici : faire renaître l'espoir dans le projet communiste, pour qu'advienne un printemps du communisme. Non seulement la fonction spécifique et l'existence de notre parti en dépendent ; mais surtout, la question désormais vitale du dépassement du capitalisme fait d'une revitalisation de notre combat la principale urgence politique. **Notre premier objectif doit donc être de faire à nouveau du communisme une idée mobilisatrice en lui redonnant une portée émancipatrice et l'épaisseur concrète d'un mouvement ancré dans les luttes réelles dans les conditions d'aujourd'hui.**

Pour cela, il est urgent de dresser un bilan lucide et critique en vue de notre réinvention. Nous pouvons être fier·e·s du rôle que notre parti a joué par le passé dans les réformes du Front populaire, dans la Résistance, dans la mise en place de la Sécurité sociale et du statut de la fonction publique, dans les nationalisations et dans bien d'autres domaines. Aujourd'hui, nos élu·e·s continuent de porter des politiques au service des besoins sociaux et écologiques. Savoir mettre en avant les apports positifs de notre parti pour contredire le discours négatif sur le communisme est essentiel pour renouveler notre image.

Mais si notre parti n'a pas échappé pas au déclin du mouvement communiste mondial, cela ne peut pas être dû uniquement à des raisons extérieures. Malgré nos textes de congrès, qui ne manquent jamais d'un « coup de chapeau » à la visée communiste, nous avons surtout travaillé à des programmes « de gouvernement » que notre faiblesse rendait d'ailleurs peu crédibles. Nous n'avons pas redéfini, au vu des échecs passés et des nouvelles conditions des luttes de classe, les principes, les objectifs et les moyens d'un projet actuel d'émancipation humaine. Pas plus n'avons-nous réussi à ancrer dans nos pratiques, notre fonctionnement, notre démarche, un rapport émancipateur entre l'individu et le collectif, entre égalité et liberté. Nous parlons d'émancipation, mais nous avons beaucoup de difficultés à l'éprouver, la faire vivre.

En lien avec tous les travaux théoriques et les expérimentations pratiques qui explorent les chemins nouveaux de l'émancipation — et qui connaissent un véritable bouillonnement en France et à l'étranger —, il faut revoir nos conceptions et notre projet sur nombre de questions. Il ne s'agit pas, dans le cadre de ce congrès extraordinaire, d'exposer tout un programme ni de définir de A à Z un projet communiste, mais de préciser quels changements nous devons apporter à nos conceptions et à nos pratiques pour pouvoir donner un nouvel élan à notre combat. Beaucoup de nos actions, dont nous pouvons être fiers, méritent d'être poursuivies et développées: luttes pour la paix, dans les entreprises, contre l'évasion fiscale, contre les inégalités de territoires, pour l'économie sociale et solidaires, la culture, etc. **Nous limitons donc ici nos propositions à quelques questions, dans des domaines désormais stratégiques pour la lutte contre le capitalisme mondialisé d'aujourd'hui, sur lesquelles il nous faut impérativement transformer nos idées, nos positions et nos façons de faire.**

A. Libérer le travail et la production de l'exploitation capitaliste par une authentique démocratie économique

En faisant prédominer nos stratégies d'alliance sur notre propre combat communiste, nous avons progressivement privilégié des compromis avec le capital — portant notamment sur le partage des richesses —, au détriment de la claire perspective d'une sortie du capitalisme. Cette perspective implique un processus d'avancées et de ruptures avec les logiques capitalistes pour aller **vers la maîtrise intégrale des travailleurs et travailleuses sur les buts et condi-**

tions de leur travail. Notre combat se brouille si nous n'en faisons pas apparaître les objectifs fondamentaux et les étapes essentielles. Nous devons réaffirmer notamment notre volonté d'aller vers une « expropriation des expropriateurs » en allant progressivement vers un régime de démocratie économique qui ôte au capital tout pouvoir de domination sur la propriété et le travail.

1. Socialisation et démocratisation des structures économiques

L'un des fondements du communisme depuis le *Manifeste* de 1848 est l'idée « d'abolition de la propriété privée » des grands moyens de production et d'échange. Or, cette idée a été dénaturée par l'étatisation soviétique. Il faut que nous intégrions dans nos propositions programmatiques le fait que la seule propriété d'État ne garantit pas un fonctionnement plus démocratique des entreprises, avec des travailleur·euses plus libres et égaux. Nous sommes souvent passé·e·s à côté du potentiel révolutionnaire de nouvelles formes de partage, de production et de propriété collective dans la société, par exemple les communs de la connaissance, les plateformes numériques de l'économie collaborative et les structures juridiques qui les soutiennent. **Nous ne pourrions redonner ses couleurs à l'idée communiste sans proposer une conception nouvelle de la socialisation et de la démocratisation des moyens de production et d'échange à partir de ce qui existe déjà.** Un nouveau statut juridique des entreprises qui met fin à la mainmise du capital sur la production et l'appropriation des richesses est essentiel dans ce combat. C'est *dans ce sens* que nous devons soutenir les luttes contre les plans sociaux et les délocalisations, pour le développement des pouvoirs des salariés, les SCOP, la gratuité de services publics, de nouvelles nationalisations, etc.

2. Liberté au travail et salaire à vie

Nous battre pour l'emploi est certes indispensable, mais la perspective restera limitée, voire peu crédible à terme si nous ne faisons pas vivre concrètement l'idée qu'il y a une alternative historique à la subordination des individus au marché de l'emploi. Alors que les progrès technologiques continuent de réduire le besoin de travail humain dans de nombreux secteurs et d'éliminer définitivement des emplois, le marché de l'emploi reste quasiment le seul accès à de l'argent pour la majorité de la population, hormis les allocations du système de redistribution. L'épuisement et l'aliénation au travail, un taux de chômage chroniquement élevé, le chantage à l'emploi et la stigmatisation des bénéficiaires des aides sociales comme « improductifs » sont autant d'indicateurs que ce système arrive à bout de souffle.

Il est temps de **redéfinir ce qu'est le travail et de révolutionner le mode d'accès à des moyens d'existence, en instituant par exemple un statut des « producteurs et productrices associé·e·s » et un régime de salaire à vie.** Un tel régime socialiserait l'ensemble de la valeur économique produite et la distribuerait aux individus pendant toute leur vie selon une grille d'échelons progressifs, établis en fonction de critères décidés démocratiquement. Des activités socialement utiles, mais jugées « improductives » d'un point de capitaliste, seraient ainsi valorisées ; et les individus associés auraient plus de liberté pour choisir un équilibre entre vie professionnelle, formation et vie personnelle tout en bénéficiant d'une sécurité financière, car les droits seraient liés à la personne et non pas au statut d'emploi. C'est donc *dans ce sens* que nous devons soutenir les luttes pour le développement des droits des salarié·e·s et des chômeur·euses, contre la souffrance au travail et le « burn-out », pour le temps et les moyens d'un travail bien fait, pour la réduction du temps de travail, pour un travail qui ait du sens et œuvre à l'intérêt général.

B. Démocratisation radicale et révolution citoyenne

Le « dépérissement de l'État » – comme instrument de domination du capital – doit être au cœur d'un projet d'émancipation. Il suppose une conception révolutionnaire de la démocratie, fondée sur la multiplication des formes d'auto-organisation et visant à l'égal exercice de tous les pouvoirs par tous les citoyens et toutes les citoyennes. Il faut pour cela fixer l'objectif concret **d'une 6ème République qui dépasse radicalement la démocratie parlementaire par le développement permanent de toutes les formes possibles d'intervention citoyenne, l'institution de nouveaux rapports entre élu·e·s et citoyen·ne·s, la prééminence des assemblées élues sur les exécutifs, la parfaite transparence de l'action publique et une stricte séparation des pouvoirs.** Ainsi, c'est pour un nouveau régime politique qu'il faut lutter. Il appelle par exemple une forme dé-verticalisée de toutes les institutions (y compris de notre parti), de même qu'une déprofessionnalisation de la politique.

Cette volonté de reprise du pouvoir sur nos vies doit nous conduire aussi à **prendre à bras-le-corps des enjeux désormais cruciaux pour les libertés comme le pluralisme des médias (au**

point où l'on en est, il faudrait plutôt parler d'une séparation du conglomérat État/financiers et des médias), ou la maîtrise citoyenne des technologies, des nanotechnologies aux algorithmes de l'intelligence artificielle.

C'est dans ce sens, *et en mettant nos propres pratiques en accord avec ces principes*, que nous répondrons à l'immense discrédit qui atteint notre système politique, et aux aspirations à l'autonomie et l'intervention citoyenne qu'expriment des mouvements comme « les Nuits debout ».

C. Pour une nouvelle conception du développement humain sans hiérarchie des luttes émancipatrices

Le combat communiste s'est engagé entre le XIXe siècle et le début du XXe siècle, alors que les premières révolutions industrielles, qui promettaient une croissance potentiellement infinie de la production de richesses, entraînaient le développement d'une classe ouvrière nombreuse, relativement homogène et très prolétarisée. Ce sont les ouvrier·e·s du secteur industriel qui ont constitué alors la base sociale du mouvement communiste et qui sont devenu·e·s l'archétype du « prolétariat ».

Or, voici près d'un demi-siècle que les progrès techniques et les délocalisations suppriment les emplois industriels en France au profit de l'essor du secteur tertiaire. Selon les chiffres de l'INSEE, la classe ouvrière ne représente plus que 20 % de la population française active ou anciennement active, et la tendance ne va pas s'inverser. Près de deux tiers de la population se composent désormais d'employé·e·s, de professions intermédiaires, de cadres et de professions intellectuelles supérieures. Tout comme la classe ouvrière, ces populations dépendent de la vente de leur force de travail pour vivre et subissent elles aussi, à différents degrés, l'aliénation au travail. Pourtant, nous n'avons pas su nous adapter efficacement aux évolutions d'un salariat de plus en plus nombreux, mais aussi plus stratifié et divisé, de façon à ce que chacun de ses divers composants puisse se reconnaître dans le projet communiste. Faute de définition claire de notre bloc social et d'articulation entre les différents objectifs de lutte, nos tâtonnements n'ont convaincu ni les salarié·e·s des secteurs en essor que le communisme ne se réduit pas à la seule classe ouvrière, ni les ouvrier·e·s que les communistes ne leur ont pas tourné le dos. Notre base sociale s'est ainsi considérablement réduite.

Pendant longtemps nous avons pensé que les luttes devaient être hiérarchisées et que les "luttes sociales", directement liées au rapport capital/travail, devaient être placée au sommet. Or, ces luttes ne sont pas le seul chemin pour saisir et combattre la domination capitaliste. La fin du capitalisme ne garantit pas non plus la fin des autres systèmes de domination incarnés par le sexisme, le racisme, ou le productivisme. **Il est grand temps d'en finir avec une vision pyramidale des luttes et d'articuler les combats contre les différents systèmes de domination et d'exploitation** (anticapitalisme, féminisme, écologie, antiracisme, etc.) dans une nouvelle conception de l'émancipation et du développement humains. Et de participer activement à toutes les actions — ZAD, universités expérimentales, pédagogies alternatives, etc. — qui cherchent concrètement à casser les codes de reproduction du système capitaliste et explorer de nouvelles façon de vivre et de travailler. C'est ainsi que nous pouvons atteindre le salariat et l'ensemble des dominé·e·s dans toute leur diversité et œuvrer à leur unité.

1. Pour l'abolition de toutes les formes de domination

Inscrire toutes les luttes et toutes les initiatives porteuses d'alternatives concrètes à l'ordre existant dans la perspective d'une société d'émancipation humaine suppose de prendre ces mobilisations telles qu'elles sont, en phase avec les évolutions et les besoins de la société. Faute de l'avoir fait, nous sommes longtemps passés à côté de celles qui, à partir des années 60/70, posaient des questions nouvelles liées notamment aux droits de la personne, et qui se sont alors développées en dehors et parfois contre nous. Nous ne devons pas commettre à nouveau de telles erreurs.

Le projet communiste vise à abolir toutes les dominations que le capitalisme tend au contraire à présenter comme « naturelles ». En donnant la priorité aux "luttes sociales", nous avons trop souvent sous-estimé le caractère structurel de discriminations traversant les classes des salarié·e·s elles-mêmes, liées aux prétendues « races », au sexe, à l'orientation sexuelle, à l'âge, etc. Il nous faut au contraire *mettre tous les combats émancipateurs au même niveau* — par exemple, ceux des femmes contre les dominations masculines et le patriarcat, dont le mouvement planétaire déclenché par l'affaire Weinstein montre l'importance essentielle ; ceux des personnes

« racisées » ; ou ceux contre une dénaturation islamophobe de la laïcité. Cela suppose de poursuivre l'actualisation de nos analyses et de nos conceptions pour **penser ensemble toutes les dominations et poser en tous domaines la question de l'égalité réelle de tous les êtres humains.**

2. Faire de la lutte contre tous les racismes une de nos grandes priorités politiques

Le chaos du monde actuel est propice à la montée de toutes les haines. Dans toute l'Europe, le racisme redevient, à grande échelle, un des instruments de la domination de classe. Tout est fait pour exacerber la concurrence des exploités et des dominés en criminalisant les migrants, les réfugiés et les roms; et pour placer l'islamophobie au cœur du dispositif idéologique car elle favorise tous les amalgames et place le débat sur le choc des civilisations. Inégalités sociales, précarisation du travail, assignations territoriales dans des quartiers délaissés de la République, discriminations racistes structurelles (embauche, logement, contrôle au faciès) se conjuguent pour mettre à l'index, en état de sous-citoyenneté, une part croissante de la population, et singulièrement de la jeunesse. **Nous avons sous-estimé ce racisme institutionnel, injure quotidienne à nos principes républicains**

Il est urgent de porter un anti racisme qui lie racisme et capitalisme, colonialisme et néo colonialisme, qui revendique l'égalité de traitement pour toutes et pour tous, qui agit contre toutes les formes de discriminations, d'humiliations et d'oppressions, qui combat avec force l'offensive xénophobe, qui lutte contre l'islamophobie et l'antisémitisme et toutes les formes de racismes, qui ouvre la voie du « tous ensemble » pour une société d'êtres humains égaux, libres et réconciliés

3. Pour un éco-communisme ambitieux

L'humanité prend conscience de sa place dans un monde fini à l'écosystème unique et entre de fait dans une nouvelle ère de son histoire, celle d'une communauté de destin. Il n'est pas exagéré de parler d'**une dimension nouvelle et enthousiasmante de l'actualité de la pensée communiste.** Mais aujourd'hui encore, nous avons le plus grand mal à nous investir réellement dans les luttes écologiques qui pourtant, fondamentalement, mettent en cause le modèle productiviste/consumériste du capitalisme et cristallisent à leur façon l'exigence d'une alternative de civilisation. C'est désormais un enjeu vital pour l'humanité, et une préoccupation grandissante dont témoignent la vigueur et la multiplication des mobilisations.

Nos priorités sont à la relocalisation des industries au plus près des territoires, au remplacement du modèle agro-industriel par une agriculture paysanne écoresponsable, au développement de l'économie circulaire afin que les déchets des uns soit la matière première des autres. Nous avons pourtant soutenu nationalement, contre toute évidence, le projet pharaonique de NDDL. Et notre ambition sur le plan énergétique se limite toujours à un contrôle public de l'énergie nucléaire à côté d'investissements dans les énergies renouvelables.

Si les luttes écologiques contre le nucléaire sont si intenses et de longue durée, c'est que cette énergie pose des questions anthropologiques qui devraient nous interpeller en tant que communistes. Bien que l'énergie nucléaire participe à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, elle implique aussi une hyper-centralisation étatique de sa gestion ou pire encore une gestion par le marché et les intérêts privés, comme à Fukushima. Elle a aussi ceci de particulier qu'elle transmet aux générations futures pour des centaines de milliers d'années la gestion des déchets radio-actifs. Qui peut aujourd'hui dire ce que seront nos sociétés dans 300 000 ans ? Notre conception communiste de la lutte pour le droit à l'énergie et contre le réchauffement climatique nous oblige donc à affirmer la nécessité d'une **sortie urgente des énergies carbonées; et d'une sortie progressive et maîtrisée du nucléaire au profit du développement d'un mix électrique 100 % renouvelable.** Une telle sortie du nucléaire doit retenir comme critère absolu un équilibre entre la satisfaction des besoins en énergie et la réduction des émissions de gaz à effets de serre pour que la fermeture de centrales nucléaires se fasse toujours au profit des énergies renouvelables et ne se traduise jamais par un recours aux énergies carbonées pour combler les besoins.

Ces luttes et ces exigences ne s'opposent ni au « progrès » ni à l'emploi, bien au contraire. Mais ce monde fini aux ressources limitées implique de changer de civilisation. Désormais il faut **inventer un autre mode de développement fondé sur la sobriété, bannir le consumérisme qui gaspille et demande plus de ressources que la terre ne peut fournir,** passer d'une société de l'avoir à une société de l'être. Le dépassement du capitalisme est de ce fait un passage obligé vers cette nouvelle civilisation de "bien vivre" humain.

4. Migrations : défendre la liberté de circulation et d'installation

La France s'est engagée depuis trente ans dans une logique de contrôle de l'immigration et de fermeture des frontières, les alternances politiques n'y changeant rien. Pire, les gouvernements successifs présentent des projets de lois indexés sur la surenchère de l'extrême droite. Les migrations actuelles, dans lesquelles les grandes puissances ont une responsabilité écrasante (effets de l'esclavage et du colonialisme, politiques néocoloniales, soutien et armement des conflits), ne cesseront pas dans les années et les décennies à venir du fait de nouvelles causes comme le réchauffement climatique. En 2015, la crise dite « des réfugiés » fut en réalité une crise de la construction européenne, car les gouvernements européens ont délibérément évité toute prise en charge matérielle et humaine de l'afflux des réfugié·e·s, ce qui a conduit à des milliers de morts aux portes de l'Europe. Il devient chaque jour plus évident que le bétonnage des frontières est une absurdité criminelle.

Notre parti doit poursuivre et accentuer son soutien à toutes les mobilisations défendant les droits des migrant·e·s. Et nous devons nous engager pleinement dans la bataille idéologique qu'est la question de l'immigration. Mais l'indispensable solidarité finira par être débordée si nous ne posons pas cette question sur le plan politique et si nous ne mettons pas en débat une alternative émancipatrice à la réponse inhumaine et vaine du capitalisme. La seule façon de lutter contre les réactions racistes et identitaires, dont on voit déjà dans toute l'Europe les dégâts politiques, est d'**associer notre conception de l'émancipation au parti-pris des migrant·e·s et à l'affirmation du droit imprescriptible de tout être humain à s'installer hors des frontières de son pays**, ce qui, sauf exceptions marginales, est toujours lié à une situation de détresse vitale. Cette mesure est la seule qui permettrait immédiatement qu'il n'y ait plus de milliers de morts chaque année. Et il nous faut aussi affirmer frontalement l'exigence d'un autre ordre international, s'en prenant aux causes des migrations, tout en luttant sans ambiguïté pour le droit de circulation et d'installation de celles et ceux qui prennent le terrible risque de l'exode.

D. Reprendre le pouvoir sur les médias, laïciser les technologies de l'information

L'espace médiatique et les industries de la culture sont massivement dominées par les forces du capital, qui marchandisent l'information et la communication, le divertissement et la culture, et les mettent au service exclusif de leur domination idéologique. Édition, presse, télévisions, radios sont aujourd'hui entièrement accaparées par une poignée de milliardaires qui imposent à tou-te-s leur récit : guerre des civilisations contre lutte des classes, fin de l'histoire contre révolution...

L'internet, qui s'est vécu un temps en espace de liberté, est lui-même menacé avec notamment l'attaque contre le principe de neutralité du net. Il est surplombé désormais par un petit nombre d'acteurs à la puissance inouïe. Puissance financière puisque la capitalisation boursière d'Alphabet (Google), Amazon, Facebook, Apple et Microsoft avoisine désormais le PIB de la France. Puissance politique avec notamment des capacités analytiques et prescriptives inédites des comportements humains, permises par des algorithmes toujours plus performants, déployés de façon omniprésente et indiscernable à travers l'internet des objets et qui s'insinuent dans l'ensemble de notre quotidien.

Ces dominations inédites dessinent les contours d'un projet éminemment totalitaire. **Libérer les médias et les technologies de la communication des puissances de l'argent en affirmant leur stricte séparation d'avec les puissances financières et l'État est un combat communiste aussi important pour la désaliénation des esprits que celui qui, au début du siècle dernier, a permis d'arracher le principe de séparation des Églises et de l'État.**

E. Gagner la bataille de l'Europe

La construction européenne est en train d'asphyxier le débat politique en mettant chacun des pays qui la composent face au choix impossible entre continuer de subir les traités néolibéraux ou sortir de l'Union. Echapper à ce dilemme est un impératif politique. Mais le changement de société du XXI siècle ne peut se concevoir dans un repli souverainiste étroitement national ; la souveraineté doit se concevoir à tous les niveaux, local, national, européen et mondial. Nous devons donc nous emparer de la grande idée européenne – à laquelle, malgré tout, l'immense majorité des Européens reste à juste titre attachée – comme d'une dimension essentielle de notre internationalisme, et **faire d'une transformation de l'Europe une étape et un levier essentiel du combat pour faire vivre la possibilité d'une alternative à l'ordre capitaliste mondial.**

La France dispose de nombreux moyens d'agir. Sa capacité de bloquer toute nouvelle adaptation de l'Europe à l'ordre mondial actuel ou de désobéir à certaines directives peut créer une situation insupportable pour les forces qui soutiennent le capital et imposer la renégociation des traités. Ce combat ne pourra se mener qu'au nom d'une autre construction européenne – une Europe à « géométrie choisie » qui n'obligera jamais aucun peuple à s'aligner sur des politiques qu'il refuse – et nécessitera de travailler à une dynamique européenne de rassemblement. Ce doit être désormais un objectif politique prioritaire qui suppose d'élever considérablement le niveau des nos objectifs et de notre engagement. Au-delà du Forum européen progressiste, il nous faut **travailler à une nouvelle initiative de très grande ampleur que notre Parti, compte tenu de son histoire et de la place de la France en Europe, a la légitimité et donc le devoir de proposer à toutes les forces disponibles en France et en Europe.**

F. Les nouveaux repères du communisme

Ainsi, sur ces questions comme sur tous les grands enjeux politiques, nous devons faire ce travail fondamental visant à **reconstituer les principes et les repères d'une alternative communiste à l'ordre existant**, et à les traduire en batailles concrètes. Il s'agit de dire en quoi elle consiste et donc le type de société vers laquelle nous proposons d'aller. Tant que nous ne pourrons pas dire ainsi, fondamentalement, « ce que nous voulons », nous resterons dans l'incapacité de combattre l'amalgame entretenu sans cesse par nos adversaires entre notre projet et l'image du communisme que l'histoire a laissée dans les esprits.

II. Un processus révolutionnaire démocratique et citoyen

Le Parti communiste doit être révolutionnaire. Non seulement parce que l'émancipation humaine exige d'en finir avec le système capitaliste pour aller vers un autre type de formation sociale. Mais aussi pour échapper aux catastrophes vers lesquelles ce système entraîne aujourd'hui l'humanité. Car notre époque est bien celle d'une immense crise mondiale, durable, affectant les sociétés dans toutes leurs dimensions profondes, crise de survie qui pourrait devenir, de la pire manière qui soit, une crise terminale susceptible même de provoquer à terme l'extinction de notre espèce. Comment croire qu'on pourrait conjurer de tels périls sans un radical changement de système, c'est-à-dire une révolution ?

Le capitalisme offre aujourd'hui à une poignée de personnes le pouvoir insensé de détruire toute vie civilisée. Mais il offre aussi à l'immense majorité la force de conjurer les dangers, grâce au développement et aux transformations sans précédent des forces productives, aux révolutions technologiques et à la montée des aspirations à vivre autrement. En un mot, les contradictions du capitalisme donnent à l'Humanité, comme le pronostiquait Marx, la perspective d'aller vers une société sans classes, sans domination, ni exploitation, ni aliénation. Travailler à cette perspective est la raison d'être fondamentale d'un parti communiste.

Encore faut-il que l'idée de révolution redevienne une perspective réaliste. Car cette grande idée, qui a mobilisé des millions de femmes et d'hommes sur tous les continents, a été dénaturée par les expériences révolutionnaires du XXe siècle qui, tout en se réclamant du progrès social, de la liberté et même du communisme, ont produit des systèmes brutaux et antidémocratiques. Ce fut une divine surprise pour les forces qui soutiennent le capitalisme : elles en ont profité pour mener une incessante campagne planétaire visant à assimiler communisme et fascisme et à stigmatiser symétriquement ce qu'elles appellent aujourd'hui « les extrêmes ».

Nous-mêmes, face à ce déferlement, avons fini par baisser la garde. Malgré nos textes de congrès, nous avons davantage mené campagne pour des propositions immédiates que des ruptures postcapitalistes ; nous nous sommes plus battus pour « la gauche » que pour le communisme ; et nous avons préféré utiliser des périphrases pour éviter le mot révolution. Mais au lieu de nous permettre de nous maintenir et moins encore de nous renforcer, nous avons ainsi gravement porté atteinte à la crédibilité d'un dépassement du capitalisme qui suppose évidemment des transformations révolutionnaires de l'ordre existant. Il nous faut donc travailler avec ténacité, sur le long terme, à **réhabiliter l'idée de révolution en lui donnant, en théorie et en pratique, le caractère radicalement démocratique en accord avec les possibilités, les sensibilités et les consciences d'aujourd'hui.** Et dire par conséquent comment, concrètement, nous concevons le processus révolutionnaire nouveau sans lequel l'émancipation humaine demeurerait un mot creux.

A. « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Cette idée fameuse, que Marx a introduite en 1864 dans le préambule des statuts de la Première Internationale, fait partie de l'héritage théorique du mouvement révolutionnaire. Le fait est pourtant que les expériences soviétiques et maoïstes ont fait tout le contraire. Dans les conditions spécifiques à chacune, elles ont toutes les deux débouché sur des systèmes politiques et sociaux oppressifs. Les travailleurs y étaient supposés déléguer la direction du mouvement de transformation sociale à des partis « d'avant garde ». Mais ceux-ci n'ont pas tardé à s'identifier à des appareils d'États dictatoriaux et à déposséder les travailleurs de toute possibilité d'initiative ou droit de décision. Bref, les expériences ont échoué dans ces pays à abolir de la domination de l'homme par l'homme, et le capitalisme y est renouveau florissant.

Nous avons à juste titre expliqué ces échecs par l'état d'arriération de ces pays qui n'avaient pas encore connu, au moment de leurs révolutions, la phase de développement économique, social, institutionnel et culturel liée au déploiement du capitalisme industriel. Leurs économies demeuraient fondamentalement agricoles et, dans la très grande majorité des cas, leurs classes ouvrières urbaines n'y représentaient qu'une partie minime de la population. La démocratie n'y était même pas embryonnaire. Dans ces conditions, les forces consciemment révolutionnaires étaient elles-mêmes très peu nombreuses, et l'unité du « prolétariat » inexistante. La mise en place des régimes « socialistes » n'a donc pas résulté du « mouvement de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité », mais de conjonctures historiques exceptionnelles associant la déliquescence des pouvoirs en place, des guerres dévastatrices (14/18, 39/45, guerres civiles et sino-japonaise, etc.) et l'action de partis relativement peu nombreux mais très déterminés et souvent conduits par des dirigeants exceptionnels.

Des révolutions de cette nature supposaient des partis centralisés et disciplinés, dirigés d'en haut d'une main de fer, capables de conduire la « guerre civile » jusqu'à la conquête du pouvoir d'État, puis de devenir l'État lui-même pour imposer la transformation sociale par la « dictature du prolétariat ». Mais faute de pouvoir s'appuyer sur un soutien populaire suffisamment large, ils n'ont pu conserver le pouvoir qu'en s'imposant par la force. À long terme, de telles révolutions ont échoué principalement parce qu'au lieu de donner aux travailleurs et travailleuses la maîtrise de leur propre émancipation, elles les en dépossédaient complètement. Sans l'adhésion éclairée et active du peuple, le processus a inévitablement fini par se retourner contre lui.

Nous avons certes rompu depuis longtemps avec l'idée d'un « grand soir ». Mais faute d'imaginer un processus révolutionnaire de type nouveau, conduit par les travailleurs et les travailleuses elles-mêmes, **nous sommes restés largement prisonniers d'une conception de l'action politique privilégiant l'occupation de positions institutionnelles et, dans les conditions d'un pays comme le nôtre, la stratégie électorale. Même en abandonnant le « centralisme démocratique », nous n'avons pas vraiment remis en question la forme verticale et monolithique du parti dont nous avons hérité avec les « 21 conditions » imposées par l'Internationale communiste en 1920.**

B. Une « évolution révolutionnaire » hégémonique jusqu'à la conquête et la transformation du pouvoir d'État

L'histoire montre sans aucune exception que, à défaut de conscience populaire pour en soutenir activement les objectifs révolutionnaires, la conquête du pouvoir d'État est une illusion. Mais un siècle s'est passé depuis 1917, et nous ne sommes ni en Russie ni en Chine. La France est un des pays les plus développés du monde : 75 % de chaque classe d'âge y atteint aujourd'hui le niveau du Bac ; des partis et des syndicats libres y existent de longue date ; et les aspirations des citoyen-ne-s à prendre leurs affaires en main s'y expriment de mille manières, dont par exemple le fait qu'un Français sur deux appartient à une association.

Notre expérience est par ailleurs que, même sans prise du pouvoir, des transformations circonscrites mais profondes de l'ordre capitaliste peuvent s'imposer et perdurer dès lors qu'elles sont majoritairement soutenues. Ainsi, la séparation de l'Église et de l'État en 1905 a engagé un mouvement de recul très important de l'aliénation des consciences sur laquelle s'appuyaient les classes dominantes. La Sécurité sociale a fait sortir de la logique capitaliste un pan considérable de la satisfaction des besoins de santé et de protection sociale, dont la valeur représente aujourd'hui l'équivalent du budget de l'État. Le statut de la fonction publique a instauré les débuts d'un régime de salaire à vie pour des millions de salariés, assurant leur sécurité professionnelle tout en les libérant du marché de l'emploi. Et la loi Veil de 1975, malgré tous les efforts des forces conservatrices, a joué un rôle majeur dans l'émancipation des femmes. De telles

transformations, que Jaurès aurait qualifiées de « réformes révolutionnaires », sont aujourd'hui encore « hégémoniques » dans les esprits, au point que l'immense vague néolibérale, réactionnaire et puritaine, qui balaie notre pays comme le monde entier depuis plus de quarante ans, n'a pas pu les rayer de la carte.

Ainsi, sans réduire la « révolution » à la seule prise du pouvoir, mais avec l'objectif d'une transformation radicale, se dessine la possibilité de ce que Marx, repris par Jaurès, appelait **une « évolution révolutionnaire » qui abolit progressivement et durablement les mécanismes capitalistes d'un nombre croissant de domaines**. La condition décisive de ce processus est le soutien populaire conscient et actif. Dès lors, le rôle essentiel d'un parti révolutionnaire devrait être de travailler à rendre hégémoniques à leur tour de nouvelles transformations « postcapitalistes » dont l'exigence s'exprime déjà dans la société par des luttes ou des pratiques alternatives à l'ordre social actuel.

Il en va ainsi de l'objectif de réduire massivement la durée du travail et d'élever le niveau des qualifications grâce au développement foudroyant des nouvelles technologies ; ou du développement du secteur coopératif, qui fait de chaque travailleur un copropriétaire de l'outil de travail et un codécideur dans l'entreprise ; de l'extension de la gratuité — c'est-à-dire la suppression des frais d'utilisation grâce à un financement socialisé — qui existe déjà pour certains services publics ; ou encore de l'extension d'un régime de salaire à vie à l'ensemble des travailleurs et travailleuses. C'est de façon générale dans ce sens, comme nous le disons plus haut, que nous devons donner la priorité absolue à la bataille idéologique, véritable nerf des luttes de classe, appuyant les mobilisations et initiatives visant à mettre fin au règne du capital sur les entreprises et le système financier, à démarchandiser la force de travail, à démocratiser réellement la République, à transformer l'Europe, etc.

Nous pouvons ainsi **rendre à ses acteurs et actrices la maîtrise du processus révolutionnaire et concentrer l'essentiel de nos moyens et de nos efforts sur la conquête des esprits**, enjeu décisif de l'affrontement de classes. En toutes circonstances – mobilisations, élections et vie institutionnelle, initiatives citoyennes et expériences alternatives, débats publics... – notre rôle de parti révolutionnaire doit être « d'aiguiller » le mouvement en l'éclairant sur le sens et la force de ce qu'il entreprend lui-même. Ce qui revient à **inverser l'ancienne conception : non pas décider voire faire à la place des travailleurs, mais soutenir, nourrir et travailler à donner sens à ce qui se développe déjà dans le mouvement populaire**.

Il s'agit donc d'un **processus révolutionnaire de type nouveau qui ne fait pas dépendre les grandes transformations sociales de la seule « prise du pouvoir » centrale ni même de résultats électoraux favorables**. La conquête de chacune de ces nouvelles « réformes révolutionnaires », jusqu'à leur inscription dans la loi, s'imposera parce qu'elle sera exigée par une majorité tellement importante que même des gouvernements qui y seraient sans cela farouchement opposés devront s'y résoudre, voire les engager eux-mêmes, pour ne pas perdre le pouvoir. C'est ce qui vient encore de se passer sous nos yeux avec la proposition d'E. Macron, le plus libéral des libéraux, d'un statut de l'entreprise qui ne se réduise pas à celui d'une société de capitaux, soit une idée avancée par les communistes – sans beaucoup d'efforts pour la porter, il est vrai – depuis 2001. Il n'y a évidemment rien à attendre de cette proposition du Président de la République, qui fera tout pour qu'elle reste sans aucun effet réel. Mais elle montre que la loi exclusive de la finance qui gouverne les entreprises fait grandir dans la société un rejet et une exigence de changement qui l'oblige à cette manœuvre en recul : « *quand une idée s'empare des masses, elle devient une force matérielle* ».

Pas plus qu'hier, les tenants du capitalisme ne se résigneront à de telles réformes sans mener bataille par tous les moyens possibles. Un tel processus suppose donc des mobilisations sociales puissantes et une intense bataille des idées. Il sera certainement long et difficile : qui pourrait imaginer le contraire ? Mais il peut s'appuyer sur la force depuis longtemps grandissante dans notre société de l'aspiration à prendre ses affaires en main et à s'approprier la maîtrise de sa vie et du destin collectif. En témoignent la multiplication des associations d'usagers dans les services publics, le mouvement complexe de l'Économie Sociale et Solidaire, la vigueur du mouvement associatif en tous domaines, la revendication lancinante de nouveaux droits et pouvoirs des salariés dans les entreprises, le rejet ultra-profond du modèle délégataire — c'est-à-dire dépossédant — de démocratie parlementaire, la crise des organisations politiques ou syndicales verticales, le mouvement « Me Too », les mobilisations et les luttes pour la dignité, la vérité et la justice dans les quartiers populaires, et même l'écho profond dans l'opinion de mouvements comme Occupy Wall Street ou Nuit debout qui revendiquent le droit à la parole égale et autonome.

C. Les enjeux de pouvoirs

Rendre hégémonique dans les esprits de grandes « réformes révolutionnaires » doit donc devenir notre priorité stratégique. **Mais nous tomberions dans une nouvelle erreur si nous poussions le raisonnement jusqu'à l'absurde en affirmant, comme certains groupes gauchistes : « élections, piège à cons ».** Des entreprises aux institutions, si les prises de pouvoirs à tous les niveaux (local, national et européen) ne permettent pas à elles seules une transformation sociale révolutionnaire, elles peuvent avoir une influence importante sur le contexte des luttes des classes dominées. En effet, celui-ci peut être plus ou moins favorable ou défavorable selon que les pouvoirs en place leur mènent une guerre féroce — comme Macron aujourd'hui et hier son modèle Mme Thatcher — ou qu'au contraire leur orientation tend à les rendre moins difficiles. À tous les niveaux, les institutions constituent par ailleurs des tribunes pour les positions défendues par les élu-e-s révolutionnaires ou au moins progressistes. En outre, les élections sont des moments importants de politisation dans la mesure où elles mobilisent les esprits — y compris ceux d'un grand nombre d'abstentionnistes — et stimulent le débat public, malgré un système médiatique profondément antidémocratique.

La conquête de capacités d'interventions à tous les niveaux, même si elle n'a plus le caractère central et décisif que lui attribuait la conception de la révolution par la prise du pouvoir d'État, fait au demeurant partie de la « guerre de positions » (Gramsci) qui permet aux classes dominées de jouer un rôle croissant et d'opposer dans tous les domaines des choix et des logiques alternatives à ceux du capitalisme (les effets de ce que l'on a nommé le « communisme municipal » en attestent). Et cela, jusqu'à ce que s'impose la nécessité d'un nouveau système institutionnel et politique adaptant l'organisation des pouvoirs à l'ordre social émergent, comme ce fut le cas pour la bourgeoisie face à « l'Ancien Régime ». **L'objectif d'une Assemblée constituante, non pas comme objectif ultime mais comme moyen de rendre aux citoyen-ne-s la maîtrise de tous ces pouvoirs, prend alors tout son sens.**

Mais contrairement à ce que nous avons fait notamment avec la stratégie « d'union de la gauche », **nous devons renoncer définitivement à l'illusion consistant à croire que des positions électives ou gouvernementales pourraient justifier notre participation à des majorités menant des politiques conservatrices ou libérales.** Nous avons lourdement payé le prix de telles expériences : écoëurement, colère et démobilisation.

III. Notre stratégie politique : la question du rassemblement

Comme le fait la proposition de « base commune » du Conseil national, Pierre Laurent définit notre « *parti-pris stratégique* » comme « *le combat qui permet, en toutes circonstances, au mouvement réel de la société de pousser le plus loin possible ses potentialités transformatrices* ». On ne peut qu'être d'accord avec cette idée générale qui est de fait la nôtre depuis que nous avons abandonné la « dictature du prolétariat ». Mais toute la question est de savoir comment la mettre en œuvre, et surtout, comment articuler notre présence dans les luttes et nos batailles idéologiques avec une stratégie rendant crédible la perspective d'une alternative politique. Or le dernier demi-siècle nous pose de ce point de vue de très sérieux problèmes puisque, successivement, la stratégie d'Union de la gauche, puis celle du Front de gauche, se sont soldées par des échecs. De notre point de vue, cela oblige à **faire une analyse critique de ces stratégies non pas seulement depuis 2009, en ne réfléchissant finalement qu'à la période du Front de gauche, mais depuis les années 60 et notre combat pour l'Union de la gauche.**

Un point fait très largement accord dans le Parti: sans rassemblement de toutes celles et ceux qui ont intérêt à l'abolition de toutes les formes de domination, il n'y a pas de majorité possible. Personne en effet n' imagine que tout le monde pourrait dans une société comme la nôtre se rassembler derrière un même drapeau. En revanche, **il y a débat sur deux points principaux : le périmètre et la forme du rassemblement.**

A. Nos alliances avec la social-démocratie et la question de notre crédibilité

Le rassemblement de la gauche — c'est-à-dire de toutes les forces qui se battent et pour l'égalité et pour la liberté — est une nécessité pour créer une alternative antilibérale et pour s'opposer à la droite et à l'extrême droite. Mais on sait qu'il y a à gauche depuis toujours des forces qui

visent une simple adaptation du capitalisme, et d'autres, dont nous sommes, qui pensent qu'il faut une profonde transformation anticapitaliste de la société.

L'une des principales leçons qu'il faut tirer de nos alliances électorales de longue date avec le Parti socialiste est qu'elles ont brouillé notre visibilité et notre crédibilité révolutionnaire.

Notre affaiblissement s'est aggravé du fait qu'après des décennies d'Union de la gauche, nos zigzags et nos alliances à géométrie variable ont désorienté l'électorat populaire, qui a fini par ne plus savoir si nous combattons réellement la dérive néolibérale du PS, ou si nous nous y résignons. Le résultat est que, loin de pouvoir identifier en nous un recours, le vaste mouvement qui balaie un peu partout en Europe les partis social-démocrates ne nous a pas épargné. Sauf à être emportés nous-mêmes par cette vague de discrédit, **nous ne pouvons poursuivre des accords électoraux avec les forces social-démocrates — au-delà de ceux qui visent à battre la droite et l'extrême droite — que lorsque les rapports de force garantissent la mise en œuvre de politiques anticapitalistes permettant une nette amélioration de la vie des classes dominées.** Dans nos rapports avec le PS, ce n'est plus le cas depuis longtemps.

B. Pour un « Front commun » de toutes les forces de transformation sociale

Dès lors que notre affaiblissement s'est accompagné du développement d'autres forces critiques du capitalisme, notre stratégie doit viser à les faire converger pour leur donner, ensemble, un poids politique suffisant. C'est ce que nous avons commencé à faire après 2002, notamment lors de la bataille du référendum de 2005 puis avec le Front de gauche. Mais nous n'avons pas pu ou voulu tenir ce cap.

La nécessité de faire converger les forces de transformation sociale est aujourd'hui une évidence politique. Leur division a conduit à l'éparpillement et à l'impuissance entre 1988 et 2007. Leur rassemblement dans le Front de gauche en 2009 a rendu possible, malgré nos hésitations, l'essor d'une dynamique nationale et des résultats électoraux sans équivalent depuis Jacques Duclos en 1969. Mais sous sa forme d'un cartel de sommet, tenant à distance les citoyen-ne-s, cette expérience a fini par échouer elle aussi. **Nous portons notre part de responsabilité dans cet échec. Nous n'avons pas voulu investir pleinement le Front de gauche et créer les conditions d'un véritable élargissement à celles et ceux qui se considéraient comme Front de gauche sans pour autant vouloir en rejoindre une des composantes.**

Nous n'avons pas non plus fait le choix d'une démarche cohérente sur le plan national, donnant à voir une ambition et être identifié clairement. **Nos stratégies à géométrie variable en fonction des scrutins et des territoires nous ont rendus illisibles et ont cassé la construction d'une dynamique de rassemblement durable sur le plan national.** Pendant le quinquennat de François Hollande, nous avons commis des erreurs d'appréciation sur la situation politique — non seulement sur ce qu'était devenu le PS, mais aussi sur l'évolution d'une part de ses électeurs, et sur l'ampleur de son rejet par l'électorat. En délaissant le FdG dans de nombreux scrutins locaux et en privilégiant les frondeurs du PS au niveau national, nous avons laissé en friche un espace où la France insoumise a pu se développer. Cette erreur d'appréciation sur la réalité politique dans le pays a entraîné un sérieux désaccord stratégique puisque, alors que la direction de notre parti cherchait un impossible rassemblement de toute la gauche, Jean-Luc Mélenchon voulait une rupture claire avec un PS en plein discrédit. L'impasse est venue de l'impossibilité d'apporter une solution à ce différend, conduisant à la rupture.

La dynamique de la campagne de JLM en 2017 va bien au-delà de celle de 2012, en particulier dans l'électorat populaire, celui-là même qui a eu le plus à souffrir des renoncements du PS. Un électorat qui, même si sur quelques territoires il le recoupe, dépasse bien largement le cadre du vote communiste. Cela doit nous interroger sur les ressorts de cette dynamique, sur les motivations profondes de ce vote.

Malgré l'échec, le Front de gauche est une expérience politique qui a montré des potentialités. Il est donc nécessaire de la reprendre pour aller au-delà et faire de notre parti un outil au service d'une nouvelle forme de rassemblement des forces de transformation sociale. **Dans le respect d'un socle commun, un tel rassemblement doit garantir à chacune de ces forces la complète liberté de ses propres combats – pour nous, porter l'ambition communiste – et contribuer ainsi à la dynamique générale.** Il doit leur permettre de mener ensemble les batailles qui leur sont communes et de proposer des programmes et des candidatures d'union lorsque les circonstances et le système électoral l'exigent. **C'est ce que nous appelons un « Front commun », espace politique de bouillonnement des partis, mouvements, citoyen-ne-s, intellectuel-le-s, artistes, personnalités au service de la mobilisation populaire.**

Dire que Jean-Luc Mélenchon n'est pas prêt aujourd'hui à s'engager dans une telle démarche est une réalité, mais aussi l'aveu d'un manque de propositions et d'initiatives nouvelles de notre part pour répondre aux attentes actuelles des citoyens d'autres façons de faire de la politique et de se rassembler. **« L'union est un combat », et si nous ne le menons pas, la division, l'éclatement et l'impuissance continueront de dominer.** Parce que les communistes ont toujours l'objectif, comme le disaient Marx et Engels, de représenter les intérêts du « mouvement prolétarien » dans sa totalité, il leur appartient une fois de plus de proposer des formes qui permettent la convergence des forces de transformation sociale. Le communisme politique en France n'a jamais été aussi fort et utile que lorsqu'il a été capable, dans les conditions du moment, de porter une perspective de rassemblement. Cela implique, avec lucidité et ambition, de faire vivre culturellement et politiquement ce nouveau rapport aux autres !

C. Un audacieux travail de rassemblement

La géographie de la gauche est totalement chamboulée et l'émergence et l'installation dans le paysage de LFI appellent de notre part à prendre une réalité assez inédite. Inédite, par exemple, par la faiblesse globale de la gauche (moins de 30 %), ce qui impose un effort de reconquête sans précédent. Inédite aussi parce que pour la première fois depuis des décennies, c'est bien un projet clairement antilibéral qui est arrivé en tête de la gauche et qui a rassemblé l'essentiel de l'électorat de la gauche de transformation sociale.

Dans cette phase post présidentielle nous sommes donc confrontés à une reconfiguration sans précédent de la gauche. LFI veut y confirmer une place prédominante à l'occasion des prochaines européennes — un scrutin qui peut lui être favorable, mais qui masque un défi qui sera incontournable pour elle : celui des municipales, départementales, régionales de 2020 et 2021. Si LFI ne fait pas la démonstration qu'elle peut être utile pour gagner, alors elle peut connaître un fort mouvement de reflux d'ici les échéances de 2022 et prendrait la responsabilité d'une désespérance supplémentaire à gauche.

Aujourd'hui les hommes et les femmes que nous ambitionnons de contribuer à rassembler sont éparpillé-e-s. Les repères politiques sont parfois confus et l'image de la gauche est très abîmée auprès d'une large part d'entre-eux. L'Appel pour le 26 mai est l'illustration d'une gauche très diverse, et en même temps des millions d'exploité-e-s ne s'y retrouvent pas ou sont en attente. Il est nécessaire d'œuvrer au rassemblement le plus large de ces hommes et femmes et des organisations qui, pour une partie, les incarnent.

Autant nous considérons que les forces de transformations sociales doivent se rassembler, et que LFI y a évidemment sa place, autant nous sommes persuadés que ce rassemblement ne pourra se faire sans un Parti communiste absolument indépendant et vigoureux. **Nous avons donc une double responsabilité: travailler inséparablement à un nouvel essor de notre Parti, et à la construction du Front commun permettant de recréer l'espoir.**

Pour cette raison, **tourner le dos à la FI au motif que J.-L. Mélenchon ne veut pas aujourd'hui de rassemblement à gauche reviendrait à abandonner notre électorat historique et serait pour nous suicidaire. Nous devons au contraire nous battre pour la mobilisation et l'élargissement de l'électorat qui aspire à une profonde transformation sociale, et donc pour un rassemblement avec la FI et toutes les forces décidées à mettre en cause l'ordre néolibéral.** Dans ce combat pour l'union, comme au sein du rassemblement politique qu'il vise à construire, nous devons critiquer sans concession les tentations populistes, mener tous les débats qui le traversent et faire avancer les positions communistes.

D. Les échéances électorales à venir : européennes, municipales et au-delà

Créer les conditions de nombreuses conquêtes électorales de la gauche de transformation sociale implique de lancer pour les prochaines échéances électorales une grande bataille politique pour des listes de rassemblement. Les élections européennes de 2019 et les municipales de 2020 sont l'occasion de tourner la page des divisions qui ont lourdement hypothéqué les législatives de l'an dernier. Nous avons tous fait l'expérience du coût politique et électoral des luttes fratricides qui les ont marquées : nous-mêmes avec le pire résultat en nombre de voix de notre histoire ; la France Insoumise avec un score très inférieur au potentiel qui s'était exprimé au premier tour de la présidentielle. Depuis, les élections législatives partielles ont confirmé cette réalité.

1. Les élections européennes de 2019 : des listes transnationales rassemblant toutes les forces de la gauche antilibérale en Europe

Dans ces conditions il est catastrophique de décider en l'état la constitution de notre propre liste aux élections européennes, même si cette décision est aujourd'hui assortie de l'annonce très vague de notre disponibilité « *pour travailler à la jonction de cette liste avec d'autres forces sur des objectifs convergents de transformation de l'Europe* ». Allons-nous faire le choix du solo funèbre qui, compte tenu de la règle des 5%, nous condamnerait plus que probablement à n'avoir aucun·e élu·e au Parlement européen ? Nous pensons au contraire que c'est une urgence absolue de faire une proposition audacieuse et hardie de listes transnationales rassemblant l'ensemble des forces de la gauche antilibérale en Europe.

Rappelons-nous que les différences de position entre les diverses composantes de la gauche antilibérale ne portent pas fondamentalement sur la nécessité d'autres politiques européennes, mais sur la stratégie permettant de les rendre possibles. Le rejet de l'actuelle construction européenne est si profond et même violent que réussir à rassembler dans la même démarche toutes les forces de la gauche antilibérale en France et en Europe, pourrait être un électrochoc capable de changer complètement la donne. **Nous proposons donc que notre Parti lance à toutes ces forces la proposition de listes communes coordonnées à l'échelle de l'Union européenne. Et que nous menions une bataille de dimension européenne afin d'en faire grandir l'exigence.**

2. Les municipales de 2020 : lancer des assemblées citoyennes et franchir un nouveau pas vers un « Front commun »

Les élections municipales sont celles qui suscitent le plus fort investissement citoyen. Après les européennes, elles peuvent donc constituer, si nous en décidons ainsi, un nouveau grand moment de retrouvailles et de convergence entre toutes les forces politiques et citoyennes, avec toutes les femmes et tous les hommes qui veulent s'opposer à la politique d'E. Macron. Les raisons d'engager cette convergence ne manquent pas : le démantèlement de la démocratie locale, la réduction des moyens des collectivités territoriales et les coupes insupportables dans les services publics. Là aussi, **l'idée vague de rassemblement à géométrie variable nous rendrait une nouvelle fois complètement inaudibles et préparerait une nouvelle catastrophe électorale.**

Ces élections municipales peuvent au contraire conduire à de grands succès si elles permettent de nourrir l'espoir à gauche en franchissant un nouveau pas vers la construction d'un « Front commun » beaucoup plus large que le Front de gauche, permettant l'implication concrète des citoyen·ne·s et leur contrôle constant du processus politique et électoral. En y jouant pleinement son rôle de fédérateur des forces de changement, notre parti y retrouvera visibilité, crédit et attractivité et ne peut qu'en sortir renforcé.

Nous proposons donc de **lancer dès maintenant la constitution d'assemblées citoyennes locales visant à préparer cette échéance, d'y inviter toutes les forces de la gauche antilibérale ainsi que toutes les associations et mouvements citoyens, et de mener activement campagne pour convaincre et faire avancer ce projet.**

3. Les élections de 2021 et 2022 : une préparation citoyenne inédite

Là aussi, la poursuite d'alliances à géométrie variable nous rendraient une nouvelle fois complètement inaudibles. Les élections départementales et régionales de 2021 doivent nous permettre de faire exister et ancrer dans le paysage politique le « Front commun » capable de recréer l'espoir à gauche, et de développer une nouvelle dynamique de mobilisation et d'implication citoyennes. Sur ces bases, **les élections présidentielle et législatives de 2022 pourraient se préparer de façon tout à fait nouvelle : avec le concours de toutes les forces politiques parties prenantes, et sous le contrôle des citoyen·ne·s engagé·e·s dans cette démarche et qui garderaient de bout en bout – stratégie, programme, candidatures – la maîtrise du processus.**

IV. Pour un parti ouvert, démocratique de fond en comble, divers et uni

Un « Front commun » serait stérile sans un renforcement significatif du Parti communiste — un Parti communiste renforcé qui puisse mener librement son combat pour le dépassement du capitalisme. Mais quel Parti communiste ? La stratégie révolutionnaire visant à permettre l'émancipation des travailleurs *par eux-mêmes* suppose une forme d'organisation bien différente de

celle qui prétendait remettre la direction du mouvement prolétarien à un parti d'avant-garde. L'essentiel du pouvoir était alors donné à des dirigeants conçus comme les gardiens du « socialisme scientifique », alors que l'appareil du parti avait pour tâche de relayer les consignes de la direction jusqu'aux militant·e·s et aux « masses ». **Désormais, il faut au contraire partir de la capacité des femmes et des hommes engagés dans les luttes postcapitalistes à maîtriser eux-mêmes le processus de transformation sociale dans toutes ses dimensions.**

A. Pour un parti de « l'intelligence collective » et de la souveraineté militante

La notion d'intellectuel collectif n'est pas nouvelle. Le texte proposé par le CN en parle à nouveau, mais il continue de l'entendre comme le fait de faire partager au plus grand nombre, à l'intérieur et à l'extérieur du parti, les analyses et les propositions élaborées centralement par la direction du Parti ou les commissions nationales. À une époque où le « prolétariat » était très majoritairement peu éduqué, il y avait ceux qui savaient et décidaient, et ceux qui devaient apprendre et exécuter. Gramsci avait même théorisé le fait que, dans ces conditions, la classe ouvrière devait s'assurer le concours « d'intellectuels organiques » qui lui étaient nécessairement extérieurs.

Aujourd'hui, en revanche, quand les trois quarts de chaque génération nouvelle atteint un haut niveau d'éducation et que les intellectuel·le·s les plus qualifié·e·s sont dans leur masse victimes de l'exploitation capitaliste, cette conception est obsolète. **Les classes dominées disposent désormais en leur propre sein des capacités et de l'ensemble des savoirs leur permettant de comprendre les ressorts de la domination qu'elles subissent et d'inventer les moyens de la combattre. Par conséquent, la fonction d'un parti révolutionnaire, et même de sa direction, doit changer. Elle n'est plus de penser et décider à la place des dominé·e·s, mais de contribuer par tous les moyens possibles à ce qu'elles et ils pensent et décident directement.**

La structure pyramidale permettant de faire « descendre » le savoir et les décisions du haut en bas doit laisser la place à une forme beaucoup plus ambitieuse d'organisation permettant à chacun·e de celles et ceux qui sont engagé·e·s dans les luttes postcapitalistes de contribuer à l'intelligence collective et de prendre ensemble toutes les décisions. Il s'agit donc aujourd'hui de donner un sens très concret à l'idée de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes. Leur souveraineté ne doit pas être déléguée : **partout et à tous les niveaux, du local au national et au-delà, la conduite du mouvement de transformation révolutionnaire de la société doit se trouver directement entre les mains de celles et ceux qui sont engagé·e·s dans l'action.**

B. Pour une autonomie renforcée des sections, dans le respect des orientations nationales

Dès lors, le niveau le plus décisif de l'organisation est celui qui se trouve directement en relation avec les mobilisations. C'est là qu'il est possible d'en apprécier les conditions concrètes pour participer aux choix des objectifs et des formes d'action, d'en mesurer les résultats et d'en tirer les leçons. C'est aussi à ce niveau que peuvent se tisser les relations personnelles qui sont aujourd'hui comme hier une dimension-clé du lien de confiance qui doit se construire entre un parti révolutionnaire et les classes populaires.

Aujourd'hui ce lieu de proximité existe : c'est la section. C'est là, et non au sommet, que tout doit se débattre et se décider démocratiquement, depuis les choix concernant l'action immédiate et locale jusqu'aux orientations politiques fondamentales rassemblant toutes celles et ceux qui entendent faire vivre un parti communiste. C'est pourquoi **il faut donner aux sections une place plus importante, notamment au moyen de congrès composés de délégué·e·s de sections et non plus de délégué·e·s départementaux.** L'échelon départemental doit se limiter à son rôle de coordination et de mutualisation de l'activité des sections.

Les sections et les communistes en lien avec elles agissent dans le respect des orientations fondamentales et des choix stratégiques décidés nationalement lors de nos congrès. À l'intérieur de ce cadre, chaque section, ou les communistes en lien avec elle, peut prendre l'initiative de s'engager dans des collectifs « de base », locaux ou thématiques. Chaque collectif doit donc avoir la maîtrise souveraine de sa propre action et une pleine capacité à se lier avec d'autres pour agir ensemble à l'échelle d'un territoire ou d'un enjeu. Lorsque c'est le cas, chaque collectif de base concerné désigne tout aussi souverainement ses délégué·e·s à un niveau plus large, non pas pour diriger mais pour coordonner l'action et pour s'y exprimer au nom du Parti. **Mais toutes les décisions qui y sont nécessaires doivent être prises par l'ensemble des participant·e·s aux collectifs « de base » engagés dans l'action, en recourant lorsque c'est néces-**

saire au débat et au vote électronique, ou en organisant des congrès locaux qui peuvent être rapides et consacrés à du travail précis sur des ordres du jour limités.

C. Construire le commun de bas en haut

Le principe fondamental de souveraineté des femmes et des hommes engagés dans l'action pourra donc avoir pour conséquences des choix différents d'une lutte à l'autre, d'un endroit à l'autre, en fonction des circonstances, des enjeux et des expériences. **La cohérence d'ensemble relève de l'exigence de respect des orientations décidées nationalement lors des congrès. Et la diversité des choix locaux, dans la limite du respect du cadre national, doit aussi permettre de construire de l'expérience et de la réflexion communes, ainsi que des choix communs.**

En toutes circonstances, ce commun doit se construire du bas vers le haut. Là où la direction du Parti (Conseil, Comité exécutif ou Secrétariat national) dirigeait avec l'aide de commissions qu'elle-même désignait dans les différents domaines (économie, éducation, culture, politique extérieure, etc.), **toutes les décisions doivent désormais être prises par l'ensemble des communistes, soit par des congrès nationaux qui peuvent être des réunions de travail sur des objets précis et limités, soit par des votes de tous les adhérent.e.s.**

Dès lors, **les « commissions nationales » doivent être remplacées par des collectifs spécialisés composés de délégués démocratiquement désignés par les collectifs locaux équivalents.** Ces collectifs seront chargés non pas de conseiller la direction mais de préparer la prise de décisions des communistes et d'en organiser la mise en œuvre. Les « dirigeants.e.s » doivent laisser la place à des porte-paroles élu.e.s (et le cas échéant révoquables) par les collectifs spécialisés. Comme dans le cas de l'activité des sections, l'unité du Parti sera assurée par la constitution d'un socle de choix et d'orientations communes que les communistes élaborent en congrès nationaux et qu'elles et ils s'engagent à respecter.

Cette dynamique demande à ce que l'horizontalité soit appuyée par des outils nouveaux, simples et accessibles, rendus possibles par la révolution numérique. Celle-ci doit contribuer à la transformation de notre Parti pour œuvrer à un communisme 2.0.

D. Pour un parti plus ouvert aux non adhérent.e.s

Lorsque l'appareil du Parti avait pour fonction essentielle de faire partager des orientations décidées « en haut », la qualité d'adhérent.e — et plus encore des responsables aux différents niveaux — a longtemps été soumise à des conditions et contrôlée par les directions. Aujourd'hui, il suffit de décider d'adhérer et de payer une cotisation pour disposer des « droits de l'adhérent.e ». Pour autant, le Parti reste encore une organisation relativement fermée dont toutes les décisions sont réservées à celles et ceux qui en ont la carte et payent leur cotisation.

Or, si l'émancipation des travailleurs et travailleuses doit être l'œuvre des travailleurs et travailleuses elles-mêmes, on ne peut réserver la conduite du mouvement de transformation sociale aux seul.e.s travailleur.euse.s qui décident, à un moment donné, d'être membres du Parti. **Toutes celles et ceux qui décident de participer à une action politique, même limitée à un sujet particulier, doivent pouvoir, adhérent.e ou pas, participer aux choix relatifs à l'action menée.** Cela signifie que les collectifs de base doivent être en permanence ouverts aux citoyen.ne.s qui veulent agir avec les communistes, et qu'elles et ils doivent pouvoir participer à tous les choix liés à leur action.

En revanche, en application du principe général selon lequel chacun.e participe aux choix relatifs aux actions qu'il ou elle mène concrètement, **les décisions concernant, d'une part, l'organisation même du Parti communiste — son fonctionnement, sa vie matérielle et financière, la désignation de ses porte-paroles, etc. — et, d'autre part, les structures du Parti — section, fédération, conseil national —, relèvent de la souveraineté des adhérent.e.s qui font vivre le Parti par leur cotisations.**

E. Donner aux communistes les moyens pour agir

Dans un monde de plus en plus complexe, où tout va de plus en plus vite, il faut être en capacité d'aider les communistes à être tout à la fois réactifs et utiles dans le débat public et dans la prise d'initiative.

Cela passe par un effort sans précédent pour atteindre les objectifs suivants :

Rendre lisibles et audibles nos propositions. L'exhaustivité en la matière est l'ennemi de la visibilité. Nous dégagerons quelques **propositions-phares qui puissent identifier et donner à voir l'ambition des communistes.**

Engager un **vaste travail d'éducation populaire** avec des outils adaptés (argumentaires, supports vidéos comme « On vous fait un dessin », etc.)

Retrouver un savoir-faire militant via **un dispositif de formations, d'appropriation des nouveaux supports et d'animation de l'activité militante.**

Il y a plus d'un siècle le mouvement ouvrier, dans sa diversité, n'a eu de cesse d'essayer de créer un média de masse. L'Humanité est la traduction de cette volonté. Aujourd'hui dans les conditions actuelles, avec le développement des réseaux sociaux et des médias numériques, la question se pose de l'existence d'**un média internet nouant un rapport existentiel de même nature que celui qui nous lie à l'Humanité.** En lien avec l'Humanité, ce défi nous voulons le relever !

F- Rassembler la force communiste

Avec plusieurs dizaines de milliers d'adhérent.e.s, le collectif militant du Parti est encore une force qui compte. Mais il n'y aura pas de « printemps du communisme » si les adhésions à notre Parti ne se renforcent pas considérablement. La profonde transformation de nous-mêmes que nous engageons doit donc s'accompagner d'une vaste campagne d'adhésions qui devra se développer en s'appuyant sur la mise en pratique concrète de nos changements. Dans ce sens, nous devons en particulier **lancer un appel aux très nombreux camarades qui, démotivés et parfois désespérés, ont quitté le Parti dans les années et même les décennies passées.** C'est dans le dialogue avec elles et eux, comme avec celles et ceux — notamment les jeunes — qui ne voient pas aujourd'hui en nous le cadre attractif qui pourrait répondre à leur besoins d'engagement, que nous trouverons les moyens de répondre à leurs attentes. Et de rassembler ainsi la force communiste dont notre peuple a besoin.

Conclusion

Les communistes s'apprêtent à faire un choix crucial. Très affaibli, notre Parti est maintenant confronté à une nouvelle situation puisque la France Insoumise, qui se réclame du populisme, a réussi à rassembler l'essentiel de l'électorat qui nous faisait confiance voici 40 ans. Cette force politique est bien différente de nous et ne saurait jouer le rôle qui devrait être le nôtre. Mais l'Histoire ne repasse pas les plats. Ou bien nous réagissons maintenant, alors qu'il est encore temps, pour retrouver une place importante dans la vie politique de notre pays ; ou bien nous nous condamnons à ne plus compter, et le communisme risque fort d'être absent du combat politique pour de nombreuses années, au moment où le besoin en est le plus grand.

Nous sommes des communistes divers, et n'avons pas ces dernières années toujours fait les mêmes choix. Mais nous pensons toutes et tous, comme l'avait décidé le congrès de 2008, que la nouvelle époque dans laquelle nous sommes entré.e.s exige un travail de réinvention de nos analyses, de notre projet et de notre Parti. C'est pourquoi nous proposons avec cette « base commune » alternative une nouvelle conception du communisme, du processus révolutionnaire, de la stratégie et de notre organisation. Elle se donne des objectifs précis et ambitieux pour les années à venir, et **nous pensons qu'une grande majorité de communistes peut s'y retrouver.** Nous avons la ferme volonté de travailler dans ce sens avec toutes et tous les communistes, jusqu'au congrès et évidemment au-delà, à sortir notre Parti de l'ornière et à ouvrir un nouveau chemin pour notre combat.

Les communistes ne doivent pas baisser les bras. Ils doivent au contraire avoir confiance en elles et en eux. L'histoire est en train de prendre un nouveau cours. Derrière les allures jupitériennes de l'aventure Macron, le rejet des politiques libérales est profond. En France comme en Allemagne, en Italie et ailleurs, ni la droite ni la gauche « de gouvernement » ne peut plus gouverner à elle seule. **Ce rejet ira en s'approfondissant, et nous avons la conviction que seules des ruptures avec les logiques capitalistes au profit de logiques communistes permettront de dénouer cette crise politique majeure. C'est à nous de porter haut et fort cette perspective.** En nous donnant les moyens de jouer le rôle historique de faire renaître l'espoir dans la pratique et la théorie communistes, notre Parti peut avoir un plus grand avenir que jamais.

Réinventons-nous !

Liste des 300 signataires validant le dépôt du texte selon les conditions statutaires

AIT-TOUATI Alain (05) ; ALEXANIAN Patrick (92) ; AMÉDRO Daniel (06) ; ANTOINE Martine (94) ; ARAMBOUROU Clément (33) ; AUBERT LE PREVOST Josette (75) ; AUBRY Josselin (94) ; AUMONT Alain (72) ; BADANO-ZAMBELLI Andrée (06) ; BAILLARGEAU Julien (94) ; BALLU Bruno (45) ; BASCOULERGUE Alain (93) ; BASCOULERGUE Henriette (95) ; BASCOULERGUE Pierre (95) ; BASSINO Frédérique (75) ; BAUDRY Viviane (09) ; BEAU Michel (03) ; BECKER Emmanuelle (75) ; BERNARD Mehadée (94) ; BERNIÈS Cécile (33) ; BÉTHUNE Lionel (94) ; BILLON Gérard (92) ; BIRET Julie (79) ; BIZOT Eric (89) ; BLACHIER Dominique (89) ; BLANCHARD Alain (72) ; BONIN Bruno (79) ; BONNET Jacques (34) ; BONTOUX Jean-Pierre (77) ; BORTOT Hadrien (75) ; BORTOT Pascal (57) ; BORVO COHEN-SEAT Nicole (75) ; BOURGOIN Jacques (92) ; BOURNOT-POULET Sophie (06) ; BOURSIER Marie-Pierre (92) ; BROCHARD Christian (49) ; BRUN Monique (75) ; BRUNE René (92) ; BRUNEL Daniel (77) ; BULOT Gabriel (33) ; BURLE Alain (13) ; CALLET Thibault (13) ; CANAT Claude (89) ; CAO Serge (94) ; CAPANEMA Silvia (93) ; CASSAN Ludovic (31) ; CASSAN Lyliane (09) ; CASTERA Jean-Louis (31) ; CESBRON Jean (85) ; CESBRON Nicole (85) ; CHAMI-OUADDANE Nezha (92) ; CHAMPAIN Guy (72) ; CHAMPENOIS Caroline (91) ; CHAMPENOIS Lucie (75) ; CHARANSONNET Alexis (92) ; CHARANSONNET Marie-Christine (92) ; CHARRON François (79) ; CHARTRAIN Véronique (28) ; CHASTRUSSE Joëlle (92) ; CHAZOT Robert (07) ; CHOLAIN Gérard (93) ; CHOLAIN Marie (93) ; CHRISTODOULOU Alexis (45) ; CLAIRET Daniëlle (06) ; CLAMENS Claudie (31) ; CLAQUIN Alain (75) ; CLOIX Chantal (71) ; CLOIX Daniel (71) ; CLUZEL Agnès (89) ; COEUR D'ACIER Franck (76) ; COHEN-SEAT Patrice (75) ; COIS Bernard (71) ; COLLET Laurent (92) ; COTTENCEAU Gérard (44) ; COURTS Yvette (89) ; COURTEL Joëlle (77) ; COURTOUX Daniëlle (95) ; COUVREUR Robert (38) ; CRU Daniëlle (39) ; CULIE Marie-Claire (81) ; DA NÓBREGA Pedro (06) ; DE LA HOZ Manuel (89) ; DEFABRI Hélène (06) ; DELACROIX Pierre (71) ; DELIGNY Dominique (71) ; DELMAS Chantal (89) ; DELUGIN Monique (93) ; DENIS Joëlle (94) ; DERVAUX Louis (89) ; DÉVERINES Gilbert (37) ; DIDIER Dominique ((46)) ; DIONNET Brigitte (93) ; DOLLET Bernard (75) ; DUFFOUR Michel (92) ; DUPARC Jean-Paul (06) ; DUPUIS Olivier (95) ; DUQUESNE Daniëlle (46) ; DUVAL Christian (44) ; ESPIGAT Marc (81) ; EXPOSITO Albert (31) ; FABIEN Brigitte (86) ; FABIEN Franck (86) ; FAUCILLON Elsa (92) ; FERRARI Roger (71) ; FLAMAND Nicolas (93) ; FLAMENT Cécile (93) ; FLEURET Alain (06) ; FONTÈS Claudie (31) ; FORGET Daniel (92) ; FORTERRE Karl (79) ; FOUILLOUD Colette (56) ; FRÉCHARD Catherine (95) ; FRÉCHARD Gérard (95) ; GAGNEPAIN Guy (77) ; GAILLANNE Fanny (75) ; GAILLANNE Frédéric (84) ; GALATAUD Elsa (31) ; GALLAIS Benoît (49) ; GALLAIS Estelle (79) ; GALLAIS Joël (56) ; GANILLE Jean-Marc (77) ; GANILLE Liliane (77) ; GARCIA Serge (04) ; GARNIER Vanessa (94) ; GAZIELLO Emmanuelle (06) ; GEMINEL Grégory (94) ; GENEVÉE Frédéric (94) ; GHIATI Vanessa (92) ; GINGUENE Yoann (94) ; GONTHIER-MAURIN Brigitte (92) ; GRANGIE Jean-Pierre (09) ; GUIGO Claude (06) ; GUIGO Éliane (06) ; GUILLERMARD Rirette (06) ; GUILLET Michel (44) ; GUILLO Annick (77) ; GUILLOU Alain (44) ; HARDOUIN Patrick (89) ; HÉRIN Huguette (72) ; HÉRIN Maurice (72) ; HERRY Chantal (94) ; HIVERNET Madeleine (92) ; IAFELICE Michel (13) ; IMIOLA Benjamin (79) ; INJEY Robert (06) ; JACOB Colette (75) ; JACQ Annick (91) ; JACQUAINT Muguet (93) ; JAEY Eric (78) ; JAOUEN Gilles (95) ; JAOUEN Rosita (95) ; JÉRÔME André (89) ; JEZEQUEL Yann (79) ; JOLLET Anne (75) ; JONCRET Christian (94) ; JOUBERT Michel (16) ; JUMEAU Philippe (56) ; KANDEL Nicole (92) ; KOSTER Jean-Vincent (92) ; KRYS Denis (91) ; LABARTHE Alain (91) ; LAFUENTE Sylvie (77) ; LALYS Frédérique (56) ; LAMBRET Alain (95) ; LANDAIS Jean-Pierre (44) ; LANGEAIS Christian (14) ; LAPEYRE Jean (40) ; LAPEYRE Jean-Marc (31) ; LAVEDRINE Jeannine (03) ; LAVERNHE Jacques (31) ; LAVRAT Suzanne (89) ; LE BIHAN Gérard (83) ; LE BIHAN-ECHINARD Gabriëlle (83) ; LE BRONZE Marcel (44) ; LE GOFF Annick (24) ; LE LANN Yann (92) ; LE MAÎTRE Annick (06) ; LE NOZERH Martine (29) ; LE PICHON Patrick (56) ; LEBARBIER Francis (79) ; LEFÈVRE Marianne (31) ; LEFÈVRE Sylvie (31) ; LEGENDRE Marc (94) ; LÉGER Nina (75) ; LEMARCHAND Guy (76) ; LEMARCHAND Laurent (76) ; LÉONARDINI Jean-Pierre (75) ; LÉRI Pierre (92) ; LEROY Roland (34) ; LESPADE Jean-Marc (40) ; LEVARD Sabine (92) ; LHOMME Jacky (92) ; LOPEZ Marcel (09) ; LORIETTE Yves (94) ; LOUIS Eric (45) ; LUXEMBOURG Corinne (92) ; MADRID Nathalie (75) ; MAGNIER Marc (44) ; MARLIN Pascale (89) ; MARTEL Jean-Paul (44) ; MARTIN Elsa (77) ; MARX Jean-Claude (85) ; MASSON Alain (91) ; MASSON Diego (75) ; MASSON Sonia (75) ; MATEO Pierre (69) ; MAURAN Stéphane (79) ; MAZADE Alexis (93) ; MAZAURIC Claude (30) ; MEDA Guy (31) ; MELY Laurent (94) ; MENUËL Christophe (94) ; MERCIER Pierre (84) ; MÉREAU Sophie (92) ; MERRIEN Jean-François (03) ; METZ Jean-Baptiste (50) ; MEYROUNE Anna (89) ; MEYROUNE François (89) ; MITOT Jean (77) ; MOINEAU Jean-Pierre (94) ; MOKRANI Mehdi

(94) ; MONGE Thierry (06) ; MONIR Naïma (89) ; MONNIN Sylvie (93) ; MONROUZEAU Aurélie (49) ; MOULY Frank (77) ; NATUREL Adélaïde (92) ; NICHELE Jean-François (89) ; OLIVO Anne-Marie (72) ; PAGE Jean-Jacques (93) ; PASSAT Alain (03) ; PASSAT Michel (03) ; PEREIRA Bernard (63) ; PERROT Francine (75) ; PERROT Jacques (77) ; PERROT Michèle (89) ; PETIT Mauricette (89) ; PEU Stéphane (93) ; PIERGROSSI Patricia (89) ; POGGIONOVO Madeleine (05) ; POINT Vivian (84) ; POTVIN Catherine (92) ; POULET Stéphane (06) ; POUX Gilles (93) ; PROULT David (93) ; PROVOST Gabriel (29) ; PUPPO Alain (06) ; QUERIC Catherine (56) ; QUILGARS Jean-Pierre (92) ; RABOUAN Jean-Claude (49) ; RABOUAN Maryse (49) ; RANNOU Jean-Christophe (92) ; RAYMOND Judith (56) ; RAYMONT Alain (89) ; RELINGER Jérôme (75) ; REMAGGI Michel (06) ; ROGOLINI Fanny (06) ; ROSIER Bruno (72) ; ROUDIER Alain (23) ; ROUSSEY Christine (89) ; ROUZIER Elsa (93) ; RUAULT Chantal (06) ; RUGGIU FABRY Marie Claude (06) ; RUIZ Béatrice (95) ; RUIZ Jean-Michel (95) ; RUIZ Katia (33) ; SAFIR Saïda (72) ; SAINTIER Yvette (75) ; SALAMONE François (91) ; SALVADOR Roger (09) ; SAMMARTANO Léonard (23) ; SAMOYAU Franck (79) ; SANCHEZ Danielle (93) ; SANDOVAL Véronique (75) ; SAURET Marie-Jean (31) ; SCAPS Régine (14) ; SCHWARTZ Christian (16) ; SKRZYPCZAK Michèle (03) ; SMITH Bradley (75) ; STETTLER Yves (89) ; SUREAU Franck (77) ; TAHANI Najat (72) ; TESSIER Françoise (72) ; TOUGERON Jean-Christophe (92) ; TOURNE Christelle (06) ; TOURNIL Roseline (09) ; TOURRET Catherine (94) ; TRICOT-DEVERS Sylvie (94) ; TROVEL Jacqueline (56) ; TRUCHI Michèle (06) ; TUROMAN Michel (75) ; VAUGOYEAU Jocelyne (06) ; VERDEIL Yves (30) ; VICTOR Jacques (06) ; VIET Aurélien (38) ; VILAINE Michel (89) ; VIRLY Andrée (75) ; WIMMER Jean-Noël (07) ; WOJCIECHOWSKI Bozena (94) ; WURTZ Jérôme (92)

Résumé

Pour un manifeste du Parti communiste du XXI^e siècle

Notre 38^{ème} Congrès est vital. Il n'y a jamais eu autant besoin de luttes, d'un projet et d'un parti communistes pour mettre un coup d'arrêt à la casse sociale menée par Macron, pour imposer de nouvelles conquêtes et ouvrir une issue politique. Leur absence dans le champ politique laisse la voie libre à toutes les récupérations nationalistes, populistes, xénophobes, racistes ou antisémites. Quel défi pour le Parti communiste français ! Mais après son effacement en 2017 et son résultat désastreux aux législatives, son pronostic vital est engagé. C'est pourquoi nous avons besoin d'un **congrès extraordinaire**.

Le texte issu du Conseil National mais voté par moins d'un tiers de ses membres ne formule pas clairement les termes du débat, pas plus qu'il ne permet d'analyser précisément la situation du monde et celle du parti.

Nos difficultés actuelles résultent-elles d'une mauvaise mise en œuvre des choix faits depuis une vingtaine d'années, ou bien ces choix mêmes sont-ils à remettre en question ?

Comment définir l'objectif du communisme, les voies et moyens de l'atteindre ? Quelle articulation entre nos propositions, les luttes immédiates, les étapes indispensables et la visée communiste qui se construit dans ce mouvement tout en l'éclairant ?

Un changement profond de la direction nationale est-il nécessaire ? Quel engagement des dirigeants pour un effort de réorientation des idées, de la pratique et de l'action ?

C'est pour permettre aux communistes de débattre de ces questions essentielles et de se rassembler autour de choix clairs que, dans la diversité de nos analyses et réflexions, nous proposons ce texte comme base commune pour la discussion du 38^{ème} congrès du Parti communiste.

1. Un bilan critique

De la gauche plurielle aux collectifs anti-libéraux, jusqu'à notre résultat aux dernières élections législatives (2,72% des exprimés, le plus mauvais de notre histoire), notre affaiblissement n'est pas une fatalité. De fait, les profonds bouleversements qu'a connus le monde nous plaçaient au défi d'une analyse approfondie et du choix d'une novation communiste. Mais nos directions successives ont été gagnées par le renoncement, jusqu'à des choix qui ont déstabilisé et déstructuré notre parti.

2. Relever les défis de la crise

Le monde capitaliste connaît une crise systémique sans précédent qui aggrave ses fléaux et ses contradictions (chômage, surexploitation, destruction de l'environnement) et met en cause sa légitimité. L'idée qu'il est nécessaire de rompre avec ce système peut grandir. Encore faut-il dessiner les chemins d'une telle rupture. La montée des protestations, la révolution des forces productives et des mentalités peuvent ouvrir la voie vers une nouvelle civilisation.

Cela fonde l'actualité de la lutte de classes, main dans la main avec la révolution féministe qui s'engage, les luttes écologiques, les solidarités nouvelles qui se développent contre la xénophobie et le racisme, les luttes de la jeunesse. Un nouveau choc se prépare, plus profond, face auquel il ne sera plus possible de s'en remettre aux idées de conciliation avec la logique du capital. Notre parti doit se préparer à l'affronter.

3. Le communisme de notre temps : idéal éthique, visée historique, chemin de lutte

Le projet communiste vise une transformation radicale – processus révolutionnaire de dépassement du capitalisme – pour une société de partage des richesses, des pouvoirs, des savoirs et des rôles : une société sans classes, sans guerres, dépassant les nations où exploitation et aliénations sont abolies. Les luttes et rassemblements à construire et organiser doivent contribuer à ouvrir le chemin vers cette nouvelle société (sécurité d'emploi et de formation, services publics, productions écologiques et sociales, droits à l'égalité réelle, pouvoirs d'intervention sur l'argent et les moyens financiers, et appropriation sociale des moyens de production, d'échange et de financement).

4. Un nouvel internationalisme pour relever le défi de la mondialisation capitaliste

Affrontement généralisé ou coopération et paix ? Face à la montée des périls, notre action internationale doit prendre une toute autre dimension. Il faut promouvoir la coopération et faire vivre nos valeurs anti-impérialistes, de paix, de solidarité et de codéveloppement.

Pour sortir de la crise, il faut changer l'Europe pour une autre mondialisation : en finir avec la construction européenne actuelle, conçue au service de la domination du capital, et qui concentre la colère populaire. Notre responsabilité est de donner une perspective à cette colère. Comment ? Une position a été actée par nos précédents congrès. Cela continue de faire débat parmi les communistes. Ces questions doivent être instruites en avançant dans l'action, à partir de grandes batailles populaires permettant à la fois de porter la colère et de remporter des victoires.

5. Pour une nouvelle stratégie de rassemblement et d'unité populaires

Notre projet est démocratique et révolutionnaire. Il faut donc un rassemblement majoritaire, dont le contenu soit à la hauteur pour transformer l'ordre existant : c'est la stratégie du PCF.

L'unification du salariat est décisive pour construire les bases sociales de ce rassemblement. Les dominations – de classes, de genres, de générations, racistes, culturelles... se renforcent entre elles. Les luttes contre ces dominations peuvent s'épauler pour une émancipation conjointe.

Face à la recomposition politique en cours, la démarche communiste doit se déployer dans trois directions : construction politique, bataille d'idées et luttes sociales. Il s'agit de construire une union populaire et politique agissante pour sortir de la crise.

Il est essentiel d'être présents avec nos propres candidates et candidats à toutes les élections pour porter nos propositions originales : travaillons à en créer les conditions.

6. Pour un parti communiste utile, agissant, audacieux et novateur, internationaliste et révolutionnaire

Il y a besoin d'un parti révolutionnaire, organisé dans la continuité pour animer les luttes et ouvrir les perspectives politiques dont elles ont besoin pour gagner. Cela nécessite le développement, en son sein, d'élaborations théoriques et d'éducation populaire nourries du marxisme vivant, d'expérimentations et d'échanges.

Pour changer cette société, le parti doit permettre l'intervention politique des travailleurs, des travailleuses et de tous ceux qui sont exclus du travail, dans la proximité (celle de l'entreprise ou du territoire) comme au plan national et international.

Cela demandera un effort acharné. Ne nous contentons pas d'un relevé de décisions, fût-il détaillé, s'il reste inappliqué. Il faut décider d'une orientation générale et se donner les moyens d'un suivi de sa mise en œuvre.

Vie politique de proximité, formation et accès aux responsabilités sont indispensables pour, dans un même mouvement, repolitiser, répondre à la crise de la politique et commencer à engager des transformations de portée révolutionnaire.

Pour un manifeste du Parti communiste du XXI^e siècle

PROPOSITION DE BASE COMMUNE DE DISCUSSION POUR LE 38^E CONGRÈS DU PCF

Le texte issu du conseil national n'a été voté que par 49 voix sur 91 votants et 168 membres. L'unité des communistes exige un texte beaucoup plus audacieux, cohérent et clair, pour un congrès vraiment extraordinaire. C'est pourquoi, dans notre diversité et pour sortir le PCF de l'effacement et de l'immobilisme, nous proposons une autre base commune de discussion. Pour rassembler, elle propose des réponses pour fonder un véritable débat sur les questions de fond (bilan, orientation nouvelle, changement de direction) très mal traitées dans le texte proposé par la direction. Elle se concentre sur la réorientation politique du PCF pour une nouvelle impulsion révolutionnaire, face aux défis de la crise et du XXI^e siècle.

Après le vote des 4 au 6 octobre, ce texte de base commune présenté le 6 juillet avec l'appui de 1500 militants de toute la France, s'il est adopté, sera amendé jusqu'au congrès.

Préambule

Notre 38^{ème} congrès est vital.

Au mois de juin 2017, les communistes décidaient, à l'issue de la séquence électorale des présidentielles et des législatives, de convoquer un congrès extraordinaire. Notre affaiblissement électoral et notre perte de visibilité nationale étaient et sont toujours au cœur des préoccupations des communistes qui veulent reconquérir l'influence de notre parti et reconstruire une organisation révolutionnaire de notre temps.

C'est au Parti communiste, français et internationaliste, d'assumer cette ambition face à la force du capital qui se pare des atours de la modernité, face à la profondeur de sa crise systémique, mais aussi face à l'attraction des idées réformistes de conciliation, comme de celles nationalistes et xénophobes désignant des boucs émissaires.

C'est d'autant plus nécessaire que Macron et son gouvernement mettent à profit la confusion politique et l'absence d'alternative progressiste crédible pour conduire à marche forcée la destruction du modèle social français. Ils cherchent à faire de la France, à côté de l'Allemagne, le second pilier d'une Europe au service du capital, des marchés financiers et de l'ordre mondial dont ils ont besoin.

Macron prétend que ses options sont les seules à même d'arracher la France et l'Europe à la crise très profonde d'un système capitaliste qu'il entend sauver. En réalité cette politique va accentuer les vulnérabilités de la France et les fractures sociales dans un monde en crise **alors que se prépare une nouvelle aggravation des difficultés mondiales**, plus brutale que la crise de 2007-2008 dont les forces du capital n'ont voulu retenir aucune leçon.

Après une période d'observation, des luttes importantes se développent. Elles concernent les bases même du modèle social français, dont elles cherchent un nouveau développement : services et entreprises publiques, exigences d'égalité, notamment entre femmes et hommes, refus du déclasserment et des discriminations, égalité des territoires et enjeux écologiques, la protection sociale et son mode de financement à partir des richesses produites, l'emploi, sa sécurité et sa promotion, l'augmentation des salaires, toutes les batailles sur l'éducation et la formation, les droits et pouvoirs des salariés sur les lieux de travail.

Il n'y a jamais eu autant besoin de révolution, d'idées et de luttes révolutionnaires ; d'un parti et d'un projet communistes pour permettre au mouvement populaire de s'élargir et de se renforcer jusqu'à contraindre le gouvernement à des reculs, imposer de nouvelles conquêtes,

ouvrir une issue politique. Leur absence dans le champ politique laisse la voie libre à toutes les récupérations nationalistes, populistes, xénophobes, racistes ou antisémites.

Quel défi pour le Parti communiste français !

Mais après son effacement en 2017 et son résultat désastreux aux législatives, **son pronostic vital est engagé.**

Tout cela constitue un électrochoc. C'est pour cela que les communistes ont voulu un congrès extraordinaire pour une réorientation stratégique, une mobilisation nouvelle dans l'action et le développement d'une ambition communiste.

Un bilan stratégique et organisationnel est nécessaire pour permettre un débat sans tabou et des décisions audacieuses.

Nous considérons que la proposition de base commune votée le 3 juin (par 49 voix sur 91 votants et 168 membres du CN) ne répond pas aux exigences du débat, pas plus qu'elle ne permet d'analyser précisément la situation du monde et celle de notre parti. Se refusant à formuler clairement les termes du débat, elle ne permet ni la discussion sur la réorientation et les changements que les communistes sont si nombreuses et nombreux à penser nécessaires, ni la prise d'initiatives par celles et ceux qui aspirent à changer l'ordre existant.

Ce n'est pas d'un collage d'options et de synthèses habiles que notre parti a besoin pour construire une unité réelle et agissante des communistes.

Nous proposons une base commune qui permette de répondre à cette question essentielle :

faut-il continuer dans l'effacement, dans une pratique du coup par coup, dans une stratégie illisible, et dans le manque d'ambition et d'incarnation ? Ou construisons-nous collectivement la voie d'un renouvellement politique profond de notre organisation, à même de renforcer notre influence et notre place au sein d'un rassemblement efficace pour notre peuple ?

Pour le débat le plus conséquent des communistes et des choix clairs, cette proposition de base commune entend apporter des éléments de réponse précis aux questions centrales suivantes, en les conjuguant à l'ambition d'un nouvel internationalisme :

- nos difficultés actuelles résultent-elles d'une mauvaise mise en œuvre des choix faits depuis une vingtaine d'années, ou bien ces choix mêmes sont-ils à remettre en question ?
- quel bilan faisons-nous, aux plans stratégique, organisationnel et électoral ? Quel bilan de l'activité de la direction nationale ?
- quelle place du marxisme vivant pour armer le combat et pour la confrontation d'idées à tous les niveaux ?
- une réorientation stratégique est-elle nécessaire ou suffit-il de chercher à mieux tenir le même cap sous l'appellation « nouveau front social et politique » ?
- faut-il se résigner, aux élections européennes, à un nouvel effacement du parti et de ses idées au nom du rassemblement derrière une possible tête de liste issue d'une autre formation politique ? Ne s'agit-il pas plutôt de construire une liste de large rassemblement initiée et conduite par le PCF ?
- comment définir l'objectif du communisme, les voies et moyens de l'atteindre ? Quelle dialectique nécessaire entre nos propositions, les luttes immédiates, les étapes indispensables et la visée communiste qui se construit dans ce mouvement tout en l'éclairant ?
- un changement profond de la direction nationale est-il nécessaire ? Quel engagement des dirigeantes et des dirigeants pour un effort de réorientation des idées, de la pratique et de l'action ?

L'heure est critique pour notre force politique, et par conséquent, pour sa capacité à servir efficacement dans l'avenir les intérêts populaires et de classe.

Nous ne nous résignons pas à l'idée que le congrès extraordinaire puisse sombrer dans les habitudes, les redites et le refus des remises en cause.

Nous voulons sortir le PCF de la spirale de l'effacement et de l'affaiblissement.

Nous partageons cette conviction qu'il ne peut y avoir de transformation révolutionnaire sans un Parti communiste fort et influent, porteur de cette ambition.

Nous partageons la nécessité d'un renouvellement de notre organisation et d'une relance ambitieuse de notre travail politique, étroitement liés **à la mise en dynamique nationale de nos militants.**

Ce sont ces enjeux prioritaires qui nous réunissent et nous rassemblent.

C'est pourquoi, dans la diversité de nos analyses et réflexions, **nous proposons ce texte comme base commune** pour la discussion du 38^{ème} congrès du Parti communiste.

Nous le mettons dès aujourd'hui à la disposition de toutes et tous les communistes pour permettre le développement d'actions transformatrices ambitieuses de notre parti au lieu de la paralysie liée à la recherche de faux équilibres.

Nous souhaitons que le plus grand nombre de militantes et de militants s'en saisisse, dans une recherche de convergence et d'unité indispensables à la réussite d'un congrès extraordinaire, redonnant demain à notre parti sa pleine capacité d'action à travers une perspective politique et stratégique claire.

Nous la formulons en six chapitres :

- Un bilan critique
- Nos responsabilités face à la nouvelle phase de la crise du capitalisme et de la société
- Le communisme de notre temps : idéal éthique, visée historique, chemin de lutte
- Un nouvel internationalisme pour relever le défi de la mondialisation capitaliste
- Pour une nouvelle stratégie de rassemblement et d'unité populaires
- Pour un Parti communiste utile, agissant, audacieux et novateur, internationaliste et révolutionnaire.

1. Un bilan critique

Un bilan critique est nécessaire pour évaluer les causes de la situation actuelle du parti et pour redéfinir notre démarche stratégique.

Les échecs successifs sont dans toutes les mémoires :

2002 : notre effacement politique dans la « gauche plurielle » au lieu d'une action autonome sur les idées et dans les luttes conduit à l'échec à l'élection présidentielle ;

2007 : notre immersion dans les « comités anti-libéraux », alors que nous aurions dû prendre l'étendard du rassemblement avec nos propositions de fond dès le lendemain du référendum de 2005, débouche sur un nouvel effondrement de notre résultat à la présidentielle.

2007-2008 : les communistes refusent majoritairement, lors de l'assemblée extraordinaire des délégué-e-s de section, une dilution du parti au sein d'une « nouvelle force politique ». La crise de 2007-2008 ouvre un champ nouveau à l'apport d'idées et à l'action des communistes. Le 34ème congrès confirme alors la volonté majoritaire de continuer le PCF et de développer ses idées. Mais la direction privilégie peu à peu, au détriment de la promotion de nos idées pour l'action et pour une remontée de l'influence du parti, une conception du Front de gauche comme processus d'alliance électorale et de rapprochement avec Jean-Luc Mélenchon. Celui-ci a certes quitté le PS mais en affichant son attachement à François Mitterrand. Il ne cache pas son objectif : fusionner au sein d'une nouvelle formation sociale-démocrate les composantes du Front de gauche, dans la confusion entre réformistes et révolutionnaires.

2012 : le Front de gauche, niant notre idée de « fronts de luttes », tend à se transformer en machine électorale d'un candidat, promu par le sommet du parti afin de « *ne pas recommencer 2007* » ; il a pourtant ouvert un espoir de changement et poussé le PS à bouger jusqu'au fameux « *mon ennemi c'est la finance* ». Mais il n'a pas su offrir une alternative radicale et crédible à toute la gauche, son candidat portant de moins en moins ce qui dans *L'humain d'abord* était l'apport original des communistes.

2012-2017 : le Parti communiste délègue la prise d'initiatives populaires à Jean-Luc Mélenchon. Hormis l'amorce d'une campagne sur le coût du capital vite abandonnée, notre parti s'efface, malgré les efforts de ses militants sur le terrain : il laisse une place démesurée au PG sur ses listes aux élections successives (européennes, municipales, régionales) et limite son rôle à être un facilitateur de rencontres de sommet, sans bataille sur les contenus.

2017 : la décision du 37ème congrès d'engager une candidate ou un candidat communiste dans la perspective de la présidentielle n'est pas respectée. Le champ est ouvert à Mélenchon. Malgré la forte demande d'autonomie des communistes exprimée très majoritairement en conférence nationale, le PCF s'aligne derrière un candidat au discours de plus en plus populiste et agressif, voire nationaliste, qui préconise des solutions économiques social-démocrates. Et tout cela au prix d'un gâchis inouï de moyens financiers et militants !

Dans ces conditions, après des reculs importants aux élections municipales et régionales, marquées par la perte de nombreuses élues et de nombreux élus communistes, notre résultat aux législatives (2,72 % des exprimés) est le plus mauvais de notre histoire.

En effet, la France Insoumise bénéficiant de l'identification nationale de son candidat à la présidentielle, la concurrence s'est révélée mortifère pour nos candidats dans la très grande majorité des circonscriptions. Nous obtenons cependant 11 députés dont 5 élus dans le cadre des très rares accords de retrait de la FI au premier tour.

Ces résultats ne traduisent pas l'audience réelle du PCF dans le pays, ni les potentialités de reconquête de son influence. Mais ils sont un nouveau facteur d'affaiblissement, de perte de visibilité nationale.

Cet affaiblissement n'est pas une fatalité. Il a pour cause principale des choix politiques initiés par nos principaux dirigeants et obstinément poursuivis malgré les alertes et les échecs.

Ces erreurs ont un lien avec le doute qui s'est installé sur le communisme après la disparition de

l'URSS, semblant consacrer un triomphe définitif du capitalisme. Les enseignements de cette tentative de révolution, qui a ébranlé le monde mais a finalement été défaite, continuent de susciter des débats importants dans le mouvement communiste. Ce qui est certain, c'est que **la disparition de l'URSS nous plaçait, dans les années 90, au défi d'une analyse approfondie et du choix d'une novation communiste**. Au lieu de cela, les directions successives du PCF ont été gagnées par le renoncement, jusqu'à des choix qui ont déstabilisé et déstructuré notre parti, comme l'abandon de la bataille à l'entreprise, et qui ont brouillé le repérage de classe du parti dans la société.

2. Relever les défis de la crise

2.1 - Rassembler pour une issue à la crise du capitalisme financiarisé et mondialisé

Alors qu'une nouvelle catastrophe s'annonce, la crise du capitalisme nous place au défi de rassembler pour ouvrir une issue.

En 2007-2008, c'est une suraccumulation de capitaux matériels et financiers qui est venue à éclater dans l'ensemble des pays capitalistes développés. Après le krach de 2000-2001, en effet, les États et les institutions internationales avaient été mobilisés pour sauver le capital et accroître la rentabilité financière : l'argent des profits, des fonds publics et du crédit a servi à alimenter la flambée des cours et des investissements ; les nouvelles technologies, génératrices d'économies massives de travail humain, ont été monopolisées par les multinationales. La suraccumulation des capitaux a alors été relancée, et a débouché sur la crise financière de 2007-2008. Résultats : un chômage et une surexploitation fortement aggravés, une insuffisance accrue des débouchés amplifiant la guerre économique mondiale, le prélèvement de monstrueuses rentes néocoloniales sur les peuples des pays les moins développés et des risques multipliés d'affrontements armés.

Cette crise a déstabilisé les schémas intellectuels dominants et mis en cause la légitimité du système capitaliste. L'idée qu'il est nécessaire de rompre avec ce système peut grandir : encore faut-il dessiner les chemins d'une telle rupture.

À droite comme chez les socialistes, la réponse à la crise du système a été d'accroître l'intervention publique en faveur des profits et d'un marché prétendument « régulé ».

Pour sortir de la crise, il aurait fallu au contraire une nouvelle intervention publique pour mettre l'argent, les richesses produites et la monnaie créée, au service non pas de la rentabilité du capital, mais du développement de chacune et chacun, de toutes et tous, dans le respect de la planète. L'urgence était de faire reculer la domination du capitalisme mondialisé en faisant progresser, dans les luttes, dans les urnes et dans les institutions, l'exigence d'autres règles, d'autres critères et, en particulier, de pouvoirs décisionnels nouveaux pour les travailleuses et les travailleurs sur tous les choix d'investissement.

Ce défi n'a pas été relevé. La domination des idées de concurrence pour le profit a persisté. La domination des idées social-démocrates sur toute la gauche, insuffisamment combattue, a persisté elle aussi. Tout cela a ouvert la voie à une réaction néolibérale, ultra-réactionnaire et autoritaire ainsi qu'aux populistes qui ont rajouté au désarroi et à la confusion.

Les contradictions entre la logique du capital et les besoins de développement humain nouveaux ont ainsi été accentuées.

Avec la révolution numérique et informationnelle, une nouvelle efficacité économique, fondée sur le développement des capacités humaines et sur le partage des informations, devient possible. Les aspirations aux savoirs et à la créativité sont de plus en plus vives ; la place nouvelle des connaissances dans la société ouvre des possibilités inédites d'émancipation ; mais les multinationales utilisent les gains de productivité pour faire baisser le « coût du travail », précariser les emplois, soumettre les formations à leurs exigences de rentabilité. Les salarié-e-s dont l'emploi est supprimé sont rejeté-e-s dans le chômage.

La révolution démographique, avec l'allongement de la durée de la vie et les besoins de santé et de dignité associés, la possibilité pour les femmes de maîtriser la procréation, les nouvelles

relations qui s'instaurent dans les couples et dans les familles, est porteuse de libertés nouvelles, mais le capitalisme l'utilise pour marchandiser l'ensemble des temps de la vie.

Enfin, l'humanité a aujourd'hui le pouvoir de menacer sa niche écologique : la planète. L'exigence d'expansion du capital met radicalement en cause notre environnement, l'écologie, et met en danger l'espèce humaine.

Nous devons développer en grand le chantier de la compréhension marxiste de ces transformations et de la conquête par les travailleurs comme par les peuples de leur maîtrise sociale et démocratique.

L'un des effets les plus sensibles de la crise est l'aggravation sans précédent des inégalités, au point que se développent des batailles nouvelles pour l'égalité et la solidarité.

2.2 - La revendication d'égalité entre les femmes et les hommes : un mouvement mondial sans précédent et profondément révolutionnaire

La libération de la parole des femmes contre les violences sexistes et sexuelles vient de dénoncer l'illusion d'une « fin de l'Histoire » en matière d'égalité femme-homme. Le droit à disposer de son corps est au cœur d'une lutte féministe décisive partout sur la planète. Le combat pour l'égalité au travail – notamment salaire et déroulement de carrière – comme hors travail, pour le partage des pouvoirs et des rôles, doit être mené avec détermination jusque dans notre organisation.

Les transformations qui bouleversent le monde contemporain donnent à ce combat une portée profondément nouvelle. En finir avec les racines profondes du patriarcat et des discriminations touchant les femmes va de pair avec la perspective d'un dépassement du capitalisme jusqu'à son abolition et à la construction d'une nouvelle civilisation.

2.3 - Face à la progression du racisme et de la xénophobie, des solidarités nouvelles se cherchent

Le racisme et la xénophobie se nourrissent des divisions engendrées par le chômage et par la compétition pour l'accès à l'emploi. Ils s'appuient sur l'ampleur des discriminations, trop fréquentes dans les actions policières, mais aussi sur la négation du droit au travail et au logement, de l'accès aux services publics dans les zones déshéritées, de l'accès au savoir et à la culture. Ils sont utilisés pour organiser la guerre de tous contre tous, à partir des replis identitaires et communautaires qui, pour certaines et certains parmi les plus dominé-e-s, semblent seuls pouvoir répondre aux besoins de protection face aux violences sociales. Ils offrent un terrain à l'instrumentalisation par des groupes sectaires, voire terroristes, des détresses sociales et morales qui frappent trop de jeunes. Nous devons montrer que ces humiliations insupportables, ces formes visibles de l'absence d'égalité réelle dans la République, révèlent l'ampleur et le caractère multidimensionnel des inégalités de classes.

Les politiques migratoires et le traitement indigne des réfugiés en France et en Europe relancent les idées racistes, traduisent la volonté d'une Europe « forteresse ». Elles vont de pair avec l'acceptation des guerres néocoloniales et du pillage des pays dominés qui engendrent des migrations de survie. Elles masquent le refus d'un grand essor des services publics pour répondre aux besoins de toutes les populations au lieu de les opposer.

Mais tout cela suscite des mobilisations et des solidarités nouvelles qui témoignent de potentiels de rapprochement car, comme l'a écrit Marx, « *le travail sous peau blanche ne peut s'émanciper là où le travail sous peau noire est stigmatisé et flétri* ».

Les réponses capitalistes à la crise nourrissent des dérives autoritaires lourdes de danger pour la démocratie, la stabilité du monde et la paix. Il est urgent de reconquérir, individuellement et collectivement, le pouvoir sur nos vies.

La marchandisation effrénée qui réduit les personnes à des choses et à des coûts se heurte à l'aspiration, de plus en plus largement partagée, à l'épanouissement des personnes et à la liberté. La logique capitaliste a de plus en plus besoin, pour s'imposer, d'autoritarisme et de violence.

2.4 - Les luttes de la jeunesse sont symptomatiques des aspirations nouvelles et de la violence à laquelle elles se heurtent

La jeunesse paie très cher les reculs sociaux, démocratiques, culturels imposés par le capital. Elle est lourdement frappée par le chômage. Les jeunes sont obligés de passer par de longs sas de précarité, avant d'espérer accéder à une situation stable leur permettant de se projeter dans l'avenir. Bien que mieux formés que leurs parents, ils et elles vivront probablement moins bien qu'eux. Ils et elles sont victimes de stigmatisation et de discriminations, surtout celles et ceux des quartiers les plus pauvres.

C'est source de détresse, mais aussi, de plus en plus, de révolte et de mobilisation : les lycéennes et les lycéens, les étudiantes et les étudiants contre « Parcoursup » revendiquent leur droit à une formation de haut niveau, les jeunes cheminotes et cheminots, les jeunes salarié-e-s de la fonction publique et dans les entreprises sont souvent en première ligne dans des luttes dures pour les droits, la dignité, les salaires.

*
* *
*

Le capital se nourrit de tout ce qui divise les êtres humains. Chercher ce qui les unit et y travailler activement, c'est combattre l'ordre établi. Conjugons luttes de classes et d'émancipations.

Notre époque est celle d'un conflit violent entre le vieux monde capitaliste, rongé par la surexploitation et le cancer financier, et d'immenses possibilités d'émancipation et de partage qui ouvrent la voie vers une nouvelle civilisation. Un nouveau choc se prépare, plus profond et plus mondial. Tout donne à penser qu'il sera plus violent. Pour affronter ce choc, pour mener cette bataille, nous avons besoin du Parti communiste.

Nous devons nous donner les moyens d'alerter sur la catastrophe qui vient, d'agir, de rassembler et d'éclairer dans l'action sur la nécessité de mettre en cause le capitalisme pour un changement de société et de civilisation. Ouvrons le débat sur ce que peut être une société qui se dégage de sa domination mais ne l'a pas encore dépassée pour l'abolir vraiment, une société qui construit sa transition socialiste vers une civilisation supérieure, le communisme.

Le développement des idées et des propositions communistes, dans la société, au service d'actions et de transformations de portée révolutionnaire, est aujourd'hui un enjeu politique majeur, en France, en Europe et dans le monde. C'est la clé de notre congrès extraordinaire.

3. Le communisme de notre temps : idéal éthique, visée historique, chemin de lutte

Le projet communiste vise une transformation radicale de notre société pour une société de partage des richesses, mais aussi des pouvoirs, des savoirs et des rôles : une société sans classes, sans guerres, dépassant les nations ; une société où exploitation et aliénations sont abolies. En cela le communisme s'oppose radicalement au capitalisme et à son idéologie, le libéralisme.

Le communisme est à la fois l'objectif et le chemin menant à une société dont le but et le moyen deviennent progressivement le développement émancipé de chacune et de chacun, comme personne et en société, ou comme disait Marx comme « individu intégral ». Une société où « le libre développement de chacun devient la condition de libre développement de toutes et tous ».

En ce sens, les luttes immédiates à organiser et les rassemblements à construire doivent contribuer à ouvrir le chemin vers cette nouvelle société. Le communisme est donc inséparable d'objectifs sociaux ambitieux, de pouvoirs et de moyens financiers nouveaux qui dessinent une étape radicale vers le but final.

3.1 - Le communisme à l'ordre du jour

La crise du système capitaliste et ses contradictions d'une profondeur inédite ouvrent une nouvelle période historique. Avec les débuts de la révolution technologique informationnelle, et ses exigences de partage, la perspective d'aller « au-delà » du marché capitaliste prend un caractère plus concret.

Le développement des capacités de chacune et chacun, l'émancipation de la personne dans toutes ses dimensions, devient nécessaire pour le bien commun de toute la société. Cela rencontre les formidables aspirations à l'émancipation personnelle.

Les besoins nouveaux de créativité dans le travail comme dans le débat démocratique poussent en faveur d'une prise de pouvoir par les travailleuses et les travailleurs dans l'entreprise, les citoyennes et les citoyens dans les institutions.

Tout le système de délégation de pouvoir doit être dépassé, comme y invite la crise profonde de la démocratie parlementaire, mais aussi l'étouffement de la créativité des salarié-e-s dans les entreprises par les monopoles de pouvoirs patronaux.

Un dépassement du capitalisme pour l'abolir n'est donc plus seulement une utopie, une idée qu'il s'agirait de formuler sans la mettre en pratique.

C'est un processus de transformation révolutionnaire et démocratique que nous devons chercher à construire par nos propositions et notre projet, et à faire vivre au cœur des luttes sociales et d'idées.

Cela suppose pour les communistes un grand débat sur ce que peut être le dépassement du capitalisme.

Un effort de renouvellement et de novation est en effet devant nous, de même qu'une bataille d'idées est à mener. Car l'idéal communiste, longtemps identifié au grand espoir soulevé dans le monde par la révolution soviétique et l'édification de l'URSS à partir d'une Russie arriérée, a été défiguré par de terribles dérives du système soviétique et a été atteint par son effondrement dans une crise profonde.

3.2 - Un processus révolutionnaire

Le communisme est un processus historique d'abolition réussie du capitalisme, poussant tous les acquis de civilisation de ce système, et supprimant ses maux, vers une nouvelle civilisation. C'est cela le dépassement du capitalisme.

Il s'agit de dépasser l'enfermement de chacune et chacun dans les aliénations d'un travail, d'une consommation et d'une vie sociale dominées par une production au service de la marchandisation et de l'accumulation ; et, en dépassant la soumission des activités à l'accumulation capitaliste, de faire avancer une efficacité sociale pour le droit au bonheur de chacune et chacun.

Cela signifie **une révolution des rapports sociaux de production** :

- une appropriation sociale des moyens de production, d'échange et de financement, de la gestion des entreprises ;
- l'avancée d'une sécurité d'emploi ou de formation, avec des activités de développement des capacités de chacune et chacun, dépassant le salariat capitaliste, vers une société sans classe.

Cela suppose une révolution politique qui, à chaque étape, arrache toujours plus au capital la maîtrise des leviers de pouvoir, notamment ceux de l'État. Cela signifie une transformation ininterrompue des institutions, avec des pouvoirs d'intervention directe, décentralisés, de tous les acteurs sociaux, des citoyennes et des citoyens. Cela permettrait de pousser la démocratie jusqu'au développement de l'autogestion économique et politique.

Dans cette nouvelle civilisation, chacune et chacun aurait tous les moyens effectifs de contribuer à son propre bonheur. Forte de nouvelles valeurs, cette civilisation permettrait l'épanouissement et la créativité de chaque individu et de toutes et tous, ensemble.

L'humanité pourrait mettre un terme à toutes les dominations sociales et à toutes les formes

de discrimination, pour une société d'égalité dans la différence. Elle deviendrait capable de transmettre la Terre aux générations futures, en respectant son intégrité, sa diversité, sa beauté.

3.3 - Porter un projet communiste

Travail, emploi, salaires (marché du travail), services publics, biens communs et développement humain, rôle de l'entreprise et de la production, pouvoirs, institutions politiques, finance et mondialisation : tels sont les chantiers du communisme que nous devons investir immédiatement. Un projet communiste doit comporter des axes de transformation sur tous ces chantiers. Sans constituer un programme, ceux-ci doivent être cohérents pour une transformation effective. Sa configuration doit se modifier au rythme de l'expérience acquise par les luttes pratiques, comme au rythme de l'avancée des connaissances. Il s'agit, au total, d'avancer en pratique en rassemblant largement, malgré les conflits inévitables, les contradictions, les compromis et les incertitudes dans une construction qui puisse changer réellement la société.

Des objectifs sociaux transformateurs

L'emploi au cœur de la transformation sociale : notre proposition de sécurité d'emploi et de formation

Le chômage, la précarité et les « jobs de merde » ne sont pas des fatalités. Prenant appui sur l'aspiration partagée à une formation et à une mobilité choisie, à un travail utile et qui ait du sens, comme sur la nécessité pour la société d'élever le niveau de formation et de qualification pour répondre aux besoins de souplesse et d'adaptabilité de la production moderne, nous voulons avancer vers une sécurité d'emploi et de formation permettant à chacune et chacun de conjuguer mobilité choisie et sécurité accrue de ses revenus et de ses droits. Ce système pleinement réalisé permettrait de supprimer le chômage, de révolutionner le contenu du travail, de dépasser l'opposition travail-hors travail, tout en répondant au besoin de souplesse, de progrès et d'adaptabilité de la production moderne. Il ouvre la voie à une nouvelle organisation des temps de la vie, donnant à toutes et tous plus de temps pour se former, plus de temps à consacrer à sa famille, plus de temps pour la vie sociale. Progresser dans sa construction est inséparable de la défense et de la promotion d'une protection sociale efficace parce que financée à partir des richesses créées dans les entreprises. Des éléments essentiels d'avancées immédiates vers ce projet ont déjà fait l'objet d'une proposition de loi des députés communistes.

La culture et l'émancipation humaine sont au cœur de ce projet. Plus celui-ci va se développer, plus il va appeler à une nouvelle culture, à un dépassement des anciennes cloisons, plus il va nécessiter la participation de chacune et chacun aux activités culturelles et créatrices.

Une nouvelle expansion des services et du secteur publics

Les services publics doivent être une pierre angulaire de la construction d'une nouvelle citoyenneté et de la promotion de biens communs dans tous les domaines. Il s'agit de contester la domination de l'Union européenne par le marché et la concurrence aveugle, pour promouvoir un système de coopération où les services publics rénovés et de nouvelles entreprises publiques joueraient un rôle décisif d'entraînement.

Il est indispensable de promouvoir des entreprises publiques dans les secteurs de la production et des services, visant la réponse efficace aux besoins populaires et la sécurisation de l'emploi et de la formation. Cela implique une transformation profonde des gestions avec de nouveaux critères, une barrière efficace à l'entrée des capitaux privés, des financements émancipés des marchés financiers, des pouvoirs d'intervention des salariés et de concertation avec les usagers, des coopérations très nombreuses et intimes en France, en Europe, dans le monde.

Une refonte écologique et culturelle de la production et de la consommation

Le capitalisme exploite l'humain et les ressources naturelles pour son profit égoïste. La nature devrait être un bien commun de l'humanité tout entière au lieu d'être marchandisée, voire parfois privatisée. Il est le principal responsable de la crise écologique, provoquant pollutions, réfugiés climatiques, famines, difficulté d'accès à l'eau, guerres... Le sort de l'humanité et de la planète sont indissociables : comment protéger les écosystèmes, la biodiversité quand l'humain est en souffrance ?

Notre vision communiste, originale, juge complémentaires développement humain et écologie, sans les opposer. Pour nous, l'enjeu écologique renforce nos combats. Bien loin de les

décentrer, il les élargit. Il confirme qu'il faut vraiment changer le mode de production et de consommation, qu'il faut une véritable révolution. Il faut une révolution dans les rapports sociaux de production, jusqu'aux techniques de production, une révolution de la répartition et de la consommation, et une révolution des pouvoirs et de la culture.

Services publics et entreprises sont au cœur de l'enjeu écologique : service public de l'écologie, mais aussi de la santé ou de la recherche ou du financement, mais aussi entreprises productives, avec de nouveaux critères de gestion (donc de production et de localisation), banques (avec de nouveaux critères d'investissement et de financement). Nous pouvons faire converger des forces du « dedans » et du « dehors » de l'entreprise, à partir du double enjeu social et écologique qui se rejoignent contre la domination du capital, les critères de rentabilité financière, l'austérité et le système de pouvoirs.

De nouvelles conquêtes sociales et écologiques doivent être gagnées par des batailles concrètes sur tous les sujets. Par exemple :

- la bataille pour des relocalisations industrielles, le développement de l'emploi, converge avec celle des circuits courts, pour réduire pollutions et réchauffement climatique ; elle suppose une nouvelle politique industrielle et de services ;
- un plan pour développer un nouveau *mix* énergétique remplaçant les énergies carbonées et associant développement des énergies renouvelables avec la maîtrise publique, sociale et démocratique d'une filière nucléaire sécurisée et renouvelée : s'inscrivant dans une transition énergétique, écologique et non malthusienne, ce plan nécessiterait un grand effort de recherche, d'embauches, de formation, d'investissement et d'innovation sociale ; il serait élaboré avec tous les acteurs sociaux et citoyens ;
- un plan d'urgence contre le réchauffement climatique exige des mesures rapides telles que la gratuité des transports en commun et de s'attaquer au pouvoir de la finance et des actionnaires pour relancer le ferroviaire, fret et voyageurs, avec des dépenses d'infrastructures et pour les entreprises publiques, à l'inverse du démantèlement de la SNCF programmé par Macron.

C'est désormais une bataille idéologique structurante, pour donner à voir la nouvelle société que nous voulons construire.

Des pouvoirs et droits nouveaux

La conquête d'une égalité réelle pour toutes et tous, émancipée des origines assignées, des discriminations liées à l'âge, au genre, à l'orientation sexuelle, à la catégorie sociale, à l'apparence physique, au handicap, doit être instaurée et affirmée en donnant les mêmes droits à chacune et à chacun, dans une égale dignité de participation et d'intervention. La politique des boucs émissaires, des relégations territoriales, de l'incitation au racisme et de la stigmatisation masque les vrais problèmes et les entretient. Cela appelle tout à la fois un effort culturel, un effort démocratique, une justice réaffirmée, une autre police et un nouvel âge des services publics.

La démocratie participative et d'intervention doit devenir un principe actif, un impératif des politiques publiques, avec de réels moyens d'intervention directe des citoyennes et des citoyens. Elle suppose la création de nouveaux pouvoirs, un essor considérable des libertés et la conquête d'une égalité effective, en faisant en sorte que chacun dispose des moyens nécessaires à son accomplissement. Le rôle des salarié-e-s dans l'entreprise et des populations concernées doit prédominer, au lieu du monopole du capital et de ses représentants. Cet enjeu est au cœur de la lutte de classes d'aujourd'hui. Il s'agit de transformer les gestions d'entreprises pour leur faire assumer un but d'efficacité sociale, territoriale et écologique. Il faut aussi de nouvelles institutions permettant l'intervention populaire à tous les niveaux (des collectivités territoriales à l'État) pour une nouvelle République allant de pair avec une nouvelle construction européenne.

Cela implique de permettre à toutes et tous de comprendre le monde pour le transformer, de s'approprier des savoirs complexes et de construire une culture commune de haut niveau grâce à des services publics de l'éducation, de la formation et de la culture renforcés et profondément transformés.

Des moyens financiers

Émanciper société et économie des marchés financiers

L'argent et la monnaie sont l'instrument majeur de la domination du capital sur l'économie et

la société. Un projet communiste doit promouvoir par la lutte un tout autre système de financement. Les marchés financiers, les grands actionnaires et le grand patronat imposent une logique de financement et de gestion qui soumet les entreprises à la domination du capital. Pour imposer une tout autre logique, nous voulons prendre le pouvoir sur l'utilisation de l'argent des entreprises (profits), de l'État (fond publics), des banques (crédit), des assurances (épargne). Au lieu de servir les profits, le coût du capital, l'évasion fiscale, cet argent doit financer les investissements efficaces, l'emploi, la formation, la recherche, l'écologie, l'égalité femmes-hommes, etc. Il doit aussi financer les services publics dans les territoires au lieu de laisser la dette publique sous la coupe des marchés financiers. Cet axe de transformation concerne tous les niveaux d'intervention : régional, national, européen et mondial.

4. Un nouvel internationalisme pour relever le défi de la mondialisation capitaliste

Les communistes français ne peuvent penser leur rôle dans la société sans penser les profonds bouleversements vécus par la planète, sans travailler aux liens de solidarité avec les communistes et les forces progressistes, sans inscrire la lutte pour la paix dans l'exigence d'une autre société.

4.1 - De profonds changements du monde

Ce début de XXI^e siècle est une époque de bouleversements démographiques, écologiques, technologiques, économiques, géopolitiques. Ainsi par exemple le PIB de la Chine est désormais comparable à celui des États-Unis ; l'Afrique pourrait devenir le continent le plus peuplé d'ici la fin du siècle ; en France, un salarié sur deux travaille dans une multinationale.

On assiste à la généralisation et à l'exacerbation des fléaux du système mais aussi à l'apparition de nouveautés radicales et de potentielles transformations d'ensemble :

- le salariat se généralise dans tous les pays et l'humanité se concentre dans les villes, mais avec un chômage massif, une envolée de la précarisation, la mise en concurrence des salariés du monde entier, et l'explosion de nouveaux problèmes écologiques et sanitaires ;
- alors que se poursuit l'industrialisation du monde, le début de la révolution informationnelle s'accompagne d'une domination des entreprises réelles par des capitaux financiers de plus en plus monopolistiques et spéculatifs ;
- le défi climatique mondial, le recul drastique de la biodiversité, les déforestations, l'artificialisation des sols, les maladies liées à l'environnement montent, mais monte aussi une conscience mondiale de ces défis, les potentiels technologiques et les alternatives pratiques pour y faire face ;
- face au cancer financier qui se généralise, la responsabilité des banques, des multinationales, des paradis fiscaux et des organisations mondiales (FMI...) fait l'objet d'une prise de conscience mondiale ;
- partout s'affirme une volonté d'émancipation des individus, hommes et femmes, mais qui peut aussi être dévoyée en un individualisme destructeur des solidarités traditionnelles ;
- la nouvelle situation mondiale porte à la fois des possibilités nouvelles de communication et de partage, une ouverture croissante aux autres nations et à la diversité des cultures, et la mise en cause des protections étatiques traditionnelles, la régression des droits sociaux acquis, l'exacerbation des dominations supranationales ;
- des intégrismes et des conservatismes opposés, occidentaliste, suprémaciste blanc, « islamiste », se développent en même temps que montent des mouvements d'émancipation multiformes.

Après la chute du mur de Berlin et l'échec de l'expérience soviétique, avoir cru qu'il suffisait d'affirmer l'histoire propre du communisme français pour se dégager des conséquences de cet échec était une erreur : un bilan communiste de ce qu'a représenté l'Union soviétique est indis-

pensable pour sortir de la diabolisation construite contre nous par les porte-voix du capital et poursuivre avec ténacité le développement de notre projet original autogestionnaire vers un communisme de notre temps.

4.2 - Affrontement généralisé ou coopération et paix ?

Loin de la « fin de l'histoire », les concurrences inter-impérialistes et les dominations ont été relancées : hyper-marchandisation du monde ; financiarisation massive débouchant sur la domination technologique et commerciale des multinationales ; unilatéralisme américain et renforcement de l'OTAN alors que le monde devenait déjà plus multipolaire.

La crise de 2007-2008, qui a frappé les seuls pays capitalistes développés, a fragilisé l'image du capitalisme et la position d'hégémonie mondiale des États-Unis.

Face à cela, l'impérialisme américain utilise de façon de plus en plus agressive le dollar, son avance technologique informationnelle, son poids économique et son potentiel militaire, pour relancer son hégémonie.

Des phénomènes de fond s'y opposent :

la révolution informationnelle accentue les contradictions entre développement des forces productives et rapports sociaux de production ;

les institutions politiques, financières, culturelles et politiques qui assuraient jusqu'ici l'hégémonie mondiale du capital sont ébranlées car elles deviennent incapables de canaliser le mécontentement des peuples. De nouvelles organisations émergent, dans une recherche d'émancipation vis-à-vis des tutelles américaine voire occidentale (BRICS - Organisation de coopération de Shanghai - COP, etc.). Un nouveau type de multilatéralisme se cherche, à travers des ententes zonales contre l'unilatéralisme et le protectionnisme américain ;

Avec l'arrivée de Trump au pouvoir, s'est ouverte une nouvelle phase de la contre-offensive des États-Unis. Elle se heurte cependant à des résistances diverses sur tous les continents.

La Chine et l'Europe, la Russie, à des titres différents, sont particulièrement mises au défi.

Pour les communistes, il s'agit de construire un nouvel internationalisme capable d'opposer des réponses de coopération à ces logiques. Il s'agit de faire vivre en toutes circonstances nos valeurs anti-impérialistes, de paix et de solidarité.

Un axe de bataille essentiel est que la France sorte de l'OTAN et qu'elle joue un rôle moteur en Europe et dans le monde pour un rapprochement, une nouvelle alliance, avec les pays en développement et émergents (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Mexique, Turquie, etc.). La Chine, immense pays en état de contester le leadership mondial des États-Unis, mérite une analyse conséquente et sans *a priori*, d'autant qu'il est dirigé par un Parti communiste se réclamant du marxisme.

L'action contre les guerres, pour le désarmement et pour la paix, qu'il faut décider d'amplifier, doit aller de pair avec l'action contre l'insécurité sociale et économique. Dans ce but, il s'agit de transformer radicalement les institutions internationales et de contribuer à l'avènement d'un instrument monétaire de coopération mondiale alternatif au dollar. Cela répond aux attentes de nombreux pays.

Il faut donner une place bien plus grande à la dimension internationale de notre action et à notre apport à une autre mondialisation. Le conseil national et les communistes doivent être régulièrement saisis de l'analyse de la situation internationale, informés des débats au sein du PGE, des relations avec les partis communistes et progressistes. Celles-ci doivent être développées dans une démarche d'écoute, de respect mutuel et de solidarité. La situation nécessite une nouvelle capacité d'initiative de notre parti en Europe et dans le monde pour des actions communes.

4.3 - Une autre construction européenne

Il faut en finir avec la construction européenne actuelle conçue au service de la domination du capital, avec en son cœur la BCE soutenant les marchés financiers, les multinationales et les grands capitaux monopolistes. Loin de la promesse d'une Europe de coopération et d'unité des peuples, on lui doit un chômage colossal, la désindustrialisation, l'agriculture familiale sacrifiée, la mise en cause des services publics et l'austérité généralisée, l'autoritarisme, le martyr du

peuple grec, une fragmentation entre le nord et le sud, des fractures internes à chaque pays. On lui doit aussi la montée des populismes et de l'extrême droite, jusqu'à des positions de pouvoir comme en Italie, une domination renforcée des États-Unis et du dollar. Il n'est donc pas étonnant qu'elle concentre la colère populaire comme en a témoigné le résultat du référendum de 2005. Notre responsabilité est de donner une perspective à cette colère.

Nous sommes toutes et tous d'accord là-dessus. Mais nous avons des différences sur la façon d'en finir avec cette construction.

Un choix a prévalu depuis plusieurs congrès : transformer radicalement l'Union européenne et ses traités ; agir pour une refondation de la construction européenne avec des propositions alternatives. Il s'est agi de se situer sur le terrain européen et de se saisir de l'aspiration à une construction européenne, tout en considérant que le terrain national est fondamental et que ce sont bien les exigences du capital qui modèlent la construction européenne.

Des camarades pensent qu'on ne peut pas la transformer et qu'il faut affirmer le droit pour chaque nation de désobéir aux traités jusqu'à sortir de l'Union européenne si nécessaire pour respecter la souveraineté populaire. Ils et elles considèrent qu'il faut rendre caduques les institutions européennes, afin de construire un autre modèle de coopération en Europe et dans le monde, libéré des outils institutionnels que se sont donnés les fondateurs de l'Union européenne faite par et pour le capital. La nation reste pour ces camarades le terrain privilégié de la lutte des classes.

De fait, la position du PCF a profondément évolué durant les années 90 et depuis. Mais ces choix ont été faits sans un débat suffisamment large, et la bataille tenace qu'ils appelaient n'a pas été véritablement menée.

Cela souligne l'insuffisance grave du travail collectif qui aurait dû être initié par les directions nationales successives en même temps que leur incapacité à prendre des initiatives d'action sur ces enjeux.

Pourtant, l'actualité en fait chaque jour la démonstration, la responsabilité des pays européens est devenue considérable pour une véritable coopération mondiale de co-développement avec les pays pauvres, les émergents et pour la paix.

Nous refusons de céder aux sirènes du fédéralisme. Nous combattons la fuite en avant dans l'intégration renforcée sous la houlette du duo Merkel-Macron. Nous refusons une Europe forcée. Une autre construction européenne est nécessaire, face à l'agressivité de l'impérial-libéralisme des États-Unis, pour relever des défis colossaux : le chômage, la concurrence exacerbée, la dictature du dollar et de la finance mondiale, le réchauffement climatique, le recul de la biodiversité, les migrations de survie massives, les fractures sociales et territoriales, la paix... C'est indispensable pour contrecarrer les pertes de souveraineté effectives engendrées par la mondialisation capitaliste, promouvoir les nations de façon ouverte dans l'égalité et le respect de leur diversité.

Si nous ne pourrions sans doute pas trancher ces questions au prochain congrès, il est indispensable de les instruire et de les confronter à la réalité de grandes batailles populaires permettant à la fois de porter la colère et de remporter des victoires.

Battons-nous, en France, en Europe, avec les forces progressistes, avec les partis communistes :

- pour mobiliser la monnaie au service de l'emploi, des services et biens publics et de la protection sociale, et donc pour un autre rôle de la BCE ;
- contre la concurrence destructrice et pour de nouvelles coopérations solidaires entre nations souveraines égales et respectées ;
- contre la militarisation du bloc européen accélérant la course folle vers des conflits majeurs ;
- pour d'autres traités permettant des coopérations solidaires entre nations égales et peuples souverains.

Nous voulons changer l'Europe pour une autre mondialisation.

5. Pour une nouvelle stratégie de rassemblement et d'unité populaire

L'échec du Front de gauche met en cause une conception stratégique du rassemblement, de la relation aux luttes, à la bataille d'idée et à notre visée, ainsi que d'une pratique politique. L'entente au sommet, limitée à un plus petit dénominateur commun, a pris le pas sur tout le reste, renouvelant en cela les travers d'expériences antérieures.

Notre projet est démocratique et révolutionnaire. Il faut donc un rassemblement majoritaire, dont le contenu soit à la hauteur pour transformer réellement l'ordre existant dans la société, les entreprises et les institutions : c'est la stratégie du PCF.

Elle implique de mener le débat en permanence, aussi bien avec les partenaires de constructions unitaires, qu'avec les travailleuses et les travailleurs, les citoyennes et les citoyens.

Notre stratégie exige en permanence d'évaluer, jusqu'à les réajuster, en quoi nos initiatives dans les luttes et notre action dans les institutions contribuent à avancer vers nos objectifs. Aussi importantes soient-elles, les élections ne sont qu'un moment de l'activité révolutionnaire des communistes. Et l'entente sur un programme ne peut être qu'un levier.

5.1 - Les bases sociales du rassemblement

Une unité populaire est possible. Elle reste toutefois à construire, d'autant plus que le ressenti des fractures et divisions a progressé. L'unification du salariat est décisive. Tout le salariat est aujourd'hui pris dans un rapport d'exploitation, des ouvrières et ouvriers sans-papiers jusqu'aux intellectuel·le·s prolétarisé·e·s. Bien loin d'être une forme d'indépendance, l'ubérisation apparaît de plus en plus comme un rapport d'exploitation. Les travailleuses indépendantes et les travailleurs indépendants sont pris dans cette même logique, qui met en péril les petites entreprises et leurs atouts humains. Le monde du travail et de la création dans sa grande diversité (de la classe ouvrière aux cadres, avec ou sans statut spécifique, des infirmiers et infirmières aux enseignantes et enseignants jusqu'aux chercheuses et chercheurs, des chômeuses et chômeurs aux précaires, des jeunes aux retraité·e·s, des artistes aux artisans, jusqu'aux petits paysans) a fondamentalement des intérêts communs : faire reculer la domination du capital financier. Cela s'exprime par une protestation commune grandissante contre le chômage, la précarisation, les bas salaires, les risques de déclassement et l'aliénation au travail. Cela s'exprime aussi par des aspirations à la formation tout au long de la vie, à la maîtrise du sens de son travail, au partage des responsabilités jusqu'à l'intervention dans la gestion, à la maîtrise des trajectoires personnelles, à la réduction du temps de travail pour le développement de soi et pour une meilleure vie hors travail.

Le progrès de ces facteurs communs est une menace pour le grand patronat, pour sa conception de l'entreprise. Pour appuyer les dirigeants, Macron engage toute la force de l'État avec ses réformes réactionnaires. Ils s'emploient à récupérer la sensibilité des salarié·e·s qualifié·e·s aux enjeux de compétitivité, de modernisation, d'efficacité et de financement, tout en jouant sur la sensibilité des couches urbaines aux enjeux écologiques. Ils cherchent à les intégrer dans un rassemblement qui sacrifierait les ouvrières et les ouvriers, les couches populaires, les chômeuses et les chômeurs.

En même temps, ils cherchent à couper les revendications sociales d'autres luttes aux potentiels émancipateurs considérables : les luttes des femmes, des jeunes, des travailleuses étrangères et des travailleurs étrangers, ainsi que celles concernant les identités ou encore l'écologie.

À l'opposé de ce travail de division, il s'agit de faire prendre conscience à toutes et tous du fait qu'ils et elles s'affrontent à la même logique, au même adversaire et combien leurs aspirations propres à s'accomplir ont en commun un double besoin : des services publics de qualité sur tout le territoire et une sécurité d'emploi, de formation et de revenus.

Les dominations – genre, générations, capitalisme, racisme... - se renforcent entre elles. Les luttes contre ces dominations peuvent s'épauler pour une émancipation commune.

C'est tout cela, la base sociale du rassemblement que nous voulons.

5.2 - Le rôle irremplaçable du Parti communiste

Il faut viser des objectifs sociaux audacieux, travailler sans cesse les contradictions pour faire grandir la conscience de la nécessité, pour les réaliser, de bouleverser la logique du système, aussi bien en ce qui concerne les moyens financiers que les pouvoirs institutionnels. Qui d'autre que le Parti communiste peut assumer ce rôle, alors que les idées dominantes pèsent tant, jusque chez tous nos partenaires de gauche ? La conception de l'entente qui a prévalu s'est opposée jusqu'ici à tout cela et a conduit à notre effacement.

Nous prêtons une grande attention à ce que les luttes expriment comme besoin de société nouvelle, comme aux difficultés du mouvement social et à ses contradictions. Pour contribuer à leur dépassement, nous développons un corps d'idées et de propositions qui, avec l'apport du marxisme vivant, permettent de ne pas subir l'hégémonie des idées dominantes, de les bousculer et d'apporter des réponses efficaces aux problèmes posés. C'est essentiel pour faire bouger les rapports de force, jusqu'à des changements dans les institutions en lien avec les élections et avec les luttes.

5.3 - Être présents avec nos propres candidats à toutes les élections

Il est essentiel d'être présents avec nos propres candidats à toutes les élections. Notre ambition est d'avoir, en renforçant l'influence de nos idées, le plus d'élu·e·s possible, à tous les niveaux. Ils et elles agissent au service des travailleurs et de leurs familles, et pour faire bouger la situation. L'élection présidentielle, dont nous combattons le principe, est cependant un moment structurant de la vie politique. Elle est l'occasion pour chaque formation de mettre en débat son projet et ses idées. **Le parti doit travailler à créer les conditions d'une candidature communiste à l'élection présidentielle de 2022.**

Les élections européennes de 2019 portent sur des enjeux majeurs et sont une étape de la recomposition politique en cours. L'enfermement du débat dans la fausse alternative « pour ou contre l'Europe » est mortifère pour nos combats de classe. Un nouvel effacement du parti et de ses idées au nom du rassemblement derrière une possible tête de liste issue d'une autre formation politique aurait de graves conséquences aux élections municipales. **Menons la bataille sur nos idées et construisons une liste de large rassemblement initiée et conduite par le PCF.**

5.4 - La recomposition politique

L'élection présidentielle de 2017 a déclenché une recomposition politique d'ampleur. Macron arrive à faire passer des dispositions dont le grand patronat rêve depuis longtemps. Il ne serait, prétend-il, ni de droite ni de gauche, et le seul à prendre à bras le corps les enjeux de modernité. Il n'y aurait pas d'alternative. Il utilise comme repoussoirs l'extrême-droite d'un côté et Jean-Luc Mélenchon de l'autre. Il le peut d'autant mieux que, à droite, et plus encore à gauche avec l'effacement de notre parti, nul ne lui oppose des contre-propositions à la hauteur des défis du XXI^e siècle.

Il nous appartient de dissiper les illusions : on ne peut sortir le pays de la crise sans mettre en cause la dictature capitaliste de la rentabilité, en luttant pour prendre le pouvoir sur l'utilisation de l'argent. De nombreux exemples actuels permettent d'en faire la démonstration : Ehpad, hôpitaux, délocalisations, Alstom, SNCF, écologie, collectivités territoriales, etc.

Pour l'heure, il y a des différences importantes à gauche : il est de la responsabilité du PCF d'en expliciter publiquement les termes pour chercher à les dépasser.

Le paysage à gauche est dévasté. Le PS, très affaibli, reste incapable de se dégager du social-libéralisme et de faire un bilan critique du quinquennat Hollande. Des socialistes cherchent à reconstruire un pôle social-démocrate. Le mouvement écologiste est en crise. France Insoumise canalise une partie de l'électorat de gauche, mais l'isole dans l'impasse de l'électoratisme, dans une posture protestataire qui cherche un contrôle sur le mouvement social sans respect pour ses priorités revendicatives et son besoin d'indépendance. Le risque est réel que cette posture conduite à des options populistes voire nationalistes. Une parole, forte en apparence, peut masquer des options très réformistes. Déclarer que la gestion de l'entreprise est l'affaire des seuls patrons évacue la dimension de classe du combat.

La démarche communiste doit se déployer dans trois directions : construction politique, bataille d'idées et luttes sociales.

5.5 - Une union populaire et politique agissante

Il faut marcher sur deux jambes : luttes et constructions politiques. Cela exige des initiatives autonomes du PCF politisant les luttes, avec la constante ouverture au débat d'idées, et dans le même temps la formulation d'une proposition stratégique à toute la gauche pour ouvrir une perspective vraiment alternative à Macron.

Les communistes doivent travailler en permanence au rassemblement le plus large de toutes les couches salariales et populaires, à développer la conscience des contenus et conditions des changements nécessaires, et à créer les conditions de l'union des forces de progrès. Celle-ci n'est pas un but en soi : elle est un moyen pour la mise en œuvre de choix politiques nouveaux. Il s'agit de construire une union populaire et politique agissante pour sortir de la crise.

Dans un cadre de rassemblement politique, il nous faut continuer à mener des campagnes autonomes afin de faire progresser le rapport de forces en faveur de nos idées.

Il nous faut tendre la main et mettre au défi toutes les forces politiques de gauche, sans partenaire privilégié *a priori*, sur les réponses aux questions précises posées par les luttes.

S'attaquer à la domination du capital est décisif. Mais l'idée que ce n'est pas une question politique prédomine, de même que prédomine dans notre peuple, y compris à gauche, l'idée qu'on pourrait se contenter de s'y adapter. C'est l'obstacle majeur auquel notre parti doit s'attaquer. C'est décisif pour réorienter notre stratégie et l'ancrer.

5.6 - La bataille d'idées

On ne peut plus commencer par la recherche d'entente au sommet, en y soumettant des « campagnes communes ». Cette façon de décréter une unité par le haut corsète l'initiative d'action et de proposition du PCF. Elle rabaisse le niveau des exigences et le besoin de cohérence à partager le plus largement pour gagner.

Aussi, outre les fronts que les luttes et l'actualité imposent, **nous proposons que le congrès décide d'une campagne permanente sur le coût du capital**. Nous voulons faire grandir la contestation radicale des critères de rentabilité imposés par le patronat, les actionnaires, les banques et les marchés financiers, en leur opposant le besoin une autre utilisation de l'argent pour l'emploi, la formation, la création de richesses dans les territoires, la satisfaction des revendications sociales et des besoins écologiques. Jugée nécessaire par une écrasante majorité de communistes, cette campagne serait transversale à nos différentes batailles communistes, sociales comme sociétales, et les renforcerait.

De telles batailles dans une stratégie du PCF comme vecteur du rassemblement et de l'unité populaire contribueraient à construire le socle nécessaire au redressement de notre influence et de nos forces organisées. Elles doivent permettre de mobiliser conjointement militantes et militants, à l'entreprise et dans les localités, et élu·e·s communistes, dans la diversité de leurs rôles respectifs et des moments politiques.

5.7 - De nouvelles relations avec le mouvement social

Nos rapports avec le mouvement social (syndicalisme, associations, mobilisations écologistes, ZAD, Nuits debout...) doivent être repensés. Il part de revendications concrètes pour la satisfaction desquelles il réclame des pouvoirs d'intervention, dans une dimension non-délégataire qui lui fait refuser de se couler dans le jeu des alternances politiques.

Le PCF se propose, lui, de faire reculer l'étatisme, la délégation de pouvoir. Il veut s'inscrire dans la construction d'une véritable alternative aux formes politiques du libéralisme en crise. Il lui est donc nécessaire et possible de construire de nouvelles relations avec le mouvement social, syndical, associatif. La recherche d'alternative serait impuissante sans jonction avec celles et ceux qui luttent sur des objectifs concrets. Et se pose, aux composantes du mouvement social, la question de relier leurs luttes à la visée d'une alternative d'ensemble sans laquelle elles ne peuvent pas déboucher sur des victoires durables.

6. Pour un Parti communiste utile, agissant, audacieux et novateur, internationaliste et révolutionnaire

Il y a besoin d'un parti révolutionnaire. Ce parti ne peut s'en tenir au soutien des luttes et à faire écho à la protestation contre le néo-libéralisme. Il doit contribuer à ouvrir les perspectives politiques dont les luttes ont besoin pour gagner durablement. Il doit organiser et travailler cela dans la continuité, développer en son sein éducation populaire, élaboration théorique et échanges.

La rupture mal conduite avec la conception d'un « parti guide » nous a conduit à abandonner l'ambition **d'être à l'avant-garde des luttes et des idées, de jouer le rôle actif d'éclaireur qui devrait être le nôtre.** Cela a conduit à la suppression de ce qui faisait la force de notre organisation, particulièrement le parti à l'entreprise, et à un relativisme théorique éclectique au détriment d'un marxisme vivant et ouvert sur les grands débats d'idées.

De nombreux travaux ont été menés dans le parti pour analyser, comprendre la situation contemporaine, ses différents aspects, ses contradictions, son aggravation et formuler des propositions. Mais les directions nationales successives n'ont pas su ou voulu créer les conditions de la réflexion collective des communistes pour qu'ils et elles s'approprient ces travaux et les enrichissent. Sous prétexte de faciliter un rassemblement *a minima*, la direction n'a jamais cherché à faire le travail de simplification populaire de nos propositions dans le débat public avec des initiatives d'action capables de rassembler.

Nos propositions n'ont quasiment servi que dans les textes de congrès et, très peu, dans les campagnes électorales. Cela n'est-il pas à la racine de la perte de visibilité et de crédibilité du parti ? Nombre de camarades ont tiré la sonnette d'alarme, à différents moments.

Aujourd'hui, Macron aurait-il autant d'espace pour imposer des réformes qui ont toutes pour pivot la baisse du « coût du travail » si le Parti communiste avait mené dans la durée une campagne sur le coût du capital ?

Ce congrès doit permettre de redonner à notre parti une grande ambition révolutionnaire et de redéfinir son rôle.

Le mouvement populaire et l'intervention citoyenne, aussi essentiels qu'ils soient, ne sont pas spontanément transformateurs, pas plus que le communisme ne se développe naturellement dans la société. Défendre les avancées sociales menacées, contester le partage des richesses ne conduit pas spontanément à mettre en cause les pouvoirs patronaux et du capital.

Ainsi, la création de la Sécurité Sociale, innovation sociale majeure qui a donné un avant-goût de communisme, n'est pas tombée du ciel. Elle a été le produit d'une jonction entre des luttes considérables et une idée révolutionnaire, traduite par les communistes dans les institutions après la Libération.

Pour rendre majoritaire l'exigence d'autres choix, il faut avancer des idées originales capables de faire reculer l'emprise des idées dominantes. Il faut avancer sur des solutions transformatrices à la hauteur du défi de transformation posé par la crise. Confrontons nos propositions avec les autres forces politiques de gauche, agissons pour que les luttes s'en emparent.

L'identité du PCF, dans le combat de classe de notre temps, est indissociablement démocratique et révolutionnaire.

Notre action doit avoir une double dimension : contribuer au rassemblement pour faire reculer Macron jusqu'à créer les conditions d'une politique alternative et, inséparablement, favoriser l'avancée vers un dépassement du capitalisme.

L'expérience montre qu'il ne suffit pas de faire adopter en congrès un relevé de décisions détaillé, voué à rester inappliqué. Il revient au congrès de définir une conception du parti et une orientation d'organisation. C'est le nouveau Conseil National qui doit être chargé de la mise au point de décisions précises en inscrivant ces questions à son ordre du jour. Il faudra examiner

les transformations éventuelles de nos statuts que ces transformations appellent à partir d'un bilan d'expérience, en vue du 39^{ème} congrès.

6.1 - Relancer l'organisation du parti à l'entreprise

Portons le combat jusqu'au cœur du système capitaliste : les entreprises et les banques. Il faut relancer l'organisation du parti à l'entreprise. Ce terrain a été abandonné. Le 37^{ème} congrès avait même décidé d'un conseil national sur cette question. Il n'a jamais eu lieu.

Pourtant l'entreprise est un lieu décisif de la lutte de classes. Lieu de pouvoir sur l'économie, la société et la vie quotidienne, c'est aussi un lieu où le patronat peut imposer ses idées. Un lieu où se forge un vécu d'expériences et des mentalités sur lesquelles peuvent s'imposer les idées dominantes comme se construire une conscience de classe.

C'est si vrai que les gouvernements successifs, dans le sillage du Medef, n'ont cessé de faire de l'entreprise la pièce centrale de leur politique, cherchant ce que Hollande a pu qualifier de « compromis historique » de soumission des salariés et de la société aux objectifs patronaux. Avec Macron, ce chantier prend une bien plus grande ampleur en visant une destruction sans précédent des acquis sociaux, tout en cherchant à intégrer le plus possible le salariat à ses choix politiques à partir de l'entreprise.

Pour libérer la politique de la dictature du marché, il faut une appropriation sociale effective des entreprises et des banques, et de toutes les institutions qui leur sont liées. De même que nous n'entendons pas déléguer la politique et l'intérêt général au sommet de l'État, nous devons refuser de déléguer la gestion des entreprises, avec la production des richesses, aux capitalistes. La séparation entre l'économie et la politique est au cœur du capitalisme et de ses aliénations. Nous voulons la dépasser.

Il est donc vital de relancer réellement, sans se contenter de promesses de congrès, la vie du parti et le combat organisé si indispensables dans les entreprises et autour d'elles. C'est aussi la condition pour faire progresser une conscience de classe et une unité politique du salariat dans sa diversité, sur l'ensemble des enjeux qui le concerne, dans l'entreprise comme dans la cité.

6.2 - Faire vivre les batailles politiques dans les territoires

Sur les territoires aussi, le Parti communiste doit s'investir dans des luttes locales immédiates, tout en cherchant à faire progresser les idées de changement de politique et de société. Ainsi au travers de la défense des différents services publics si nécessaires aux populations, nous pouvons faire percevoir les enjeux nationaux et politiques des décisions locales. À nous d'expliquer qu'elles résultent d'une logique politique : réduire coûte que coûte les dépenses publiques et sociales, tout en épargnant les gâchis capitalistes source des déficits et des dettes publiques, livrer des pans entiers de l'activité humaine au marché et aux profits capitalistes. Nous pouvons à partir de ces luttes locales porter des propositions pour une autre logique que celle du taux de profit.

6.3 - Les élu-e-s

L'existence du parti et de son organisation sont essentielles pour faire vivre de telles batailles dans la proximité. Le rôle des élu-e-s est précieux pour les crédibiliser et leur donner de la visibilité, pour accéder à des informations indispensables, pour porter ces combats jusque dans les lieux de pouvoirs institutionnels, dont il faut utiliser tous les leviers d'action tout en montrant les limites. C'est ensemble, militantes et militants, élues et élus, que nous pouvons créer les rapports de force permettant d'arracher les moyens d'une vie digne pour tout un chacun.

L'enjeu aujourd'hui pour notre parti est de permettre d'avancer vers une démocratie participative et d'intervention, ouvrant ainsi la voie à la construction progressive d'une démocratie autogestionnaire.

6.4 - La formation

La formation des militantes et des militants est une demande très forte. Son développement est une nécessité absolue. Elle exige un nouvel effort méthodique et suivi de réorganisation à tous les niveaux de responsabilité à partir des apports du marxisme vivant. Il s'agit non seulement de permettre aux communistes de se les approprier, mais aussi de pouvoir être actrices et acteurs de l'élaboration de nos avancées et propositions.

Partant du rôle fondamental de la lutte de classes dans l'histoire, et du rôle du capital, l'analyse critique de Marx, dépassant le socialisme dit utopique, a posé les bases d'une vision beaucoup plus rigoureuse du socialisme et du communisme. C'est à partir de cette analyse qu'il a montré la nécessité de l'existence de partis communistes et d'une Internationale. Aujourd'hui, ni sclérose dogmatique ni éclectisme confondu avec ouverture, il faut encourager le travail de création théorique en liaison avec les luttes et expériences, avec l'ambition d'une nouvelle hégémonie culturelle sur la gauche et dans la société.

6.5 - Travailler à une nouvelle organisation du parti et à son renforcement

Pour tout cela il nous faut analyser lucidement le fonctionnement du parti. Depuis 2012, nous assistons à une dérive présidentialiste dans le parti lui-même, qui dessaisit les instances de direction et les communistes de toute maîtrise réelle sur les décisions engageant l'avenir du parti. La disparition de l'élection du secrétaire national par le CN au bénéfice du congrès a participé de cette présidentialisation.

Il est vital de travailler vraiment à une nouvelle organisation de notre parti et à son renforcement.

Revalorisons le rôle, les moyens et la souveraineté des **organisations de proximité** (territoires et entreprises). L'abandon des **cellules** a en effet gravement appauvri la vie démocratique du parti et affaibli son ancrage de terrain. Cela a contribué à réduire les capacités d'action des sections et diminué le nombre de camarades participant aux débats et initiatives. À partir de nos forces existantes et de leur renforcement, nous devons viser une nouvelle efficacité pour l'action, renforcer notre ancrage social mis à mal et rechercher une liaison avec ce qui émerge de neuf dans la société.

Les **sections** doivent être conçues pour le développement de leur vie politique et la prise de décision d'action, bien au-delà des AG de section.

Les **fédérations** départementales sont essentielles. Elles doivent permettre l'échange, la prise de décisions, l'action coordonnées sur un même département et l'appui aux sections.

Sans affaiblir le **niveau départemental** et sans le « coiffer », il est nécessaire de donner au **niveau régional** un rôle à la hauteur des responsabilités du parti.

Le principe de **réseaux, thématiques ou d'entreprise**, dans le PCF, a été acté depuis plusieurs années. Beaucoup de communistes y sont investi-e-s. Ne faut-il pas, pour concevoir un développement efficace au regard des objectifs du parti, procéder à une évaluation sous la responsabilité du CN ?

Une restructuration de notre organisation demande un effort tenace et intense. Pour progresser, les maîtres-mots devraient être recensement des expériences et des potentiels, expérimentation de nouvelles manières de faire, évaluation, mutualisation et formation. Et ce à tous les niveaux, de la cellule au conseil national, en passant par les sections et fédérations. La direction nationale doit en assumer un rôle d'impulsion et de suivi dans la durée.

6.6 - Renouveler nos directions et leur fonctionnement

Nous avons besoin de directions qui travaillent, construisent collectivement une ligne politique et l'incarnent, dans le parti et dans la société. Nous nous donnons comme objectif de transformer la manière dont nous choisissons nos directions et leur pratique de travail pour :

- Permettre à des milliers de femmes et d'hommes, notamment issus des milieux populaires,

de zones rurales comme de grandes agglomérations, de prendre des responsabilités militantes et électives ;

- Rendre possible la pleine implication de camarades salarié·e·s dans le travail de direction ;
- Rendre possible un travail collectif soutenu et efficace, quelles que soient les différences de culture et d'expérience politique ;
- Articuler le développement du débat démocratique interne à tous les niveaux, la liberté de chaque communiste avec la mise en œuvre des décisions du parti ;
- Rendre possible une véritable égalité entre les femmes et les hommes dans les directions : non seulement une composition à parité, mais une égale possibilité d'intervention.

Le congrès précédent avait pris des décisions en ce sens (désignation d'une équipe de porte-paroles, à parité, chargés de faire entendre la voix du PCF dans les médias ; organisation d'un service de garde d'enfants pour toutes les réunions importantes des directions...). Il est incompréhensible qu'elles n'aient jamais été mises en œuvre.

Le **conseil national**, élu par le congrès, est la seule instance de direction nationale. Il doit pouvoir assumer pleinement cette responsabilité. Le CEN doit servir à préparer ses décisions et en impulser la mise en œuvre en liaison avec l'actualité, et non se substituer à lui. Le CN doit pouvoir décider de ses ordres du jour et faire très régulièrement le bilan de l'application de ses décisions. Il doit être tourné vers la réorganisation et le renforcement du parti.

6.7 - Partage d'informations, communication et bataille pour L'Humanité

Les nouvelles technologies sont un outil d'efficacité, d'initiative, de transmission de l'information, de concertation. Il faut se garder d'en faire un moyen de centralisation du pouvoir, travailler à des formations permettant à chaque communiste d'y accéder et combattre ainsi la fracture numérique au sein même de notre parti. Ces moyens technologiques aident au travail militant mais ne remplacent pas les débats nécessaires dans les organisations territoriales et d'entreprises.

Communistes devrait devenir un support ouvert de partage d'informations et d'expériences, au lieu d'être seulement conçu comme un bulletin de la direction.

L'Humanité : l'existence du journal de création communiste est menacée. Par-delà les débats de contenu ponctuels et critiques, le journal demeure quotidiennement le vecteur des idées de progrès, des valeurs et des combats communistes dans le pays et dans le monde. Les sorts de *L'Humanité* et du PCF sont liés. Les communistes financent, vendent, diffusent et promeuvent *L'Huma*. Ils et elles la lisent quotidiennement. Elle est parfois le poumon du parti. Il faut qu'ils et elles puissent mieux s'en sentir partie prenante. Cela demandera très probablement de trouver les voies de nouveaux liens entre *L'Humanité* et les communistes, permettant de renforcer les deux, en toute indépendance journalistique.

Le contenu de la communication nationale du parti est très critiqué. En liaison avec des décisions de réorientation politique, nos moyens de communication doivent en particulier être des outils au service de la bataille d'idées précise sur nos propositions et permettre une identification du parti.

*
* *

Donnons-nous quatre grandes priorités immédiates :

- recenser, structurer et développer nos forces dans les entreprises ;
- faire de notre parti une organisation féministe exemplaire ;
- redevenir attractif pour la jeunesse et donner, avec les moyens et l'aide nécessaires, dans le respect de leur autonomie, un nouvel élan aux organisations des jeunes et des étudiantes et étudiants communistes ;
- prendre des initiatives pour contribuer à organiser un réseau international de forces révolutionnaires pour une bataille internationaliste visant une autre mondialisation (paix, économie, climat, migrations ...).

Tout cela représente des transformations importantes de notre parti.

Pour changer cette société, le parti doit permettre l'intervention politique des travailleuses, des travailleurs, comme de toutes celles et de tous ceux qui en sont exclus, dans la proximité comme au plan national et international. Cela demandera un effort acharné. Mais vie politique de proximité, formation et accès aux responsabilités sont indispensables pour, dans un même mouvement, repolitiser, répondre à la crise de la politique et commencer à engager des transformations de portée révolutionnaire.

Nous faisons le choix du communisme

Le monde a besoin de révolution. Il a besoin d'idées communistes, d'un manifeste communiste pour le XXI^e siècle. Notre peuple a besoin d'un Parti communiste, riche de l'engagement et de la diversité des hommes et des femmes qui y militent, d'un Parti communiste rassemblé dans l'action pour ce qui est sa raison d'être : dépasser le capitalisme jusqu'à son abolition, jusqu'à la construction d'une nouvelle civilisation libérée de l'exploitation et de toutes les oppressions.

*« Un jour pourtant un jour viendra couleur d'orange
Un jour de palme un jour de feuillages au front
Un jour d'épaule nue où les gens s'aimeront
Un jour comme un oiseau sur la plus haute branche »*

Aragon

Liste des 300 signataires validant le dépôt du texte selon les conditions statutaires

AGNOLETTI Simon (59), ANCONA Albert (66) ; ANDRÉANI Caroline (93) ; APOURCEAU-POLY Cathy (62) ; ARMAND Jean-Paul (71) ; BAGNIS Roland (26) ; BALLUT Paule (92) ; BARAN Françoise (75) ; BARBAGELATA Pierre (83) ; BARBAZANGE Paul (34) ; BARDOT Michelle (67) ; BARRE Corinne (94) ; BASIN Luc (26) ; BASSET Jean-Pierre (26) ; BASTIEN Roger (62) ; BATTLE Catherine (93) ; BEAUCHAMP Charles (59) ; BECCO Michel (83) ; BELLAL Amar (35) ; BENAZOUZ Kamel (62) ; BENOÎT Floriane (38) ; BERNARD Gilbert (17) ; BERNARDI Jean-Marie (83) ; BESSIERE Jacques (17) ; BIDAULT Jean-Paul (03) ; BILLARD Claude (45) ; BLAISE Sandra (88) ; BLASCO Dany (47) ; BLEITRACH Danielle (13) ; BLONDE Georges (73) ; BOCCARA Frédéric (92) ; BOCQUET Eric (59) ; BODIN David (79) ; BOLLA Alain (83) ; BONNERY Stéphane (94) ; BOSSEMAN Emilie (62) ; BOUCHOUICHA Yahia (92) ; BOUFFLERS Pierre (62) ; BOULANGER Frédéric (54) ; BOURDILLON Jean-Michel (06) ; BOUYER Patrick (17) ; BREBANT Caroline (60) ; BRENON Patricia (93) ; BROWN Cyrille (75) ; BRUGEROLLES Julien (63) ; BRULÉ Gérard (35) ; BRUNEEL Alain (59) ; BRUNEEL Edmond (62) ; BRUNET Philippe (19) ; BURRICAND Marie-christine (69) ; CAILLOUX Gisèle (92) ; CALVINHAC Gérard (33) ; CANTAVE-FUYET Peggy (92) ; CAPRON Michel (34) ; CARRÉ Jean-Michel (24) ; CASSAN Viviane (34) ; CHALK Stephen (04) ; CHAMBON Jean (69) ; CHAPET Claude (93) ; CHASSAIGNE André (63) ; CHENUET Gérard (92) ; CHEVALIER René (62) ; CHIAVAZZA Véronique (69) ; CHICOTE Sylvian (76) ; CHOUET François (24) ; CIALDELLA Michel (38) ; COIGNET Evelyne (77) ; COMUSHIAN Anouchka (75) ; COULAND Jacques (91) ; COUQUET Aimé (34) ; COURTEILLE David (94) ; CRESPEAU Pierre-Jean (38) ; CZERWINSKI Bernard (62) ; DALLA ROSA Sylvain (08) ; DALLOIS Cyril (35) ; DASPRE Pierre (83) ; DAUBA Michel (46) ; DE UBEDA André (83) ; DEBARGES Viviane (26) ; DELEAZ Daniel (69) ; DEMARCH-WALLER Danielle (83) ; DEMESSINE Michelle (59) ; DEPOILLY Alain (94) ; DESCHAMPS Michel (04) ; DESLOGES Roland (94) ; DESMARIIS Christian (01) ; DESROUSSEAUX Evelyne (30) ; DÉVÉDEC Yves (44) ; DEVERT Bernard (94) ; DIMICOLI Yves (75) ; DIRRINGER Jean-François (77) ; DONELY Cyril (59) ; DONNAT Yvan (13) ; DONZET Laurent (26) ; DOUET Patrick (94) ; DOULAUD Thierry (91) ; DRONVAL Louis (44) ; DUBOIS-CALVETTI Marie-Hélène (84) ; DUBOURGNOUX Eric (63) ; DUFRÈGNE Jean-Paul (03) ; DUMOULLIN Guillaume (69) ; DUNOYER Jean-Paul (74) ; DUPEYROU Stéphanie (49) ; DUPUIS Mathias (76) ; DURAND Daniel (42) ; DURAND Denis (75) ; DURAND Jean-Marc (26) ; DURIAUX Jeanne (71) ; DURIEUX Victorien (54) ; EIGELDINGER Marie-christine (69) ; EYCHART Marie-Thérèse (75) ; FARGIER Jean-Luc (26) ; FARRÉ Roland (74) ; FERRET-BOURDIER Jérémy (17) ; FERRONT Rémi (73) ; FIGUÈRES Gilles (92) ; FLACONNECHE Serge (87) ; FOSSIER Jean-Louis (62) ; FOULQUIER Luc (13) ; FOURNIER Gérard (94) ; FRÉDÉRICICK Bernard (95) ; FRIOLET Annie (13) ; FROMAGE Catherine (63) ; FUYET Hervé (92) ; GALIAY Joël (13) ; GARCIA Benoît (33) ; GARCIN Martine (73) ; GARZON Pierre (94) ; GÉRIN André (69) ; GHYS Etienne (34) ; GILARDO Claude (83) ; GOBERT Marie-Jeanne (14) ; GONÇALVES Valérie (95) ; GOURLOT Gilles (75) ; GOUX Françoise (91) ; GRAND Jacky (63) ; GRASSULLO Christophe (94) ; GRÉVOUL Roger (30) ; GRIVOLA Georges (71) ; GROSGEORGE Gilles (94) ; GUÉRIN Gérard (44) ; GUIARD Jacques (17) ; GUIGNARD Jean-Jacques (94) ; GUTIERREZ Laurent (21) ; HAFEKOST Quentin (70) ; HARRO Abdala (89) ; HATZIG Patrick (54) ; HEBERT Dominique (17) ; HECQUET Maryline (80) ; HENIN Jacky (80) ; HENRIET Daniel (51) ; HUBERT Hervé (75) ; HUSSEIN-ZAÏDI Navid (78) ; HUTTL Paul (83) ; IVORRA Pierre (83) ; JAN Colette (91) ; JANVIER Alain (77) ; JLALJI Brahim (17) ; JOLY Pascal (94) ; KACZMARECK Marie-Stéphanie (80) ; KACZMARECK Patrick (80) ; KARMAN Jean-Jacques (93) ; KRIEF Jean-Paul (07) ; LABY Clara (59) ; LACAZE Christiane (40) ; LAFAURIE Anne (94) ; LAFONTANT Michaële (92) ; LAGRON Jean-Claude (91) ; LALAN Arthur (80) ; LAMIRAND Bernard (60) ; LAMPIN Amandine (31) ; LANGELIER Christine (78) ; LANOIR Jacques (63) ; LAYBROS Serge (46) ; LE LOARER-SEFIDARI Anne (75) ; LE RESTE Didier (75) ; LEBAUBE Amado (75) ; LEBEAU Alain (86) ; LEBRETON Amaury (59) ; LEFEBVRE Fabienne (94) ; LEFEUVRE Marie-Caroline (56) ; LEFLON Michèle (08) ; LEJEUNE Sylviane (91) ; LESNIEWSKI Jacky (26) ; LEVASSEUR Jean (60) ; LEVI-CYFERMAN Annie (54) ; LUCAS Yvette (66) ; LUCMARIE Gilles (47) ; MAGNIADAS Jean (75) ; MALAVAL Gisèle (10) ; MALDONADO Bruno (71) ; MANAUTHON-BARBAGELATA Anne (06) ; MARCHAND Claude (45) ; MARCHAND Nicolas (94) ; MARQUERIE Corinne (31) ; MARQUIÉ Bernard (31) ; MARTIN Roger (84) ; MARTINO Gérard (84) ; MARTOS Maria (78) ; MATHEVET William (83) ; MAURY Nicolas (69) ; MELLIER Frédéric (33) ; MEYER Jean-Pierre (83) ; MICHEL Michel (55) ; MILLET Pierre-Alain (69) ; MILLS Catherine (75) ; MINERVA Sandrine (34) ; MIQUEL Delphine (94) ; MONNET Yannick (03) ; MONTEIL Raymond (95) ; MOQUET Marie-France (17) ; MORIN Alain (91) ; MORIN Jean-François (34) ; MORVAN Jean-Pierre (91) ; MOUCHEL Philippe (91) ;

NARDOT Marie-France (47) ; NAZZI Nadine (83) ; NICOLAON Florence (92) ; NIRONI Monique (83) ; NOËL David (62) ; NOWOTNY Claude (63) ; ODENT Bruno (75) ; OZTORUN Ozer (94) ; PAGANO Alain (49) ; PALLOIX Marie-Françoise (13) ; PEN Loïc (60) ; PEPELNJAK Willy (38) ; PEREYRON Gilles (69) ; PÉRICAUD Bertrand (62) ; PERINET François (91) ; PERRIER Roland (91) ; PÉRRILLAT-BOTTONET Franck (94) ; PICARD Michèle (69) ; PICAUD Daniel (44) ; PIR-ROTTINA Louis-Michel (13) ; POIRSON Christian (54) ; POLIDOR Didier (76) ; POLY Hervé (62) ; POUGET-CHAUVAT Marie-Hélène (23) ; POULAIN Nadine (33) ; POURRE Fabienne (94) ; PRA-DEAU Jean-Claude (92) ; PRAT Sébastien (15) ; PRIMET Raphaëlle (75) ; QUERQ Germaine (63) ; QUILÉS Brigitte (34) ; QUINTIN Cédric (94) ; QUINTIN Yvon (59) ; RAACH Jean-Louis (92) ; RAMBAUD Jean-Pierre (26) ; RAUCH Frédéric (47) ; RIOU Jocelyne (93) ; RIOU Pierre (44) ; RIPOLL Luc (31) ; RISTAT Jean (75) ; RIVOALAN Jacquy (35) ; ROCHEIX Nellie (60) ; RO-GER Benoît (02) ; ROQUENCOURT Philippe (63) ; ROUSSILLON Marine (75) ; RUSSEIL Laurent (92) ; SALADIN Michel (07) ; SALIBA Roger (75) ; SALOMON Jean-Claude (44) ; SALVADOR ESPIRITO SANTO Octavio Enrique (75) ; SANCÉRÉ Pascal (34) ; SANCHEZ Marie-Françoise (66) ; SANCHEZ Richard (66) ; SANTOIRE Laurent (93) ; SATGÉ Dominique (31) ; SCHIAVI Claude (89) ; SCHIAVI Denise (89) ; SCHMAUS Guy (92) ; STAAT Patrick (94) ; STURARO Michel (92) ; TEJAS Patricia (75) ; TENIERE Joëlle (73) ; TERNANT Evelyne (25) ; THOMASSE Gilles (56) ; TORD Franca (34) ; TOUITOU Olga (13) ; TRANNOY Bernard (33) ; TRANNOY Daniëlle (33) ; TRESALLET Guy (93) ; TRICAUD Jean-Pierre (24) ; TRINQUIER Robert (34) ; TRUSCELLO Serge (69) ; TUOT Franck (08) ; VAHÉ Raphaël (93) ; VASLET Jean-Claude (69) ; VENEL Gérard (13) ; VERNON Christine (17) ; VIALLET Danièle (34) ; VIEU-CHARIER Catherine (75) ; WATRIN Dominique (62) ; WENIG Michel (94) ; WEYL Roland (94) ; ZAIDNER Marcel (94) ; ZAPERA Cédric (24) ; ZARKA Evelyne (75)

Résumé

« PCF : Reconstruire le Parti de classe. Priorité au rassemblement dans les luttes »

1° - Militants d'organisations locales du PCF, notre texte est à la fois une motion de censure et un appel à reconstruire le Parti.

Les législatives de 2017 (1,23% des inscrits) ont débouché sur le plus mauvais résultat de notre histoire. Pour nous, cette nouvelle sanction ne résulte pas d'erreurs tactiques ou de « l'ingratitude de Mélenchon ». **C'est un nouveau palier, après 2002 et 2007, dans la sanction logique du choix d'abandon de l'organisation et des positions communistes.**

Après un « ouf de soulagement », car, au prix de négociations humiliantes, on a gagné des députés, aucun signal de remise en cause n'a été donné: c'est consternant et démobilisateur.

Ce congrès n'a rien d'extraordinaire. Il a juste été avancé de 6 mois pour que les communistes ne puissent pas se prononcer en connaissance sur les élections européennes. La direction a déjà fixé une ligne d'union de la « gauche anti-macron » et désigné une tête de liste virtuelle. La ligne demeure celle du PGE (dont nous demandons la sortie), illustrée par Tsipras.

Si des groupes dirigeants semblent se diviser pour ce congrès, c'est uniquement dans une perspective de « lutte des places », de changement superficiel de tête. Tous reprennent en chœur les positions réformistes : « visée communiste », « dépassement du capitalisme », « réorientation des aides au patronat, des institutions de l'UE ».

2° - Notre texte constitue aussi un appel à un vrai congrès extraordinaire, celui qui mettra à l'ordre du jour **la rupture avec 25 ans de « Mutation/ Transformations/ Effacement »**. Après la restauration capitaliste à l'Est, la direction du PCF a plié devant l'idéologie dominante. Elle n'a pas pu changer le nom du Parti, mais elle a abandonné sa raison d'être dans la lutte des classes. **La seule perspective restante, c'est de s'intégrer, comme force d'appoint et caution, avec plus ou moins d'autonomie, dans un ensemble de gauche**, suivant des formules superposables : gauche plurielle, collectifs antilibéraux, Front de gauche etc. Pour nous, avant de penser alliances, il faut exister ; notre priorité est **le rassemblement à partir des luttes**. Nous faisons le choix, nécessaire, de faire vivre le PCF, parti à contre-courant du système, mettant son indépendance de pensée et d'action au service du monde du travail.

Nous renvoyons, pour l'essentiel, à notre texte du 37ème congrès, du même nom, l'analyse de la phase actuelle de la crise du capitalisme, les fondamentaux d'un programme communiste. Mais, depuis deux ans, plusieurs questions se posent avec plus d'acuité. Les tensions inter-impérialistes sont montées encore d'un cran. La militarisation du monde atteint un niveau critique. Deux versions de l'impérialisme divergent aux USA (Trump vs Clinton). La caractérisation du régime chinois est, plus encore, une nécessité.

La crise de l'UE a franchi un nouveau stade. L'euro va jusqu'au bout de sa logique de concurrence de tous contre tous au profit des capitalistes des plus puissants. La gestion du Brexit, ou l'avènement au pouvoir, en Italie, d'un gouvernement populiste-nationaliste, soulignent la nécessité d'apporter au rejet de classe de l'UE des propositions de rupture de classe. Notre lutte internationaliste contre la politique de l'UE, ses directives, l'euro est à l'opposé de l'illusion propagée d'une réorientation de l'UE du capital et de ses institutions. Nous ne suivons pas Macron sur l'illusion d'une « souveraineté européenne ». Pour nous, le Parlement européen est un alibi démocratique. Communistes, nous ne pouvons l'utiliser que comme une tribune.

La question des « migrants » est utilisée pour polariser le débat politique: le capital organise le trafic de main d'œuvre et, en même temps, exploite la mise en concurrence des travailleurs. Au-delà de l'humanisme immédiat, notre réponse ne peut être que l'opposition internationaliste à l'origine de ces déplacements forcés (guerres et exploitation impérialistes) et la fraternité de classe dans notre pays.

L'idéologie dominante lance des campagnes mondiales sur des questions bien réelles (environnement, violences conjugales, évasion fiscale...) pour faire diversion au combat de classe. Il nous faut, au contraire, mettre en avant, leur caractère de classe.

En France, l'invention politique du système en 2017, Macron et Lrem, permet, pour l'instant, de contourner la crise de l'alternance et de la démocratie bourgeoise et d'accélérer la politique du capital. La constitution d'une droite « dure », libéral-conservatrice, intégrant une part de l'extrême-droite, devenant opposition principale, paraît plausible. La recomposition de la social-démocratie est lancée. Le PCF ne doit pas s'y inscrire. Le discrédit de la gauche institutionnelle ne nous amène pas à abandonner le repère historique de « gauche ». En marge, la France Insoumise, apparaît comme un ensemble hétéroclite, ayant, sur un fond socio-démocrate, une pratique lobbyiste, électoraliste, opportuniste, ou « populiste » qui n'a rien à voir avec notre conception du Parti.

3° - Notre texte vise à propager une démarche, avec une perspective nationale, de reconstruction du Parti de classe en partant de ses organisations locales qui se battent toujours. Il s'agit d'échanger, de susciter, de produire des informations, des analyses, du matériel militant, des appels pour faire vivre le Parti sur une base de classe, avec, sans ou même parfois malgré la direction, aussi d'informer sur les PC du monde qui ont décidé de rester communistes (<http://solidarite-internationale-pcf.fr/>).

Les positions communistes sont essentielles pour construire les convergences de lutte.

Quand la direction nationale lançait un appel illusoire et hors-sujet pour que la BCE aide la SNCF (sic!) ou évoquait des « dérogations » aux directives, nous avons **lancé une pétition nationale exigeant le maintien du monopole public**. Faire converger les luttes, ce n'est pas les juxtaposer, encore moins les récupérer politiquement (pour renvoyer la solution à 2022), c'est construire les mobilisations à partir des concordances objectives d'intérêt.

Nous proposons de larges campagnes coordonnées : pour **l'augmentation des salaires** (le cœur de l'exploitation capitaliste), **pour l'emploi et la production industrielle** (en remettant à l'ordre du jour les exigences de certaines nationalisations - ALSTOM, la sidérurgie, secteur bancaire...), pour la défense de notre **agriculture** (ce qui suppose le rejet du « libre échange » européen), **contre les hausses de CSG, le prélèvement à la source, la perspective de fusion CSG/Impôt sur le revenu, les nouvelles menaces sur le financement solidaire de la sécurité sociale (cotisations sociales, sur lesquelles nous devons être intransigeants)...**

Il est enfin **urgent de relancer des actions pour la paix** : sortie de l'OTAN et des politiques militaires de l'UE, désarmement unilatéral. **Faisons du 11 novembre 2018 une grande journée d'expression internationaliste dans ce sens.**

4° - En 2020, le PCF aura 100 ans.

Nous revendiquons le PCF aujourd'hui comme l'héritier critique, à la fois, de l'histoire du mouvement ouvrier en France, du marxisme et du léninisme. Nous récusons toutes les tentatives de célébrer Marx, pour mieux le banaliser et le couper de la postérité qu'il a ouverte. Le parti, issu de 1917 et 1920, a été la forme d'organisation la plus efficace des travailleurs en France, dans les conquêtes sociales comme dans les résistances au capital, à la réaction, au fascisme.

Nous appelons, à l'occasion du centenaire de Tours, à revisiter et réactualiser les 21 conditions de l'adhésion à l'Internationale communiste.

Vive le socialisme, vive le PCF, vive la Révolution !

*« Reconstruire le parti de classe,
donner la priorité au rassemblement
dans les luttes », avec, sans ou malgré
les directions du PCF*

Le PCF a besoin d'un congrès vraiment extraordinaire : celui de la rupture avec 25 ans de stratégie de « mutation-effacement-liquidation ». La direction du Parti s'applique à ce que ce ne soit pas le 38ème, qui n'a d'extraordinaire que le nom et qu'elle entend boucler comme d'habitude. Les élections législatives de 2017 ont pourtant mis en évidence les résultats catastrophiques de cette stratégie, peut-être pas pour les tenants de l'institution, mais gravement pour les communistes sincères, le monde du travail, son avant-garde, ceux qui sont à la recherche de l'outil politique pour résister à l'intensification de l'attaque capitaliste dans la lutte des classes.

A l'exigence renforcée d'un congrès extraordinaire, nous, militants, responsables d'organisations locales du PCF, nous répondons par un texte alternatif d'une autre forme que précédemment. Nous proposons une motion d'actualité, de circonstance. Elle constitue d'abord une motion de censure pour exprimer le rejet des choix de la direction et montrer que le PCF ne se réduit pas à elles. Elle est aussi un appel à s'organiser plus largement pour se réappropriier le Parti par la base, en le faisant vivre, sur les rails de la lutte des classes, avec, sans ou malgré ses directions.

Il y a deux ans, pour le 37ème congrès, nous avons produit le texte « Reconstruire le parti de classe, donner la priorité au rassemblement dans les luttes ». Il continue à porter largement les analyses de la situation politique générale, suivant nos fondamentaux théoriques. Nous posons quelques points d'actualisation - Macron/Trump/UE/Syrie... - dans la motion pour le 38ème congrès, sans reprendre toutes les questions. Elle en reprend le titre, résumé de notre démarche.

Rompre avec le réformisme mortifère, renouer avec des positions communistes

Le résultat des législatives, 613.000 voix, et encore en comptant les candidats soutenus par d'autres partis, est le plus mauvais de toute l'histoire du PCF. Avec 1,23% des inscrits, on frôle l'insignifiance. Nous ne considérons pas que la cause profonde de ce désastre soit un accident de l'histoire ou une erreur tactique, ou encore le grand méchant Mélenchon. C'est le reflet de la stratégie d'effacement du Parti, de ses positions et son organisation, à la date actuelle. Les 613.000 voix de 2017 sont à situer dans une série, suivant les 960.000 de Hue en 2002 et les 707.000 de Buffet aux présidentielles de 2002 et 2007, élections réputées plus difficiles. Petit rappel : nos candidats avaient obtenu 5.793.000 suffrages aux législatives de 1978.

La seule chose que n'avait sans doute pas envisagée la direction en 2016/2017, c'est d'avoir à présenter, seule, des candidats étiquetés PCF. 450 ont été envoyés au casse-pipe pour que quelques-uns, aux prix de négociations humiliantes, soient possiblement élus. Les promoteurs de la Mutation au congrès de Martigues en 2000 posaient le primat de la présence dans les institutions sur l'action dans les luttes. En 2017, ils sont exaucés ! Malgré la perte d'influence sans précédent, le PCF gagne 4 députés. Déjà, à Paris, en 2014, grâce à l'accord octroyé par la municipalité social-libérale Delanoë-Hidalgo, les élus PCF ont 4 fois plus de places que ne leur en aurait données la proportionnelle intégrale... Rappelons combien cet accord a lourdement plombé les candidats communistes ailleurs.

En juin 2017, le contraste était béant. Quand les communistes sincères étaient accablés par le

résultat électoral, la direction poussait un ouf de soulagement, puisque le groupe parlementaire, donc l'institution, était préservé. Ensuite, le choix de temporiser, le refus de réagir, même symboliquement, à la hauteur du nouveau désaveu ont donné aux communistes et à ceux qui s'intéressent au PCF un signal désastreux. Chez les camarades – et nous le mesurons à cette phase du congrès – cela va de la colère à la résignation, en passant par l'éloignement en douceur, le découragement et le dégoût. Dans le monde du travail, dans les syndicats, chez les sympathisants, dans la population l'indifférence gagne, au point que chez certains plus jeunes, le sigle PCF ne soit même plus toujours identifié.

Depuis un an, la direction du Parti a poursuivi comme si de rien n'était, ajoutant à la consternation de ceux qui attendent encore une position de lutte du PCF. Aux adhérents, on a proposé un questionnaire/sondage bidon, en s'appuyant, comme nous l'avons dénoncé, sur un logiciel de fichage et de marketing politiques acheté à la société américaine « Nation Builder ». Sur l'UE, la direction du PCF a organisé un forum à Marseille en novembre 2017, pour le compte du Parti de la Gauche européenne. Sous l'égide d'une vidéo de Tsipras, les dirigeants du PCF et du PGE, en vue des élections européennes, ont illustré leur ligne réformiste de « réorientation » du l'UE du capital et ses institutions. Nous demandons, plus que jamais, la sortie du PCF du PGE, outil d'intégration des partis progressistes à l'UE du capital.

Plutôt que songer à relever le Parti, la direction a repris immédiatement sa recherche d'intégration dans une recomposition politique à gauche. La phase de décomposition-recomposition de la social-démocratie, après les élections de 2017, offre de nouveaux partenaires possibles, moins directement plombés par le bilan de Hollande : le Rocardien Hamon, ministre pendant la réforme ferroviaire de 2014, Maastrichien convaincu ou les rescapés d'EELV, le parti cofondé par Cohn-Bendit. Dans ce contexte, la direction du PCF espère sortir du tête-à-tête avec Mélenchon, les présidentielles passées. Le caractère hétéroclite et la concurrence entre dirigeants de la « France insoumise » (FI) offre aussi d'autres interlocuteurs potentiels. Dans cet esprit, la direction a pris l'initiative d'un meeting, raté, le 30 avril 2018 (Hamon se décommandant au dernier moment). Surtout, elle a officiellement lancé une offre de rassemblement de toutes les forces de « gauche », qui se disent anti-Macron, pour les élections européennes (qu'elles soient pro- ou anti-maastrichiennes).

Dire stop aux combinaisons politiciennes qui accélèrent notre effacement

Pour nous, la question n'est pas de refuser systématiquement des alliances politiques. Mais elles dépendent de l'objectif et leur recherche ne peut être un préalable. Ce qui est un préalable, pour pouvoir s'allier, c'est exister soi-même ! Et le rassemblement prioritaire auquel doit viser un parti communiste, c'est le rassemblement dans la lutte des classes.

Face à la politique au service du Capital, encore accélérée, par Macron, l'orientation maintenue du PCF l'a rendu incapable de contribuer efficacement à la convergence des luttes. La direction s'est inscrite dans les manifestations des samedis 21 septembre 2017 et 5 mai 2018, malgré les réticences de la CGT. Avec les leaders de gauche, en concurrence pour prendre le leadership de l'opposition, ces manifestations politiciennes « pot-au-feu » ont court-circuité l'objet essentiel des convergences de luttes (et de grève). Le samedi 26 mai 2018, la manifestation à laquelle la CGT a appelé à participer, dans des conditions précises, a montré qu'une juxtaposition de luttes diverses ne faisait pas la convergence, notamment autour des cheminots, tandis que les récupérations politiciennes évidentes ont démobilisé. La direction du PCF fait, dans son texte de congrès, un symbole de sa perspective d'union de cette modeste marée.

Agir dans les luttes pour des ruptures immédiates

La lutte des cheminots est appelée à se poursuivre, sans doute sous d'autres formes. Elle était et reste porteuse de très larges convergences : services publics, statuts du travail, retraites. La ligne de la direction du PCF, après le refus de s'opposer frontalement à la réforme ferroviaire de 2014, sans revenir à la collaboration de Gayssot dans le gouvernement de « gauche plurielle », est inapte à construire ces convergences, malgré l'élan de solidarité des communistes vers les grévistes. Aucune initiative nationale, de type pétition ou « votation », n'était envisageable en

dehors d'une unité - impossible - de la gauche (hors PS) : voir la réunion du 10 avril « unitaire des partis de gauche et écologique », dont un bon nombre ont soutenu la « réforme ferroviaire » de 2014. Pour la direction du PCF, il n'est pas question non plus de remettre, nationalement, en cause le cadre européen (malgré l'opposition de classe massive à l'UE et, là, sur un sujet économique et social fondamental !). Du coup, sur le fond, elle s'est limitée à évoquer des « dérogations » possibles, notamment dans les régions, aux directives de mise en concurrence. Elle a sorti une pétition aussi peu lisible et mobilisatrice que fausse et abracadabrantesque pour « faire pression sur le BCE pour une réorientation de sa politique de Quantitative Easing en vue de la création d'un fonds européen pour les services publics, notamment le ferroviaire, qui pourrait reprendre la dette de la SNCF ». Le salut par l'UE et la planche à billets ? Alors même, de surcroît, que la question, importante, de la dette n'est pas dans le projet de loi (le gouvernement, ayant gagné sur la concurrence et la transformation en sociétés anonymes, est prêt à la reprendre).

Dans sa logique, la direction a rejeté notre proposition de pétition pour le maintien du monopole public SNCF sur les trains de voyageurs, le retour au monopole pour le fret, la réunification dans un seul établissement public de la SNCF, contre la transformation en sociétés anonymes et pour la défense du statut et des conditions sociales des cheminots. Nous avons dû la déployer à partir de nos organisations de base du Parti. Quel gâchis !

Le vrai congrès extraordinaire sera celui de la rupture avec 25 ans de stratégie de « mutation-liquidation »

A défaut d'être « extraordinaire », le 38ème congrès s'annonce-t-il donc exactement comme les précédents ? Non pas tout à fait. Pour deux raisons. Devant la violence du désaveu électoral, la direction a pris, d'abord, la précaution d'avancer de 6 mois la tenue du congrès normal pour éviter que les communistes se prononcent, au bon moment, en connaissance, sur les candidatures et les ralliements aux élections européennes. Ensuite, les clans dirigeants se divisent sur deux textes, celui adopté par le Conseil national du 3 juin 2017 et celui, alternatif, porté par les « économistes », des ex-huistes, des personnalités comme André Chassaigne et André Gerin, des « identitaires », ralliés par différents groupes trotskystes. Nous dénommerons par la suite ce texte « texte direction-bis » puisqu'il reprend globalement les thèses les plus réformistes, celles des économistes, l'acceptation de l'UE du capital et du PGE, les théories révisionnistes de la « visée communiste » et du « dépassement du capitalisme », inventées sous Hue pour renoncer au socialisme et à la rupture avec le capitalisme. Dans un contexte de lutte des places, illustrée par la scandaleuse tribune de jeunes dirigeants dans la presse bourgeoise pour réclamer des places correspondant à leurs ambitions (le PCF parti comme les autres !), le texte « direction-bis » vise avant tout à faire porter le chapeau de l'échec à Pierre Laurent, son équipe rapprochée et aux choix tactiques qu'ils ont assumés en 2016 et 2017 (dont les « primaires » pourtant défendues par des tenant du texte-bis).

Divisée, la direction du PCF continue à faire l'impasse sur le bilan de 25 ans d'abandons et de reniements des fondements du Parti

Mais, les deux clans dirigeants s'entendent notamment sur l'entourloupe principale de la préparation du congrès. Toute la préparation des élections européennes est décidée en dehors de l'expression des communistes, c'est-à-dire du vote sur les différentes motions le 6 octobre. La ligne, dans l'axe du PGE, élaborée pour les européennes a été actée par le Conseil national du 31 mars 2018. Un « chef de file » des candidats a été désigné hors de toute procédure statutaire. Il s'agit d'un des « trentenaires » ayant affiché sa disponibilité à ses ambitions. Ian Brossat, symbole de l'alignement sur le social-libéralisme à Paris, se trouve érigé de fait porte-parole du Parti. Le tour de passe-passe consiste à faire croire aux adhérents qu'il y aura une présence communiste autonome aux élections européennes. Après le 6 octobre, même après le congrès lui-même, tous les arrangements à « gauche » seront possibles, indépendamment de l'avis des communistes.

Dans le contexte nouveau, après le résultat des présidentielles, et les nouvelles perspectives de recomposition à gauche, on retrouve le plan B de la consultation de fin 2016 sur les présidentielles, tronquée et non statutaire déjà, sans appel à candidature et dans le refus d'une candidature communiste sur un programme communiste. Le plan A, porté par Pierre Laurent, posait le soutien à Mélenchon. Le plan B, porté notamment par André Chassaigne, proposait d'attendre, de porter une candidature virtuelle, « rétractable », jusqu'au résultat des primaires du PS. Le plan B préférerait s'assurer de miser sur le bon cheval, préférerait un candidat issu du PS et souhaitait donner une visibilité, même factice, au PCF dans la période. Le plan A a prévalu car il commençait à être clair dans les sondages que Mélenchon, déjà lancé, devancerait Montebourg ou Hamon, que peu voyaient encore en piste.

Il n'a jamais été sérieusement question de présenter un candidat communiste aux présidentielles. Les sondages culminaient à 1 ou 2% comme aujourd'hui, lorsqu'une liste PCF aux européennes est sondée. Comment pourrait-il en être autrement après un tel effacement des positions communistes et le choix de le poursuivre, notamment en étant « eurocompatible » ? Aux européennes, le seuil pour obtenir des sièges, désormais sur une liste nationale est de 5%. Les élections auront lieu en juin 2019, la constitution des listes en mars. Bien après la consultation biaisée des adhérents, les directions pourront combiner et choisir le « bon cheval » ou le moins mauvais pour conserver quelques sièges.

Unis dans cette opération politicienne (meeting Laurent-Chassaigne-Brossat du 2 juillet), les textes du Conseil national et de la « direction-bis » diffèrent très peu - appel au bilan biaisé et partiel, autocritique superficielle, thèmes de diversion, socle idéologique réformiste, sauf dans la charge dirigée par le texte-bis sur le secrétaire national et sa gestion récente. Les deux tendances de la direction se rejoignent désormais aussi dans la condamnation, l'épisode présidentiel passé, du « populisme » de Mélenchon. Dire que lorsque nous avons démasqué le Mitterrandien et Maastrichien Mélenchon, dès 2008, on nous avait qualifiés de calomniateurs...

Un troisième texte, issu d'un autre groupe dirigeant, dont les « refondateurs » et certains idéologues de la Mutation, affiche son attirance pour la FI et sa volonté d'un dépassement de la forme parti en général et d'une disparition maîtrisée du PCF en particulier. Dans leur clarté, ces poissons-pilotes de la liquidation devraient avoir l'honnêteté de quitter le PCF et de laisser ceux qui veulent le continuer.

La FI « populiste », le contraire du parti de classe

Si ce n'avait pas été Mélenchon et la FI, d'autres auraient « plumé la volaille communiste », tant notre Parti est désarmé. Dans notre texte du 37ème congrès, nous avons longuement analysé, de façon très critique, la forme d'organisation prônée par Mélenchon et le Parti de Gauche. La critique est à affiner et à approfondir avec la FI et son succès relatif uniquement ou presque électoral, en partie (seulement) dans la classe laborieuse. Electoralisme, méthodes lobbyistes, fond politique social-démocrate et keynésien (aides ciblées au capitalisme) : les formules, à comparer à celles de Podemos en Espagne, de Syriza en Grèce, ou de « Cinque Stelle » en Italie sont les plus éloignées de notre conception du parti de classe en lien avec les luttes. Dans son ensemble très hétéroclite, qui semble lié par l'opportunisme, le populisme propre de Mélenchon nous est inacceptable quand il rejoint le chauvinisme, fait le lit du populisme de droite et confine à la xénophobie, quand il dénonce « les travailleurs détachés qui mangent le pain des Français » ou conspuent les retraités allemands qui saigneraient les peuples du sud. Il n'y a aucun avenir pour des communistes dans la FI !

Le concept historique de « gauche » est mis en question, notamment par certains de la FI qui, comme l'ex-FN (dans les limites du parallèle), se disent ni de droite, ni de gauche. Pour nous le repère historique de « gauche » continue d'exister dans le pays comme ferment progressiste, même si la « gauche institutionnelle » est complètement discréditée et discrédite la notion « gauche », ce qui est grave. Pour autant, Parti communiste, nous nous adressons en priorité, bien sûr d'un point de vue de « gauche » anticapitaliste, aux travailleurs suivant leurs intérêts de classe objectifs, avant leur identification politique.

La lutte des classes traverse aussi le PCF

Notre texte-motion alternative a pour objectif de permettre de sanctionner ces choix des groupes dirigeants du PCF, mais pas seulement. Nous sommes conscients d'à quel point sont consternants, décourageants, pénibles les démêlés des stratégies et calculs politiques. Nous devons nous faire à l'idée que la lutte des classes traverse, depuis longtemps maintenant, les organisations révolutionnaires historiques de notre pays, dont le PCF. Le PCF, son histoire, son existence, l'existence d'un parti communiste indépendant, entièrement tourné vers l'intérêt des travailleurs dans la lutte des classes, sont devenues des questions de lutte en soi.

La contradiction fondamentale est la même depuis plus de 25 ans et la victoire de la contre-révolution à l'est (ceci constaté indépendamment de nos critiques). L'anticommunisme s'est trouvé considérablement renforcé au point que l'idéologie dominante espère aujourd'hui renvoyer aux oubliettes de l'histoire le seul mouvement politique qui a mis en échec le capitalisme sur une partie du monde.

L'existence et le rayonnement des partis communistes est un enjeu de la lutte des classes

Les partis communistes ont tous subi la déflagration. Ils ont réagi en fonction du niveau de leur intégration dans la démocratie bourgeoise et de leur ancrage dans la lutte des classes. Après souvent des luttes internes douloureuses, des partis sont clairement restés communistes : le KKE en Grèce, le PCP au Portugal, les « petits » partis luxembourgeois ou allemand, le PC du Venezuela, etc. D'autres appareils dirigeants ont fait aussitôt leur « coming out » socio-démocrates, en Suède, dans la plupart des pays de l'Est, et surtout en Italie allant jusqu'à se convertir en parti démocrate à l'américaine. L'étude comparée de ces situations est un point très important de notre démarche.

En France, les nouvelles directions successives se sont retrouvées devant une contradiction qu'elles n'ont pas encore surmontée. La préservation des fortes positions institutionnelles, héritées de l'Union de la gauche, a largement prévalu et, pour cela, elles ont courbé l'échine devant l'idéologie dominante. Les reniements en série au moment de la « gauche plurielle » en ont été le révélateur. Mais elles n'ont jamais réussi à changer le nom du Parti. C'était exclu au congrès de 1991. La tentative a avorté avant le congrès de 2000. La tentative, même, d'autodissolution après juin 2007 a été retirée. Notre appel d'alors « Pas d'avenir sans PCF » y a beaucoup contribué.

Elles se sont heurtées à la résistance des adhérents, même après le sabotage des organisations de base, les cellules. Le PCF a perdu de l'ordre de 90% de ses adhérents de 1995 en nombre, et encore davantage en militants. Elles sont heurtées au fait historique PCF, à ce que le Parti des grandes conquêtes sociales et de la Résistance, notamment, continue à représenter dans l'inconscient intellectuel du pays. L'appareil dirigeant a compris qu'il perdait tout s'il cessait d'être le dépositaire, ingrat, de ce glorieux héritage.

Une solution s'est alors imposée : rester gardiens du PCF, mais l'effacer dans un ensemble, dans une recomposition politique à « gauche ». Plusieurs scénarios ont été et sont toujours, plus que jamais, envisagées, concurrents ou complémentaires, impliquant tous l'effacement du PCF : gauche plurielle avec tout le PS, maintenant avec une partie ou les ex-PS et EELV, « maison commune de la gauche », « collectifs antilibéraux », « front de gauche » etc. La liste « Bouge l'Europe » en 1999 avait déjà donné un avant-gout caricatural de cette stratégie.

Après l'échec de la candidature unique des « collectifs anti-libéraux » en 2006, la direction est allée chercher Mélenchon pour créer avec lui, en 2008, en parallèle du 28ème congrès, et en doublant les communistes (encore une fois), le « Front de gauche ». La suite de l'histoire est rappelée plus haut.

« Nous ferons vivre le PCF, avec, sans ou contre sa direction »

Nous sommes lucides sur les effets de tant d'années de reniements. Le Parti est en déliquescence. Sa vie a disparu de la plupart des localités, presque complètement des entreprises. Elle

se limite à la préparation des élections dans d'autres, à des élus, souvent (pas toujours) coupés de base.

Les directions successives portent, de façon absolument incontestable, la responsabilité de la destruction du Parti. Nous ne nous sommes jamais fait l'illusion de « remettre sur les rails de la lutte des classes » ces directions. Leur survivance institutionnelle implique de lui tourner le dos, de « transformations en transformations ». Le slogan de ce congrès « révolutionner le Parti », et non le système, révèle la perspective de tourner en rond et de s'enfoncer.

Tout observateur peut vérifier ce processus. Nous ne le contrerons pas en faisant des choix illusoire du moindre mal, de congrès « de la dernière chance » en congrès de la « dernière chance ». L'expérience est déjà faite, s'ajoutant à l'analyse.

Face au capital, aujourd'hui plus que jamais, notre peuple a besoin du PCF !

Nous voulons maintenir un parti communiste en France, issu du marxisme et du léninisme, de l'organisation du mouvement ouvrier français qu'ils ont fécondée depuis 1920. Pour cela, nous ne lâchons pas et ne lâcherons pas la bataille du PCF, de ce qu'il représente d'historiquement irremplaçable, dans la population, dans la classe ouvrière, dans le mouvement syndical d'origine révolutionnaire. La bataille pour la légitimité de ce que représente le PCF doit aller jusqu'au bout.

Nous appelons, à nouveau, les communistes, qui ont quitté le PCF ou, cas le plus fréquent, en ont été écartés mécaniquement, faute de fonctionnement, à se réapproprier le Parti, cellule par cellule, section par section. Nous entendons et affirmons vouloir, mieux que précédemment, appuyer ce processus, en partant de la base, avec une visibilité nationale. Les communistes et ceux qui n'aspirent qu'à le devenir sont plus forts que les directions gestionnaires de la faillite.

Relancer partout l'action communiste

La démarche que nous mettons en avant est loin d'être uniquement critique, c'est avant tout une démarche constructive, une démarche de RECONSTRUCTION du PCF à partir des luttes. Notre démarche reste une coordination respectant la situation de chaque organisation du PCF et militant. Nous revendiquons d'être identifiés nationalement comme « RECONSTRUCTEURS » dans le PCF (maintenant qu'une expérience complètement différente portant ce nom est tombée dans l'oubli).

C'est dans ce sens que nous avons abordé, depuis nos organisations locales du PCF et leur coordination, les batailles essentielles contre la politique au service du capital de Hollande, puis de Macron, depuis le dernier congrès. C'est dans ce sens que nous envisageons la suite des grandes batailles en cours et qu'annonce le pouvoir.

Nous nous reconnaissons dans la formule que prononça le grand résistant communiste André Tolle lors d'une conférence de presse, en 1999, de camarades décidés, déjà, à combattre la ligne de mutation-liquidation du Parti. Certains d'entre nous y participaient. « Nous ferons vivre le PCF, avec, sans ou contre (malgré) sa direction ». Pour nous, ce n'est pas qu'une formule. C'est une pratique essentielle. Le cas général, en partant des priorités de la lutte, ce n'est ni « avec », ni « contre » mais « sans ». Les directions du Parti ont abandonné le terrain de classe, l'animation du Parti de classe et de masse. Leurs transformations en ont fait un parti de postures, replié sur les enjeux électoraux et institutionnels. Nous l'avons analysé comme un choix politique méthodique de dévitalisation, des années 1990 à aujourd'hui (« révolutionner le Parti » !). Pour autant rarement, sauf sur l'UE, la direction n'est en état de désavouer officiellement les positions « naturelles » des communistes, celles que les travailleurs attendent d'eux. Elle ne les défend plus. Elle les substitue par un galimatias réformiste, notamment produit par les « économistes ». Elle les contredit par ses pratiques dans ses compromis et compromissions dans les organes exécutifs, gouvernement de « gauche plurielle », régions, etc. Mais elle se trouve rarement en état de s'opposer ouvertement à ces positions. A nous de les tenir, dans cette contradiction, pour faire vivre l'organisation communiste, pour rester fidèles à notre engagement.

Développer un programme communiste dans une perspective de rupture avec le capitalisme : le socialisme

Notre priorité est l'orientation du Parti. Nous utilisons tous les moyens d'expression, sites internet, échanges de matériels de propagande, appels nationaux pour aller dans cet objectif. Pour l'essentiel, nous continuons à affirmer et mettre en débat les analyses de notre texte du 37ème congrès, annexé à celui-ci.

Notre campagne récente, avec la pétition nationale pour le maintien du monopole public SNCF, contre la transformation en sociétés anonymes et la casse, avec celle du statut, des conditions de travail des cheminots en est l'illustration.

De même, nous impulsions une large campagne rassembleuse, par toujours partant de nos préoccupations prioritaires, mais ne s'y opposant pas, contre le « prélèvement à la source », la hausse de la CSG, la perspective de fusion de l'impôt sur le revenu avec la CSG.

C'est une bataille capitale, de l'ordre de celle que le PCF, seul, en 1990 a mené contre le gouvernement Rocard, mais aujourd'hui dans un cadre aggravé de remise en cause du financement de la sécurité sociale par la solidarité et la cotisation sociale.

Plus que jamais, la défense de la production répondant aux besoins, dans le cadre social national, est notre revendication. Le cas d'Alstom, filière énergie, comme filière ferroviaire a soulevé les possibilités de mobilisations populaires. La nationalisation, en régime capitaliste, n'est pas toujours le remède, si elle n'est que la nationalisation des pertes. Dans une possibilité d'élévation du rapport de force dans le pays, suivant les exemples de 1936 et 1945, elles restent une solution que le Parti soit défendre.

Nous renvoyons les camarades vers notre texte précédent pour les grandes campagnes de luttes en cours.

Le capitalisme n'a plus besoin de la démocratie bourgeoise ?

L'avènement de Macron, suite à une manipulation de l'idéologie dominante a permis, momentanément, au système de contourner la crise de la démocratie bourgeoise, de l'alternance gauche institutionnelle/droite menant la même politique. Nous avons analysé l'effondrement de la social-démocratie comme le résultat de la dégradation du rapport de classe mondial et national et de la disparition ou de l'effacement des partis communistes. Macron concentre le ventre mou de ceux qui pensent qu'ils ont le moins intérêt à ce que les choses changent. Est-ce durable ? C'est douteux.

Le risque figuré par les exemples voisins est celui d'une alliance électorale, dans un contexte général de dépolitisation, à droite, notamment sur les questions, mises en avant de migration. Notre riposte, plus que jamais, implique, au plan national et internationaliste, la recherche de la concordance sur la base de l'intérêt de classe de chacun. A la fois contre les guerres impérialistes, les exploitations, et contre la mise en concurrence des travailleurs.

Le capitalisme mondialisé, c'est la guerre

La montée des tensions inter-impérialistes mondiales fait monter les risques d'affrontements voire de guerre. Communistes, nous devons mesurer ce que représente l'élection de Trump comme président des Etats-Unis et la lutte politique interne, inédite, qui a traversé le capitalisme américain entre Hillary Clinton et Trump. Elle se poursuit. La puissance capitaliste, encore dominante, est traversée par une contradiction interne qu'il nous faut mesurer, entre option nationaliste et option « cosmopolite ».

Notre parti doit reprendre son combat contre l'impérialisme et pour la paix

Notre campagne pour la paix, historiquement contre notre propre impérialisme, pour le désarmement unilatéral de la France, nucléaire et non-nucléaire, pour la sortie de l'OTAN et des

politiques de défense européennes est notre priorité. Quel sens peut avoir la perspective d'un monde multipolaire ? Hier, le bloc socialiste, divergent sur le fond du bloc capitaliste, pouvait représenter un équilibre. Aujourd'hui, suivant notre interprétation du développement capitaliste chinois, nous risquons d'être exposés à une montée des blocs impérialistes, et de leurs alliances conflictuelles, comme avant 1914.

Notre conception du socialisme charpente nos luttes

D'ici le prochain congrès, nous célébrerons le 100ème anniversaire du congrès de Tours et de la fondation de notre parti. Ces derniers mois ont vu les commémorations, malheureusement modestes, du centenaire de la Révolution d'Octobre et du bicentenaire de la naissance de Karl Marx auxquels nous avons cherché à donner le plus d'échos possible.

Nous n'oublions pas que le PCF que nous voulons continuer est issu d'une triple origine : premièrement, l'organisation et l'expérience nationales du mouvement ouvrier, notamment certaines étapes de la Révolution française, la Commune de Paris, après 1920, les grandes conquêtes sociales, la Résistance, les combats anticoloniaux, deuxièmement les théories de Marx et d'Engels ET, troisièmement, la conception léniniste du Parti. Le marxisme et le léninisme ont fécondé le mouvement ouvrier français et abouti, dans le cadre de la lutte des classes mondiale, à l'organisation ouvrière anticapitaliste la plus efficace, dans notre pays, dans l'intérêt des travailleurs et de la population.

Nous avons pu, en pleine lutte cheminote, envoyer des délégations à Trèves pour la manifestation du Parti communiste allemand, le 5 mai 2018, jour de l'anniversaire de Marx. Le raccourci d'expérience fut saisissant. Quelques fanatiques divers de l'anticommunisme associaient Marx à des crimes contre l'Humanité. Mais l'idéologie dominante, notamment par la voix du Président de la Commission européenne, Junker, ou par les dirigeants allemands, pas seulement socio-démocrates, n'ont pas hésité à commémorer Marx, pour mieux le renvoyer vers un passé révolu, un musée de la philosophie. Pour sa part, le pouvoir chinois a célébré en grandes pompes l'anniversaire. Un résumé caricatural peut en être : les enseignements du marxisme nous ont montré comment le capitalisme permettait de hausser les moyens de production, de s'enrichir - nous avons déjà gagné le socialisme - nous utilisons, momentanément, le capitalisme. L'expérience chinoise, dans laquelle nous ne pouvons pas nous reconnaître, appelle toute notre attention, sur ce plan théorique aussi.

L'actualité des théories de la plus-value, de la baisse tendancielle du taux de profit, de la crise capitaliste, de la lutte des classes comme moteur de l'histoire, que nous devons à Marx et Engels, est pour nous évidente. Nous affirmons que, plus que jamais, elles doivent faire l'objet d'une diffusion et d'une étude de masse.

Plus que jamais, l'exigence de rupture avec le capitalisme !

En juin 2008, Marie-George Buffet affirmait à propos du Congrès de Tours : « Nous sommes au 21ème siècle, le monde a changé, les modèles se sont écroulés. Aussi, dans cette belle ville de Tours, si nous ne retenons de son célèbre congrès qu'une seule chose : le formidable espoir, cette énorme volonté politique de la part de nos camarades de construire une société meilleure. » En novembre 2017, Pierre Laurent déclare : « Le communisme, pour nous, c'est précisément le mouvement continu de cette émancipation humaine contre toutes les dominations, toutes les aliénations. C'est un mouvement continu de conquête démocratique... »

Comment peut-on être révolutionnaire sans envisager de rupture ? Comment peut-on conquérir des progrès immédiats pour les travailleurs et le peuple sans, dans le cadre de la lutte des classes, porter des ruptures, une perspective de rupture avec le capitalisme ? C'est impossible.

Pour nous cette rupture porte toujours le nom de socialisme. Et sa conquête a besoin d'un outil politique: le Parti communiste.

La différence entre réformisme et révolution est toujours fondamentale.

En 1920, nos glorieux aînés faisaient le choix, longuement débattu, d'adopter les 21 conditions de l'adhésion à l'Internationale communistes. Certaines sont devenues obsolètes. Mair remettre, encore et toujours, en débat, celles qui sont essentielles et d'actualité est notre préoccupation première de communistes, au 21ème siècle.

Nous mettrons toute notre énergie à une célébration du 100ème anniversaire du PCF, en décembre 2020, qui réaffirme toute l'actualité de son organisation révolutionnaire.

*« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours
n'a été que l'histoire de la lutte des classes »*

Karl Marx - *Manifeste* du Parti communiste

Liste des 300 signataires validant le dépôt du texte selon les conditions statutaires

ABELLON Christian (83) ; ADAM Marie Ange (70) ; AGUDO Anne Marie (81) ; ALARDO Éliane (06) ; ALBERT Michel (81) ; ALLART Jean jacques (02) ; ANDRUCCIOLI Gilbert (06) ; ANTOINE Alain (54) ; APRUZZESE Olivier (13) ; APRUZZESE Patrick (13) ; ARDOINO Annie (83) ; AUGUENOIS Roséane (81) ; AVENTIN Marcelle (81) ; AVENTIN Robert (81) ; BACLOT Frédéric (21) ; BARBAUX Suzanne (02) ; BARDE René (81) ; BARRA Rémi (38) ; BARRE Albert (75) ; BAZY Chantal (81) ; BAZY François (81) ; BEAUMONT Julien (24) ; BECOURT Corinne (02) ; BEL ALONSO Andres (38) ; BEN MENNI Farid (54) ; BERARDI Vicky (06) ; BERNABE Frédéric (70) ; BERNARD Serge (54) ; BERNATETS Jean-Claude (75) ; BERNATETS Monica (75) ; BERTRAND Françoise (31) ; BERTRAND Maurice (81) ; BEYRIES Christine (75) ; BIAU Marie Noëlle (38) ; BIAU Sonia (38) ; BIMBEAU Antoine (75) ; BOULANGER Ludovic (02) ; BOUR Daniel (90) ; BRETTE Nicolas (24) ; BRUSCO Jean Pierre (54) ; BRUSCO Serge (54) ; CABRAS Louis (83) ; CAHLAT Marie Claude (13) ; CALLIGARO Thomas (57) ; CALMET Claude (81) ; CALMET Nicole (81) ; CAMBOULIVES Jean Claude (81) ; CAMBOULIVES Monique (81) ; CAMENZULI Louis (83) ; CAMILLINI Jean Pierre (54) ; CAMILLINI Marie-Thérèse (54) ; CAPRERA Antonio (38) ; CARIN-COTTE Loïc (38) ; CARRIER Serge (02) ; CASIER Julien (02) ; CASIER Serge (02) ; CASTEX Anne (81) ; CASTEX Ghislaine (81) ; CASTEX Joel (81) ; CASTEX Lucile (81) ; CATHALA Bernadette (81) ; CATHALA Michel (81) ; CHAMEK Claude (75) ; CHANTRELLE Jean (92) ; CHANTRELLE Laurence (92) ; CHATAIN Monique (83) ; CHERRUAULT Yann (75) ; CHICOIGNE Louis (23) ; CHICOIGNE Patricia (23) ; CLET Franck (38) ; COLASUONNO Monique (38) ; COLLET Noël (74) ; CONESA MOZIN Magali (06) ; CONSTANTINI Alain (54) ; CORBONNOIS Sébastien (02) ; COSTE Etienne (75) ; COTTERAU Ghislaine (85) ; COTTEVERTE Gérard (93) ; COULOU-MY Pierre (78) ; CUBELLS Raymond (34) ; DAN TRAN Jacqueline (35) ; DANG TRAN Emmanuel (75) ; DARDE Amélie (02) ; DARGHAM Pierre (75) ; DAVID Roland (70) ; DE CASTRO QUEROS Antonio (38) ; DE MATTEIS Mireille (54) ; DE ROSSO Angèle (06) ; DEFFONTAINE Claude (66) ; DELCELIER DOUCHIN Françoise (11) ; DELGENES Jean Baptiste (57) ; DELMAS Gilbert (31) ; DERAY Denis (70) ; DIFFALAH Nasser (70) ; DOUCHIN Nicolas (11) ; DROUARD Georges (70) ; DUCOS André (02) ; DUCOS Gauthier (02) ; DUCOS Marie Josée (02) ; DUMAS Marie Antoinette (42) ; DUTOIS Germaine (61) ; ELIE France (94) ; FERRARI Nando (54) ; FERRER Marc (77) ; FEVRE Thomas (42) ; FONTAINE Brigitte (70) ; FOURCHARD Paul (75) ; FRANCE Marie (38) ; FUMERON André (86) ; GABERT Jean jacques (02) ; GABERT Michele (02) ; GAGLIANO Michel (42) ; GALANTINI Pascal (54) ; GALAUP Elsa (94) ; GARAY Patrice (75) ; GARRIDO Aldo (70) ; GARRIDO Tania (70) ; GASSANNÉ Pierre (75) ; GATTAERT Frédérique (06) ; GAWSEVITCH Josette (75) ; GAY Gérard (70) ; GERMAIN Benoit (70) ; GERMAIN Jean François (70) ; GERMAIN Philippe (70) ; GERMAIN Roland (70) ; GEZOU Francis (02) ; GIACOMO Francis (70) ; GILLET Marie (75) ; GIRARD Alain (54) ; GISCLAR Bernard (81) ; GORLIER Alice (02) ; GOURIERE Philippe (06) ; GUERRIN Fabienne (70) ; GUERRIN Françoise (70) ; GUERRIN Hubert (70) ; GUILBAUD Joëlle (75) ; GUZMAN Marie Chantal (06) ; GUZZO Savenio (54) ; HAGE Odile (59) ; HALLEY Sébastien (75) ; HANRIOT Denis (54) ; HAREL Guy (37) ; HAREL Rolande (37) ; HAUPAS Thierry (75) ; HOFF Lionel (57) ; HÔTE Michel (73) ; HÔTE Michelle (73) ; HUREAUX Marcel (70) ; ILLE Pierre (78) ; JALADE Eric (81) ; JAMELOT Joran (75) ; JAMMET Marc (78) ; JAN Aurélien (02) ; JARDEL Christine (24) ; JAZE Marcel (70) ; JEANDEL Sébastien (54) ; JEANMOUGIN Pascal (39) ; JOUBE Frédéric (02) ; JUMEAUX Ghislaine (02) ; JUNG Véronique (70) ; KAYGISIZ Cemil (75) ; KDOUH Diana (38) ; KIEFFER Nicolas (42) ; KNOCKAERT Barbara (02) ; KOLLI Anne-Marie (75) ; KOROBAEFF Monique- Myriam (68) ; LACAUD Amy (24) ; LAFLEUR Michel (81) ; LAGHROUR SAINT ALME Marie Christine (38) ; LAHAYE Alain (21) ; LANDAIS Benjamin (84) ; LANDOIS Florence (38) ; LARIVE Jean Marc (13) ; LAROSIÈRE Jean François (59) ; LATREILLE Michel (75) ; LECLERC Marie (54) ; LEGROS Clément (21) ; LEJEUNE Claude (94) ; LEONE Elena (38) ; LEONE Guiseppe (38) ; LETORT Joëlle (81) ; LEYDIER Alain (42) ; LEYDIER Bernadette (42) ; LIEVIN Fabienne (70) ; LIEVIN Patrick (70) ; LIGLET Michel (70) ; LUARD Madeleine (13) ; MAGAGNOSC Louis (06) ; MAIGROT Yolaine (75) ; MAILLET Martine (07) ; MARCHANDISE Marcelle (02) ; MARQUES Camille (75) ; MARTINEAU Heinrich (02) ; MATHIOT Pascale (06) ; MATTA Robin (13) ; MAZZOLINI Jean Claude (92) ; MERCADO Ange (06) ; MERINO Marie (31) ; MERINO Yvan (31) ; MEURY Michel (05) ; MONNINI Eric (54) ; MONNINI Malou (54) ; MONNINI Victor (54) ; MONTEAGUDO Ernesto (38) ; MONTEAGUDO Vincent (38) ; MOREAU Patrice (24) ; MORENO Cyril (24) ; MOUSSET Franck (02) ; MOZIN Xavier (06) ; MUSY Michaël (54) ; MUZARD Patrice (70) ; NATIVI Martine (06) ; NEGRI Dominique (38) ; NEGRI Jean Louis (38) ; NICOLAS Chantal (70) ; NIEL Guy (94) ; NIEL DEVAU Nicolas (94) ; ODETTI Christiane (81) ; OLIVERO Yasmine (06) ; ORTIZ Lilian (25) ; OZOG Jérémie (06) ; PA-

QUIS Muguette (70) ; PATE Jean Claude (50) ; PEINTRE Junon (75) ; PELKA Jean-Claude (68) ; PERENON Eilwen (38) ; PEREZ Michel (81) ; PERRIN Éliane (87) ; PERRIN Michel (87) ; PHILIPPE Didier (81) ; PICCARRETTA Savino (38) ; PIOTRKOWSKY Mathieu (54) ; PLE Christian (02) ; PLE Grégory (02) ; POLLE Valérie (02) ; PORQUET Catherine (61) ; PRINCE Catherine (54) ; PRIZZI Angelo (38) ; PUDELKO Yohann (94) ; PUGNALE Nelly (38) ; PUYGRENIER Henry (38) ; PUYGRENIER Nathalie (38) ; RABUT Mathilde (38) ; RALLIERES Danielle (81) ; RALLIERES Yves (81) ; REMANDE Jean Louis (61) ; RICHARD Anne (57) ; RICHARD Josette (70) ; RICHARD Laurent (38) ; RINALDONI Robert (54) ; RIO Paul (58) ; ROBERT Marianne (70) ; ROMERO Sébastien (06) ; ROQUIN François (38) ; ROUSSET Stéphane (81) ; ROUTIER Éliane (93) ; ROUX Frédéric (24) ; ROYER Philippe (54) ; RUBES Jérôme (38) ; RUIZ André (70) ; SABATIER Michel (31) ; SABATTIER Claudine (07) ; SABATTIER Henry (07) ; SACHER Francis (54) ; SACHER Ugo (54) ; SAMPERE Christine (83) ; SANTABROGGIO Jean-Marc (54) ; SANTABROGGIO Véronique (54) ; SAUVAGET Adrien (75) ; SELLINI Rose (45) ; SIBEL Cathie (38) ; SICART Claude (06) ; SICART Claudine (06) ; SOULA Frédéric (84) ; STAUFFER David (57) ; STEVENIN Virginie (75) ; STUCK François (75) ; SURAT Joelle (91) ; SUZANNE Jean Jacques (94) ; TASSIN Didier (02) ; THIERY François (54) ; TOURNAY Alain (83) ; TOURNAY Jean Luc (02) ; TOURNAY Josette (02) ; TOURNAY Olivier (02) ; TRAN THANH Guillaume (57) ; VALIN Claudy (17) ; VAUJOIE Dominique (61) ; VILLAIN Julien (92) ; VIRGILIO Ida (54) ; VOARINO Damien (06) ; VOARINO René (06) ; VOVARD Jacques (95) ; WARET Thomas (06) ; WAVELET Caroline (75) ; YAGHLEK-DJIAN Pierre (75) ; YAGHLEKJAN Marc (89) ; ZICCHINA Noël (20A) ; ZUCHELLI Jeremy (13) ; ZUNINO Eric (81)

CONGRÈS D'IVRY : BULLETIN DE VOTE

Choix de la base commune

- Le communisme est la question du XXI^e siècle**
Projet de base commune présenté par le Conseil national du PCF
- Se réinventer ou disparaître !
Pour un printemps du communisme**
Texte alternatif, présenté par 300 communistes* dans les conditions précisées par les statuts (article 11.1).
- Pour un Manifeste du Parti communiste du XXI^e siècle**
Texte alternatif, présenté par 300 communistes* dans les conditions précisées par les statuts (article 11.1).
- « Reconstruire le parti de classe, donner la
priorité au rassemblement dans les luttes »,
avec, sans ou malgré les directions du PCF**
Texte alternatif, présenté par 300 communistes* dans les conditions précisées par les statuts (article 11.1).

*La liste des signataires de chaque texte est présente dans le document accompagnant ce bulletin de vote.

Comment voter ?

Le vote pour le choix de la base commune du 4 au 6 octobre est organisé sous la responsabilité des sections et de ta fédération. Tu peux :

- **Voter à la fédération ou à ta section :** renseigne-toi auprès de celles-ci pour connaître les heures d'ouverture pour le vote.
- Voter par correspondance : il est aussi possible de voter par correspondance. Pour ce faire, il faut :
 1. Détacher le bulletin de vote et cocher une case. (Si plusieurs cases sont cochées, le bulletin est considéré comme nul).
 2. Glisser le bulletin dans une première enveloppe sans rien inscrire sur celle-ci.
 3. Glisser cette première enveloppe dans une seconde enveloppe.
 4. Si tu n'es pas à jour de tes cotisations de 2018, n'oublie pas de glisser aussi ton chèque à l'ordre de l'ADF-PCF dans cette seconde enveloppe.
 5. Pour valider ton vote, il faut inscrire au dos de la seconde enveloppe : nom, prénom, le nom de la section et la signer.
 6. Adresser l'enveloppe à la section ou la fédération en fonction des indications communiquées par celles-ci sur l'organisation du vote.





congres2018.pcf.fr